

INTERNATIONAL
ASSOCIATIONS



ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES 4

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

1972 - n° 4

24th year

24e année

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES			
Executive Council/Comité de Direction			
Président : FA CASADIO, Directeur, Societa Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie) :	avril avril	Editorial	197
Vice-Présidents : W. ETEKI-MBOUMQUA (Cameroun). Ancien Ministre de l'Education et de la Culture. Mohamed Aly RANGOONWALA (Pakistan) Chairman of the Pakistan National Committee of		Mouvements Volontaires et Pouvoirs Publics, par Marcel Hicter	198
		Youth : an Illusory Topic for the Internationals, by Mark Amen	200
		Statement of WAY Representative Ross Mountain to the United Nations Population Commission	208
Trésorier Général : Fernand GRAINDORGE (Belgique).		P = Q ?, by Philippa Raymond-Cox	212
Members		Can the Leopard Change his Spots ? (un peu d'histoire et un sens de « déjà vu »)	215
Th. CAVALCANTI (Brésil). Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Getulio Vargas. F.W.G. BAKER (U.K.) Executive Secretary, International Council of Scientific Unions. Nikola A. KOVALSKY (U.R.S.S.) Directeur adjoint de l'Institut du mouvement de l'U.R.S.S. Roland RAINAUT (France) Ancien Directeur de l'Information et de la Presse de l'O.S.C.E. Andrew E. RICE (U.S.A.) Executive Secretary of the Society for inter- Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.) Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation. S.K. SAXENA (India) Director of the international Cooperative alliance. Louis VERNIERS (Belgique) Secrétaire Général Honoraire Ou Ministère Belge de l'Education et de la Culture.		Le Tableau Gênant des ONG Suspendues par l'UNESCO	216
		Symposium on Young Scientists and Contemporary Society (extracts from the opening address), by Professor E.H.S. Burhop	218
		Jeunes Scientifiques et Société Contemporaine, par Dr. Peter Boskma	223
		Transnational ou International ? par G.P. Speeckaert	225
		Echos	234
		Congressalia	239
		IAPCO News	242
		Les Répercussions Scientifiques des Opérations Apollo sur l'Interprétation Simultanée, par René Pinhas	244
		Calendrier	247
* International Associations » « Associations Internationales »			
Editorial Committee/Comité de Rédaction :		on the cover : photograph courtesy of the Institut Belge d'information et de Documentation photo de la couverture par courtoisie de l'Institut Belge d'information et de - Documentation	
Robert FENAUX Georges Patinck SPEECKAERT Genevieve DEVILLE Jere W. CLARK Anthony J.N. JUDGE Ghislaine de CONINCK Thai Wo TSAN Marti RASER			

Published MONTHLY by
Union of International Associations (founded 1910)
Editor, Administration : 1, rue aux Laines, 1000 Brussels (Belgium)
Tél. (02)11.83.66.
Advertising : Roger Ranson, Advertising Manager. 35 Boulevard de la République,
Saint Cloud 92, France
Tél. 605.39.78
or
International Associations, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgium
Tél. (02)11.83.90.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)
Rédaction, Administration : 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique)
Tél. (02)11.83.96
Publicité : Roger Ranson. Délégué-Directeur de Publicité, 35 Boulevard de la République,
Saint Cloud 92 France
Tél. 605.39.78
ou
Associations Internationales, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgique
Tél. (02)11.83-96.



« Un grand destin Unit,
un grand destin commence »

Corneille.

La transformation rapide de la vie internationale donne à penser sur l'évolution de la conception classique de l'autorité et du rôle des Etats par rapport à la société. On nous permettra, à ce propos, de faire écho aux réflexions que notre éminent collaborateur le professeur Marcel Merle, membre de l'UAI, a confiées dernièrement à notre Revue (1), et cela sans crainte de notre incompétence juridique dans un champ d'études maintenant ouvert aux disciplines politiques et sociales.

L'évolution en cours est-elle un fait entièrement nouveau ou, pour une part, une résurgence du passé ? Nous nous sommes posé la question en reprenant une étude de notre vieux maître Maurice Bourquin qui enseigna longtemps le droit international public et l'introduction au droit à l'Université et à l'Ecole des hautes études internationales de Genève. Une étude magis-

LA REPUBLIQUE TRANSNATIONALE DE L'AVENIR

trale intitulée : « Grotius est-il le père du droit des gens? » (1583-1645), qui fait une comparaison historique entre l'unité de l'Europe chrétienne du Moyen-Age et les particularismes souverains des temps modernes, ou plus précisément encore entre le droit naturel transcendant les états et le droit positif, étatique et interétatique, au service du Prince, selon sa volonté. Il suffit d'élargir le point de vue de l'auteur, en dépassant ses aspects juridiques, pour arriver à des conclusions d'une étonnante actualité.

Bourquin commence par rappeler que la conception moderne du droit des gens repose essentiellement sur la notion de l'état. La vie internationale se ramène à des rapports entre états souverains. Qu'il s'agisse de conventions ou de coutumes, le droit des gens dérive de la volonté des états, du moins principalement. L'individu disparaît derrière l'état. La communauté internationale n'est qu'une association volontaire d'états souverains, elle n'existe que dans la mesure où les états entretiennent des rapports les uns avec les autres. L'état est seul entre ses égaux. Cette conception était encore celle des internationalistes au 19ème siècle. De nos jours elle est ébranlée par le renouvellement des doctrines internationales, ébranlée mais toujours debout.

Si Bourquin était encore de ce "monde, il remarquerait sans doute que les nouveaux états nés de la décolonisation sont les plus jaloux de leur souveraineté intégrale, au point de considérer comme « subversif » ce qui n'est pas l'état, l'Eglise par exemple, et que la transcendance des droits de l'Homme sur les pouvoirs de l'état est loin d'être acceptée dans ses conséquences, sinon dans son principe.

Mais c'est ici précisément que la pression sociale de notre époque tend à nous ramener au droit naturel entendu en valeurs morales qui s'imposent au respect des Etats.

Assurément la civilisation médiévale était dominée par « une foi exclusive » qui dirigeait la science, la philosophie, l'art, toutes les manifestations de la pensée et toutes les formes de la vie sociale ». Les « internationalistes » de la « République chrétienne » étaient surtout des moralistes et des théologiens. « Les formules juridiques n'avaient à leurs yeux qu'une valeur

accessoire ». Ainsi se sont-ils contentés d'emprunter le droit des gens à l'antiquité. Un droit dont l'objet ne couvrait pas seulement les rapports entre états mais une partie du droit privé, un droit « indépendant de la volonté des hommes, supérieur à cette volonté », qui s'impose au plus puissant des monarques comme au plus chétif des mortels ».

Nous ne suivons pas ici Maurice Bourquin dans son analyse de l'œuvre de Grotius. Le « De Jure Belli ac Pacis » libère le droit des gens de tout fondement naturaliste « ouvrant ainsi la voie au positivisme moderne ». Mais si les états souverains ne sont plus d'humeur à se considérer liés par des règles supérieures, Grotius les soumet néanmoins à des principes universels et immuables que la nature leur impose et que la raison leur permet de découvrir. Au temps troublé qu'il a vécu, le grand juriste hollandais a voulu faire « une leçon de morale, de raison et de solidarité ». Il y a des valeurs éternelles et des vérités profondes, qui ne sont pas liées aux contingences de la politique, aux fluctuations de l'histoire.

Il nous a semblé qu'en suivant ainsi la République naturaliste du Moyen-Age et la République souveraine des temps modernes dans leurs perspectives, pour aboutir à l'évolution transnationale du monde contemporain, nous donnerions peut-être la meilleure des préfaces au Séminaire que notre Institut tiendra le mois prochain à Milan, non loin de cette Rome dépositaire de deux traditions illustres, l'impériale et la chrétienne, à un de ces moments bouleversants de l'Histoire qui annoncent une nouvelle ère de solidarité par dessus toutes les frontières. Le réseau mondial des organisations non gouvernementales est là pour aider les pouvoirs nationaux et internationaux à bâtir l'édifice de cette solidarité. Beau sujet de thèse et de synthèse pour les internationalistes d'aujourd'hui qui seront les transnationalistes de demain. Rendez-vous à Milan.

Robert FENAUX.

(1) « Associations Internationales, 1972. No 1.
« La transformation des relations internationales » Essai de prospective.

Le problème des relations entre les mouvements volontaires et les pouvoirs publics a pris au cours des dernières années une importance considérable. Nous entendons par pouvoirs publics non seulement les pouvoirs locaux et nationaux mais, de plus, les pouvoirs supra-nationaux, internationaux ou trans-nationaux. Il est constant aujourd'hui que l'ONU, l'UNESCO, la FAO, le Conseil de l'Europe, le Marché Commun, etc., soient amenés à rencontrer les organisations volontaires de jeunesse ou d'éducation populaire, à les consulter et à élaborer des types de rapports avec les mouvements volontaires isolés ou coordonnés au sein de structures spécifiques (Conseils nationaux. Internationales regroupant les organismes nationaux de même type, Internationales pluralistes coordonnant l'action d'organismes nationaux et internationaux de tendances diverses).

MOUVEMENTS VOLONTAIRES ET POUVOIRS PUBLICS Marcel Hicter

Directeur général de la jeunesse et des loisirs au Ministère belge de la culture
Ancien président du Comité de l'éducation extrascolaire et du

Un dernier exemple éclatant réside dans le point 16 de la Déclaration de La Haye lors de la relance récente de l'action des Communautés Européennes. En voici le texte : « Toutes les actions créatrices et de croissance européennes ici décidées seront assurées d'un plus grand avenir si la jeunesse y est étroitement associée. Cette préoccupation a été retenue par les gouvernements et les Communautés y pourvoiront ».

I. - Principes

Il s'agit d'élaborer une philosophie des rapports entre toutes espèces de pouvoirs publics et les mouvements volontaires, et pour cela il convient d'énoncer quelques principes simples.

1. Nous partons d'une philosophie implicite au régime démocratique; la démocratie est un régime dans lequel les décisions sont prises par la majorité mais où la ou les minorités sont constamment assurées non, seulement de leur liberté d'opinion mais de leur liberté d'expression de cette opinion; l'expression de l'opinion de tous, minorités comprises, doit être assurée avant la décision par la majorité. Dans bien des pays, les mouvements volontaires qui rassemblent des citoyens jeunes ou adultes autour d'une idéologie sont le chaînon de cette expression de toute majorité ou minorité; ce sont des relais indispensables de cette expression libre et res-

de la nation; c'est le terrain privilégié d'apprentissage des responsabilités tant pour les jeunes que pour les adultes qui sont à la recherche d'une participation active à la chose publique. L'essentiel, en effet, est que le plus grand nombre pense à s'exprimer au sein des diverses communautés où ils vivent.

Parallèlement, il est indispensable que les futurs cadres sociaux, culturels, politiques, philosophiques, religieux, participent par la vie des mouvements à l'école qui les mènera à leurs responsabilités dans la société globale. Aucune autre institution ne remplit cette fonction.

3. Dans la mesure où le mouvement volontaire est le lieu des loisirs engagés, c'est-à-dire le lieu où cadres et membres choisissent librement de consacrer leur temps libre à des actions communautaires responsables, il en résulte que le temps des loisirs est le temps de l'engagement et que les activités de loisirs constituent autant d'actes d'engagement. Ici aussi, seuls les mouvements remplissent cette fonction dans une société où l'on voit le loisir-consommation tendre chaque jour davantage vers une véritable perturbation de l'usage de la liberté.

II. - Devoirs des pouvoirs publics

Si les trois principes que je viens d'énoncer sont acceptés, il me paraît clair que les pouvoirs publics ont de véritables devoirs vis-à-vis des organisations volontaires et par conséquent que les organisations volontaires ont des droits très précis à la sollicitude des pouvoirs publics.

1. L'action que mènent les mouvements est essentielle à l'épanouissement et au sauvetage de la démocratie. A une condition toutefois : c'est qu'il ne suffit pas de récompenser l'activité des mouvements reconnue par les pouvoirs publics comme digne d'être prise en considération; les pouvoirs publics doivent investir dans les mouvements volontaires comme on investit dans les réseaux scolaires. Il est patent que l'éducation hors école non seulement ne peut plus, dans une optique d'éducation permanente, être considérée comme moins importante que l'école mais que, bien plus, c'est dans les mouvements hors-école que l'on trouve le plus souvent les ferment d'animation et de mutation de l'école elle-même. En outre, les investissements en hommes, dans notre société qui passe de l'état industriel à l'état post-industriel, dans le cadre de la révolution scientifique et technologique, le développement permanent d'hommes responsables est un investissement plus important que l'investissement en capitaux, même pour le développement économique de notre société.

2. Cet encouragement des mouvements volontaires doit être réalisé dans le respect des intéressés, de leur auto-



nomie, sous peine de perversion grave de la fonction des mouvements : ceux-ci constitueraient bientôt un ensemble de structures de sauvegarde pour l'ordre établi et de musellement des personnes; ce serait un encadrement de la jeunesse n'ayant rien à voir avec la démocratie.

3. Dans le respect de l'autonomie des mouvements volontaires, les pouvoirs publics doivent encore les - appeler à la participation dans l'élaboration des décisions ».

Une liberté d'expression ne débouchant pas sur l'association à la pensée et à la construction serait une liberté purement formelle qui finirait par réduire les mouvements à un rôle d'opposition démocratique stérile. Les mouvements, expression des majorités et des minorités, doivent être appelés à l'expression de leurs points de vue.

III. - Difficultés de la relation des mouvements et des pouvoirs publics.

1. Le pouvoir public a une tendance naturelle à se faire intégrateur et à se servir de son aide aux mouvements pour fixer cette intégration. Les pouvoirs publics ont tendance à imposer un type de relation et un type d'aide à condition de remplir telle fonction précisée par eux. Pour les mouvements volontaires, entrer dans cette forme de dialogue, c'est déjà accepter un ordre établi et renoncer pour une part certaine à une autonomie d'expression. De plus, le pouvoir public a tendance à sélectionner ses formes d'interventions avec pour résultat de voir les mouvements bénéficiaires, et supposés libres, s'orienter toujours conformément à un consensus social intégrateur. Après peu de temps, le mouvement ne mène plus sa politique, mais

comme il est pauvre, finit par mener l'action que le pouvoir de subvention lui inspire.

2. Dans cette recherche d'un équilibre toujours précaire, certains pouvoirs publics ont tendance à opposer artificiellement les organisés aux inorganisés estimant qu'il faut aider les uns et les autres, dialoguer avec les uns et les autres.

Cette approche est vide de sens. Il ne peut y avoir dialogue qu'avec des organisés. Il n'y a pas de représentant des inorganisés en ces matières. Comme dans le domaine social, il faut considérer les organisations comme les syndicats représentatifs de l'ensemble d'un secteur et il n'y a pas d'exemple qu'un pouvoir public ait pu en matière sociale négocier avec d'autres que les travailleurs organisés en syndicats.

3. Ce dialogue avec les organisés ne doit cependant pas être poursuivi dans l'ignorance de nouvelles formes fermentantes d'organisation. Le pouvoir public, souple et intelligent, doit tendre à instaurer le contact avec ces organisations neuves, même éphémères. Les organisations volontaires ne peuvent nier qu'elles sont en danger permanent de se transformer en institutions figées et qu'il y aurait abus de leur part à revendiquer un droit exclusif d'aide au détriment de toutes formes nouvelles d'organisation.

4. Les exigences des gestions budgétaires, les contrôles, les contraintes administratives auxquels les pouvoirs publics ne peuvent échapper de la part des services de contrôle budgétaire entraînent souvent des difficultés d'adaptation aux innovations et à la spontanéité des actions rapides que doivent pouvoir mener les organisations libres. Il y a là encore une autre source de sclérose possible pour les mouvements s'ils en viennent à se brancher trop systématiquement sur la rigidité des gestions du pouvoir public.

5. Les fonctions diverses et les options d'engagement des mouvements volontaires impliquent au départ l'adhésion bénévole des membres et aussi l'adhésion bénévole de la plupart des cadres. Cependant la complexité progressive des tâches et la nécessité d'une permanence des missions de relation imposent aujourd'hui inexorablement un encadrement professionnel des cadres bénévoles sans lequel l'action des bénévoles serait rapidement stérile.

L'idéal est d'arriver à ce que le financement des cadres professionnels par le pouvoir public, malgré la relation extrêmement étroite qui en découlera n'aboutisse pas à la moindre perte d'autonomie pour les mouvements volontaires.

Le pouvoir public doit donc accepter (il doit s'en enorgueillir) que des cadres professionnels soient payés par lui pour combattre sa propre action.

IV. - Perspectives d'avenir.

1. Le défi se situe aujourd'hui plus encore peut-être au plan des organisations internationales que des organisations nationales. Le niveau national deviendra de plus en plus second par rapport au niveau international dans la préparation démocratique des décisions qui concernent l'avenir. Or, à ce niveau, les relations des organisations volontaires et des pouvoirs publics sont toutes basées sur des normes paternalistes : les grandes organisations publiques internationales choisissent parmi les projets que leur soumettent les organisations volontaires ceux d'entre eux qui leur conviennent; de plus, ces pouvoirs publics internationaux n'apportent qu'une assistance partielle qui n'offre aucune des garanties indispensables au plan de l'autonomie des mouvements libres.

2. Les mouvements volontaires me paraissent devoir remplir de plus en plus la fonction de syndicats culturels dans la mesure où l'on entend par culture la démarche de prise de conscience et de prise de responsabilité se manifestant dans tous les domaines de la vie socio-culturelle au plan de la manière d'être. Ils sont appelés à un rôle fondamental. Toute aide aux mouvements volontaires qui ne serait pas donnée pour son action globale, y compris d'administration, ne serait pas démocratique. Je crois, d'expérience, qu'il est grand temps que les organisations volontaires, tant au niveau national qu'au niveau international, se battent sur cette philosophie sous peine de devenir à leur tour, absorbées par le pouvoir, de simples instruments inconscients de la volonté d'intégration du pouvoir.



200 ASSOCIATION INTERNATIONALES, 1972

Contusion about the youth perspective of the United Nations Offices is shared by researchers, non-governmental organizations and youth themselves. In what sense has the United Nations considered this question of youth ? Does the United Nations deal with youth as an aspect of the population problem wherein the survival of the present socio-economic order is at stake ? Is the UN concerned with youth because it is both absolutely and proportionately an increasing part of the world's population ? Or is the youth question a UN concern for ideological reasons and therefore not really limited to a particular age grouping but to a way of thinking which is identified with many young people ? The same questions might also be asked of Youth non-governmental organizations (NGOs). Where do they stand on the question of youth today ? At what point do their approaches coincide with those of the UN ? Where is there substantial disagreement between the two sets of international structures ? This is the preoccupation of what follows.

I have used the term « United Nations Offices », intending it to include the UN Secretariat, UN Departments and Divisions and the UN Specialized Agencies. Unless otherwise indicated, the term United Nations refers to the United Nations Offices. There is, to be sure, some disagreement as to whether or not it is possible to speak of the UN separate from the member-states. But any brief experience in the « international scene » cannot help but convince one that the international offices do influence what comes out of the organization as a whole. In that sense, the term is valid since it connotes a cultural character and a sphere of influence, particularly on the question of youth. It is precisely this that we want to pinpoint since, in the end,

ILLUSORY TOPIC INTERNATIONALS

Mark Amen

the solution may be in the hands of those « office personnel » (not the office itself) who are frustrated with what the system represents. The UNESCO International Commission on the Development of Education and the United Nations Institute for Training and Research's report on « Youth and the United Nations » are used as data here because they epitomize aspects of the UN Office's approach to the youth question.

On the Youth NGO side, I have chosen a research proposal put before the Informal Meeting in Geneva of Youth NGOs because it seems to me to be the most recent example that tries to clarify the attitude of Youth NGOs about their relation with the UN Offices. The New York World Youth Assembly of July 1970, the role of Youth NGOs in the UN Second Development Decade or the UN Environment Secretariat could provide data. My basic conclusions should be valid across the UN system. This article begins with a general analysis of the UNESCO International Commission on the Development of Education. This first section will make four short-term conclusions about how and why the United Nations Offices operate. The second section will consider Youth NGOs and the research proposal. We will explore the similarities between the Youth NGOs and the UN Offices. In section three we come to the youth question. After attempting to note the real issue underlying the youth question today, this section will consider the UNITAR report and its approach to the question. With this data we will try to apply the conclusions of section one and two (on the UN and YNGOs as analyzed from the UNESCO Commission and research proposal data) in order to clarify how the UN Offices and Youth

NGOs treat the youth question. The analysis indicates that a debate on the real issue behind the youth question is structurally impossible as things stand now.

The final section attempts to define, through the concept of « authentic knowledge », both the constitutive goal of and the concrete areas for a realizable debate on the crucial issue. This concept, as formulated by Paulo Freire, is relevant here since it not only sheds light on the possible relationship between international employees and radicals; it also clarifies the influence of the existing social order at the epistemological level.

I. The UNESCO model

The International Commission on the Development of Education is composed of seven members, including a former Chilean President of the Inter-American Development Bank and Executive Director of the International Monetary Fund, a former French Minister, a Minister of Education, and a special advisor to the Ford Foundation. The Commission is assisted by a seven man secretariat of UNESCO staff members and consultants. The purpose of the Commission, established in February of 1971 by the 16th session of the UNESCO General Conference, is to prepare a report to submit to member states of UNESCO, the Executive Board, the General Conference and the International Conference on Education. The purpose of the report is :

... to assist governments in the formulation of national strategies for the development of education and to guide international co-operation in education, and UNESCO's work in particular, during the Second United Nations Development Decade (1).

The first of the guiding principles the

Commission drew for itself is :

... that the term education should be taken in its broadest connotation of a coherent and deliberate action aimed at the transmission of knowledge, the development of aptitudes and the training and betterment of man in all respects and throughout his life... (2).

On 29 August 1971, the World Student Christian Federation received an invitation from the Commission to attend a meeting on 9 October. As outlined in the invitation, the purpose of the meeting came from the Commission's decision

that a group of young persons, some of whom should represent the opinions of international youth organizations while others would come in their personal capacity, should be invited to present the views of youth on major problems related to education and its future development (3).

The meeting was held on the afternoon of 7 and morning of 8 October. It was chaired by Mr. Edgar Faure, member of the Commission and former French Prime Minister and Minister of Education. The views of youth and international youth organizations were presented by a French girl, a young man from Senegal, a young professor of history from Stanford University and representatives from the International Union of Students, the World Federation of Democratic Youth, The World Assembly of Youth and the World Student Christian Federation. A conservative estimate on the cost of the eight hour meeting is \$ 1,500 (U.S.).

(*) Mark Amen works with the World Student Christian Federation and has been actively promoting the need for research on the relations between Youth NGOs and the UN sys-

The Commission is acquiring other data relevant to its task through fact-finding trips to East Africa, Asia, the Caribbean, and some European countries. It is meeting with political leaders and education authorities in over thirteen countries as well as with Robert McNamara, President of the World Bank and President Ortiz-Mena of the Inter-American Development Bank. It is also attending certain international and regional meetings such as the 33rd session of the International Conference on Education. The Commission hopes to complete its report early this year.

What does this data about the UNESCO Commission indicate ? It illustrates at least four things that can be applicable beyond the specific case to the United Nations Offices in general, a) There's a lot of money somewhere.

I estimated that the eight hour meeting costed approximately \$ 1,500. Here's how... On 6 October I went to the Wagon-Lits/Cook Agency in Geneva where a roundtrip Air France ticket (292 swiss francs) was waiting for me. When I arrived in Paris for the meeting I received expenses for four days at \$ 205.00. There were seven other people who came to advise the Commission. One was from the United States and came specifically for the meeting. Two were from France.

One was from Senegal and living in France I believe. One was from India and living in Brussels and one was from Algeria. If we estimate that UNESCO paid travel expenses for one person from the United States, one from Brussels, and one from Algeria, a conservative total for all participants invited by the Commission to the eight hour meeting (giving each participant roughly 60 minutes to talk, barring interruptions) would be \$ 1,000. There are seven members of the Commission. Assuming that each of them gets at least \$ 5.00 an hour, we arrive at \$ 280.00 for eight hours. Finally, we need to add expenses for translation, use of facilities, the seven-man UNESCO staff that assists the Commission, printing and zeroxing, etc. \$ 220.00 would be a low figure. That brings us to the relatively low estimate and grand total of \$ 1,500, and ought to be enough to substantiate my original statement about there being a lot of money somewhere. Somewhat ironically, U Thant issued a statement the same week the meeting was held in which he declared the United Nations was going through an ominous financial crisis...

The above example is not so exceptional to my experience of the way in which United Nations' money is spent. One could, granted the time and curiosity, document the flow of money within the UN divisions and specialized agencies for conferences, travel expenses and 'per diems', salaries and expense accounts for the D's 1 and 2

and P's 5 and 4 and produce a fairly interesting report. Why is money spent like this ? Is there a lag in technocracy's efficiency? Or do people believe this is money well-spent? More research needs to be done on money in the UN. And I pre-empt the conclusion that whatever the conclusion might be, the people who have the money know what's happening to it. Their influence can readily be seen in the following three conclusions', b) Education in this case (the issue varies depending on the particular UN Office) is a politico-economic commodity of those in power. The purpose of the Commission is to present a report that will « assist governments in the formulation of national strategies for the development of education... » The very purpose of the Commission substantiates governments' claims to rights in the field of education and its development. It should be clear, at least a quick look at history supports this, that governments do not support educational endeavors that may ultimately be detrimental to governments' maintenance of power. So most government sponsorship of strategies for educational development is given to maintain its power.

Considering further the kinds of consultants and consultations the Commission has, it is evident that the people who control economies have some amount of influence in UNESCO's educational policy formulation. If one wanted to pursue this link further (the cooperation between economic institutions and UNESCO) he would have to consider at least the relationship between the Educational Financing Division of the Department of Planning and Financing of Education of UNESCO and the Educational Projects Department of the World Bank.

Given the political and economic factors regarding educational policy formation, what kind of report will former French prime ministers, presidents of Inter-American Development Banks, nuclear physicists, ministers of education, Ford Foundation advisors, and government school appointees be able to give to governments ? Can they make recommendations which, if implemented, challenge either the political or economic structures of UNESCO's member states ? Would such recommendations ever be implemented ? Is it possible, briefly put, for UNESCO or any of its Commissions to deal with educational questions in education's terms ? Does UNESCO do justice to education ? This train of thought is equally applicable to most issues within the UN Offices. Does the UN Environment Secretariat make known the real causes of environmental problems today? Has the UN Economic Commission for Latin America's (ECLA) analysis lessened Latin America's dependence on

foreign capital ? Has the United Nations implemented a development strategy favorable to the developing countries ? UN Offices can influence the way the issues are handled. That influence, by and large, corresponds to the interests (political and economic) of the dominant powers of the present social order. And so...

c) Vested interests of the established social order play a major role in what comes out of the UN Offices, in one sense, this is another way of talking about the politico-economic character of education. But here it is important to stress the vested interest aspect that hangs over every UN Office when it takes up a particular issue. Take for instance the UNESCO Commission's definition of education as quoted above. It defines education as a « deliberate action aimed at the transmission of knowledge » and the « training » of man « in all respects and throughout his life ». Contemporary research in the fields of education and philosophy would argue against the passive role this definition leaves the individual « being educated ». But the definition leaves much room for government control in its educational policy formation. In fact, the definition makes the role of transmitter or trainer an essential part of education. The definition, then, results from an authoritarian view of education and, I would suggest, is a handy tool for the political and economic interests of power elites. It is their influence that brings about this definition of education and channels it through a UN Office.

This pattern of maintaining one's interest in favor of the present social order is again applicable to the UN Offices more generally. Note for instance the lack of work on the part of the UN Commission on Human Rights in the field of political prisoners in Greece and Brazil. Or consider the UN's position relative to the Congo crisis and the coming to power of Mobutu. Where did he get the money to pay his troops ?

Of primary importance, however, in ascertaining the role of vested interest in the treatment of issues in the UN Offices is the fact that personnel support the vested interests that is now in control. For one reason or another (keeping a job, looking for a P or D position, believing that things can or will change, that vested interests may be good sometimes) the personnel choose to back vested interests supported by the on-going social order. It is possible that the influences of the system are so strong as to make this a necessary conclusion. What about the system ?

d) Bureaucracy reinforces the structure's policy. When I received the 'per diem' money on arriving in Paris, I tried to explain to those in charge of handing it out that this was a little too much. They in turn politely ex-

plained that it would take me approximately three days to give the money back. My organization has been waiting seven months to hear from UNESCO on financial assistance for a migrant worker program we are sponsoring. I know a young African who has been applying for a travel grant to UNESCO for four years. His papers have either not arrived properly in advance of reviewing sessions or they have been incomplete. Bureaucracy influences what happens in the system and supports Vonnegut's musings as to whether it might, one day, eat us all from lack of paper in its belly. While technocracy might be out-of-hand from time to time, this is not to imply that the system is unguided or untameable. It serves rather, in its « mass confusionability », to detour dissent or perception of the underlying causes for its existence. In that sense it reinforces the ability to use money in various ways -advantageous to the vested interests of those who treat the issues from the politico-economic bias of the power elite. And this finally brings all four conclusions together. At the meeting point of money, the established social order's perspective of the issues, the vested interests of those who hold the power and the bureaucracy we clarify the particular manner with which problems are handled in the UN system. In light of these four aspects of the structure, there is a harmony that pervades the system, from agency to division, from secretariat to member states and vested interest holders. This is how the UN works and how the UN Offices influence what comes out. We will return in section three to these conclusions about the UN Offices to see how they help explain the specific way the UN treats the question of youth.

II. Where are Youth NGOs in the system ?

For our purpose here it is not necessary to give a full account of youth NGO activities at various levels of the UN but only to note that activity here takes some of the following forms : consultation between individual Youth NGOs and various UN bodies usually for the purpose of receiving financial aid for national programmes, meetings between groups of youth NGOs and UN bodies in the form of the Informal Meetings in Geneva Switzerland, caucuses and ad-hoc groups of youth NGOs like those in New York and Paris. Besides these activities, there are those normal functions which most NGOs carry out as part of their consultative status with the UN. A look into the recent research proposal submitted to the Informal Meeting of Youth NGOs in Geneva will clarify the position of many Youth NGOs in the UN system. In April of 1971 the Informal Meeting, usually attended by 15 to 20 representatives

of Youth NGOs and several representatives of the UN Offices, established a three man sub-committee to review the existing relationship between the UN and Youth NGOs. Participants in the meeting felt that the relationship between them and the UN Offices was deteriorating. The sub-committee presented its report to the 5 July meeting. It was critical of both Youth NGOs and the UN and attributed the deteriorating relationship to the following causes :

On the part of the United Nations : a) the advice and resources of non-governmental organizations are not utilized significantly in the decision making apparatus of the United Nations; b) the United Nations system is often used to hinder the initiative of non-governmental organizations in areas of United Nations political and social programming; c) the United Nations has moved gradually toward a power politic made of operation which, therefore, often excludes the influence of non-governmental organizations who do not fit into that pattern; d) the United Nations has been infected, by its power politics, with a style of national diplomacy at an international level that produces little action, particularly in political situations of a crisis nature; this type of diplomacy allows no place for non-governmental organizations whose power is not equivalent to that of member states.

On the part of non-governmental organizations, this situation exists, in part, because a) some NGOs look upon their work in the United Nations' affairs merely as various exercises in public relations; b) some NGOs consider their role only as that of critic-consultant to particular projects created by United Nations agencies; c) NGOs have not appreciated that through concerted action they would stand to gain political and social influence, especially in their relationship with the United Nations (*). It was out of the main conclusion of the report that a proposal for further research was made : Having established that we were no longer thinking of the International Youth NGOs as some form of parasitic structural appendage to a mighty United Nations, we reviewed the possible formal links between the different bodies in a new light. It is obvious that this whole area must be studied much more thoroughly.

Towards such a study, we suggest an NGO research team be established. This team would study at least the following areas : joint action by youth NGO's at all levels, the constraints which national sovereignty imposes on the social/political life of the United Nations,

the role of NGOs in New York, Paris, and other cities, and the United Nations' decision-making process (*).

The report caused some disagreement among participants in the meeting and the sub-committee was asked to present another draft on its research proposal. That draft was submitted to the 20/21 September meeting and attempted to explain why research on existing relations was necessary : Talking about relationships in general one cannot avoid, sooner or later, introducing the concept of power or influence. Any relationship is an interacting system of checks and balances which will vary according to the elements of the relationship which are operative at the time.

We need such investigation though, not only for such clarification. We need it also because knowledge itself is a criterion of power. In fact, behind all the studies, papers, and publications of the UN, one might well find the power of the written word, which is not so much a power of logic as a power of propaganda, a power of overwhelming by quantity, and a power of delaying confrontation (even diverting real issues) by having recourse to research studies, special commissions, etc.

We need research, then —

- 1) to clarify the present situation
- 2) to acquire the power of knowledge
- 3) to increase the effectiveness of YNGO action
- 4) to change and move forward the relationship between YNGO's and the UN (*)

The draft then elaborated a research method that asked for complete involvement on the part of the Youth NGOs in the research process, thus avoiding isolated research that often has little or no effect on the subject under consideration. Again, the sub-committee's report was not acceptable to the participants and the issue was left up in the air. A third proposal was submitted in November of 1971 by the sub-committee and supported by two Youth NGOs who will carry out the project. The history and content of the various drafts of the subcommittee is important for it reveals the mentality of many Youth NGOs who relate to the UN. The above quotations from the two drafts were those which caused the most controversy in the meetings. Those quotes were also the ones that came closest to defining the actual problems of Youth NGOs in the international sphere. Reactions on the part of the participants indicated both their lack of understanding of their own rapport with the UN and their unwillingness to pursue a better understanding of their situation.

They contended, however, that there was not much to be gained from such research, having forgotten the frustration they voiced but could not explain in April. They felt the project was too academic, that it would not help their own organizations improve relationships with the UN, that the purpose of the research was unclear. Yet, consistently, participants failed to answer what it was they were dissatisfied with at the April meeting when they requested the work of the sub-committee. It was only when the final draft was presented and commitments to the project were made by two Youth NGOs that other participants began to get excited about the research. That excitement may have been due, in part, to the possibility of attaining funds for the project. At least it was not due to their serious interest in finding out how they fit into the UN system.

The quotations from the research proposals are generally applicable to Youth NGOs. Most of these organizations relate to the UN system for utilitarian reasons. They want to be part of an « in-group » and take home some money for their own organization's projects. They are unwilling to support a Youth NGO analysis of the type of political, economic, and social forces they are dealing with when they relate to the United Nations. The result is a general acceptance by default of the system's analysis. The inability to compete often leads to being co-opted into the dominant system.

And to a large extent, the kind of « atmosphere » an organization creates on the international scene is due to its individual representatives. This aspect adds the careerism dimension to the Youth NGOs' relations internationally. It means too that the specific interest in various issues is often determined by the individual representative's own careerism and consequently fosters stands on the issues from that perspective. And finally, Youth NGOs' bureaucracies serve similar functions to those of the UN. Many organizations could not take a stand on the research proposal because they had not yet consulted their secretariats. Various forms of the proposal had been under discussion for five months. The inability to take stands because of not having consulted secretariats happens often and is a gimmick many representatives use when they prefer no action to be taken on a particular issue.

It is for these reasons that there is not much difference between the UN system and the Youth NGO system. In many respects the two operate as one. Both determine their activities on the basis of attaining or maintaining the money. Both treat the issues from the same general perspective as those in power. The vested interests of both usually coincide with that of the estab-

lished social order and both utilize bureaucratic methods to preserve that order. The main difference may be only one of the degree of money and power and influence that each has.

III. What about youth ?

The impression is often given by both UN people and Youth NGOs that the issue of youth is « relevant » to the UN Offices and their concerns today, partly because it is relevant to governments. In fact, this impression is so consistently and forcefully maintained that we need to pursue it here so we can understand how the issue is being treated in international circles today. What exactly is the youth issue ? Is it a population problem because youth is both absolutely and proportionately on the increase ? Does this mean that the youth problem must be treated solely as a problem to be solved by perfecting the existing socio-economic order ? Or does youth as a category symbolize an ideological threat to that order and therefore require a different approach ? Is the issue confined to an age grouping categorized as youth ?

In many people's minds the youth issue symbolizes an ideological disagreement with the existing social order. That issue is symbolized by the following « question areas » : economy and its uses in all dimensions of society; politics and its manifestations from local to international levels; education and its methods, meaning and purpose; social structures and their cultural content. In short, the questions asked go to the root of technocratic society and its imperialist manifestations both east and west. Behind these questions is a difference in thought patterns, life styles, values, beliefs — whatever word one might choose to note a fundamental difference in the ways people want to live. It is at this level that the youth issue ought to be dealt with because it is here that youth as an ideological category makes a significant contribution to the social order and the United Nations.

But how do the UN and Youth NGOs treat the issue ? The topic of « youth and the United Nations » is currently under discussion on the basis of General Assembly resolution 2947 (XXIV) which calls for « measures to be taken to establish channels of communication with Youth and International Youth Organizations ». Because of this resolution, a report of the Secretary General has been prepared on channels of communication. It will be submitted to the General Assembly this year. While this report could provide a sounding board for the topic we are considering, I have chosen to use the recent paper sponsored by the United Nations Institute for Training and Research since both papers give the same perspective and I am more familiar with the history and content

of the UNITAR work. While the UNITAR paper was heavily criticized by many UN Offices, their critique was in no sense substantive but rather a challenge to the accurate data and style of the paper.

The paper, entitled « Youth and the United Nations » accepts the formulation of youth as a unique, contemporary phenomenon — a phenomenon that must be treated separately, « solved » in terms of an approach to youth as a social category. How is that category approached in the study ? All signs indicate that « how to co-opt youth into the present system » is the problem UNITAR's study attempts to solve (1). The chapter titles themselves reveal this approach : chapter 4 : « The International Youth Conference as a means of Involving Youth in United Nations Policies and Programmes » and chapter 5 : « Procedures and Machinery for Promoting Coordination Between Youth Organizations and Intergovernmental Agencies ». The main problem for UNITAR is developing an approach to youth that will help them work better within the UN system. Youth therefore is seen as a social force which must be integrated into the present social order, not as posing an ideological disagreement with the present order and having the potential to create radical alternatives to that order. This same approach is found in the report of the Secretary General on « channels of communication ». This approach on the part of the UN Offices to the youth issue is consistent with the data and conclusions drawn in section one of this paper. The nature of the UN Offices as proponents of the existing social order forces them to treat the youth issue in a manner with which they treat most other significant issues that come into the UN. The issue must be handled in a way that will not hamper the flow of money in and out of the UN Offices. This necessarily means dealing with youth as a commodity of those who hold the power, coming down on the side of the vested interests of the present social order. That the UN bureaucracies maintain these interests when dealing with youth is illustrated in the relationship between the Informal Meeting of youth NGOs in Geneva and the UN Social Affairs Division or the Youth Division of UNESCO and its relationship with Youth NGOs in the preparations for the coming International Youth Conference.

But the « co-opting into the system » approach is true not only of the UN but of Youth NGOs' International Headquarters as well. One need only examine the International Headquarters of student and youth organizations in Geneva, Brussels, Paris, Prague, and Budapest to see this. The level of radical activity out of these headquarters is minimal and solutions

these headquarters give to crises posed by radicals at the national levels of these organizations is usually in favor of maintaining the status quo, the financial level, or the political dogma of the particular organization. Much of this approach has to do with the ultimate survival not only of the particular personnel found in these headquarters but the organization itself in its present form. Thus Youth NGO Headquarters are presently supporting the approach of the existing social order to the youth issue. But the approach is a delicate one for them. It may be true that these headquarters will not be able to continue in their present form without the financial assistance of the existing order. On the other hand, they cannot continue without a constituency and many of them are slowly losing that element. The youth issue therefore is for them the most central problem of their existence.

The question is : can the ideological question asked by youth (the real issue behind the youth category) be dealt with by UN Offices and International Youth NGO Headquarters ? The question is a difficult one for it means first breaking away from the youth issue as it has been mythologized by the international tools of the present social

order. It is possible that this can be done by the people who occupy positions within the international structures, the employees of the UN Offices and Youth NGO Headquarters. Their hobs may be at stake, particularly those who work in the UN. And they may find it difficult to re-run themselves to the real level of the youth issue. But anyone can become radicalized if he is free enough to look at reality.

On the part of the international structures themselves or on the part of the people who have major control over these structures, I doubt that the real issue can be confronted since that would mean a giving up of power, of money, of vested interests and the politico-economic perspective of the existing society. History indicates that change does not occur normally in such charitable forms. And existing signs do not lead one to believe that we are in an extraordinarily different historical period. It would seem therefore that for ideological reasons, it is impossible for the international structures to deal with the crucial issue found in the youth category. What may be possible however is a « realizable debate » between those people (not all of whom fall into the youth group as an age group) who

represent the ideological disagreement with the power elite, call these people the radicals, and the employees of the UN Offices and International Youth NGO Headquarters. « Realizable » means a debate that will have for its end some change in present directions for these people. In this sense, structural change in the international system is unrealizable since the power elite who control these structures are unwilling to enter such an exchange. But the debate can be realizable if the participants in it are international employees on one side and the radicals on the other.

IV. The constitutive goal of a realizable debate : authentic knowledge

If the international employees and the radicals attempt this debate, what should be a) the goal of this debate and b) the concrete areas on which the debate might occur ? To ascertain its goal we need to briefly consider how one comes to know objective reality and what are the hindrances placed on the individual by the existing social order as he attempts to discover that reality.

While the epistemological question of the relationship between the subject



Photo United Nations

and his world has been the basis of much history of philosophy, that history at least now seems to have made one point clear : its is impossible to separate the process of coming to know either from the subject or the context in which he finds himself. An examination of Descartes, Kant, Hegel and Heidegger (arbitrarily chosen) shows the historical development of theories of knowing and indicates that coming to know the real world has much to do with one's cultural context. Accurate knowledge and cultural context are inseparable. We cannot speak, then, of coming to know or learning with a sense of Cartesian certitude, for pure knowledge or pure process of knowing does not exist.

From a non-dualistic viewpoint, thought and language, constituting a whole, always refer to the reality of the thinking subject. Authentic thought-language is generated in the dialectical relationship between the subject and his concrete historical and cultural reality (*).

Authentic knowledge, descriptively defined, exists only when language, through a dialectic of act and reflection, brings about a work of transforming praxis. It presupposes, therefore, man in thought and act, using language to create a work which transforms the world. Culture, on the other hand, signifies that composite of social structures coming from every given socio-historical situation. Every social structure has at least four sub-strata : 1) economic, 2) social, 3) political, and 4) ideological (understood as the totality of symbols, images, criteria for evaluation, and justification of certain behavior and attitudes in society).

It is the ideological strata which is meant to represent objective reality. The function of the ideological is either to justify social reality or to transform it by using a new scheme which is ideologically defined and defended. This ideology is present in all man's activities : his work attitude, his social understanding of relations and power structures, his attitude to science and technology and their functions, his satisfaction or rebellion from his status in the social order. Ideology is not only a characteristic of individuals. It exists in families, organizations, movements, and all social, economic, and political structures. It often crosses cultural boundaries and exists in trans-national situations. It follows then that knowing is a cultural phenomenon, inherently related to and determined by all social sub-strata, but particularly the ideological.

Since authentic knowledge is generated in the dialectical relationship between the subject and his historic, cultural reality, a crisis arises when the subject is cut-off from the dialectic of act and reflection that brings

about a transforming praxis. This isolation of the subject from his culture puts him into a passive, « formed » rather than forming role. He has no control over his history; he cannot act out his beliefs and therefore transform himself and his history.

How does such a situation occur ? Cultural isolation may result from several factors but two are particularly important for our discussion here. It may be brought on by an educational system that is not built on the premises that human activity is subject to transformation, that education is personal, not institutional, and that education is linked to the organization of one's life and the development of life patterns. The present social order creates this type of isolation due to education by using education as a means to maintain a pattern of life that is submissive to the needs of the present system.

We call it «education », the « life of the mind », the « pursuit of truth ». But it is a matter of mechanizing the young to the needs of our various baroque bureaucracies : corporate, governmental, military, trade union, educational (9).

Isolation is also brought on by a political, social, or economic system whose vested interests control the subject so that he cannot see the world objectively and attain authentic knowledge in a transforming praxis. Both causes imply an imbalance in the transforming roles of subjects in a given culture. When the subject is aware of his cultural isolation, ideological differences become clear to him. He sees a different world than the one explained by the dominant group in his cultural sub-strata. But he does not have the power to transform this dominant power because his resources are not the acceptable forces which have influence and bring change. Taken in the larger, cross-cultural context, the relationship between the subject and his dominant culture becomes an exploitive relationship : the dependent vs. the director culture, the colonized and the colonizer, the oppressed and the oppressor. Cultural dominance rules out the possibility of authentic knowledge. The controlling group in the culture distorts objective reality to make it fit their needs and the alienated subjects have no power to transform their history through praxis. The radicals find themselves in this position of cultural isolation today. Because they have no transforming power, they lack authentic knowledge. The international structures find themselves in the « other culture », the unisolated one (not the objective culture). These structures support the dominant culture and the employees of this system have ability to act and gain power in direct proportion to their support of the vested in-

terests of those whose power maintains the system. But, in the end, it is the power of the dominant culture, the directors, the oppressors. Is it possible that the international employees will forfeit this power to help the radicals; increase their ability to transform culture ?

Since the goal of a realizable debate between the international employees and the radicals is authentic knowledge, the concrete areas through which such a goal could be attained might be at least the following : a) the role of multinational corporations in the present social order, b) imperialism's attributes and sources of power, c) uses of political power, d) the relationship between international structures and the dominant forces in the present order, e) the present status and possible future of education, f) the role of radicals in the present system.

Whether or not such a debate can or will occur largely depends on the attitude of international employees to the present social system and the validity of my own analysis. What does seem of key importance in the meantime is the survival of the radicals. In this regard, if they do not « make it », technocracy will at least certainly perfect itself. And in the process, imagination and ideology will be destroyed : for the present power will take to itself all that is called reason, reality, and knowledge, leaving only « folly » to the people.

(1) ED. 71 /CONF. 13/6, attached note to the participants in the 7/8 October meeting with the International Commission on the Development of Education, p. 1.

(2) ED. 71/CONF. 13/6, p. 2.

(3) Letter to the Secretary-General of the World Student Christian Federation from Mr. A. Delon, Executive Secretary of the Inter-Education, dated 24 August 1971, p. 1.

(4) Report of Working Group on Future Status of Informal Meeting of Youth Organizations (GENEVA), for the Informal Meeting of Youth NGOs 12/13 July 1971, p. 3, 3.3 and 3.4.

(5) Ibid., p. 4. 4.1 and 4.2.

(6) Draft Research Proposât, for consideration by the IYNGO informal meeting in Geneva, 20/21 September 1971, pp. 5-6.

(7) Youth and the United Nations, research sponsored by the United Nations Institute for Training and Research. All references are to the draft presented to participants at the 1 July 1971 meeting held in Geneva at the International Labor Office. Cf. p. 17 Para. 2, p. 45. Para. 2, 3, 4, p. 46 p. 47, para. 3, p. 48 para. 1; p. 49; pp. 85-89.

(8) Freire, Paulo, Cultural Action for Freedom, Harvard Educational Review, XL, May and August 1970, introduction, p. 1- This section on authentic knowledge is based primarily on my understanding of Freire's work but I take full responsibility for all ideas presented here.

(9) Roszak, Theodore, The Making of a Counter Culture, New York, Doubleday and Company, Inc., 1969, p. 16.

STATEMENT OF
WAY REPRESENTATIVE
ROSS MOUNTAIN
TO THE
UNITED NATIONS
POPULATION
COMMISSION

11 November 1971

Mr Chairman

Until recently the British had an institution known as the Lord Chamberlain amongst whose duties was to decide on the permissibility of public nudity. This burning dilemma was resolved by the stipulation that nudes were permitted on the public stage so long as they did not move. One is tempted to suggest that the position of the nudes is somewhat analogous to that of the non-governmental organisations before the United Nations. Sometimes the nudes broke the law and similarly, sometimes, so do we.

Before turning to comment on the agenda item at hand « the World Population Year 1974 » I should first introduce my organisation, the World Assembly of Youth. WAY is a non-governmental grouping of some 65 national youth councils, that is representative councils of youth organisations in 65 countries, which themselves are groupings of national youth organisations. The international Secretariat of our organisation is in Brussels and we now have a regional bureau for Africa in Accra, Ghana; a newly established office in Nairobi, Kenya for East and Central African programmes; an office in Kuala Lumpur, Malaysia for Asia and a Consultant based in San Salvador, El Salvador for Latin America.

The World Assembly of Youth is a youth run, youth serving organisation. While the full scope of our activities covers the wide range of concerns of young people, our programme focus is very much on the developing countries. Specifically these programmes concentrate on cooperatives — primarily in Latin America and West Africa; integrated community development work — in Ceylon, Indonesia, Ghana, Nigeria and on a smaller scale in Guatemala; and, of particular relevance to this Commission, youth and family planning programmes are carried on now in some 13 countries — India, Indonesia, Philippines, Thailand in Asia; Ghana, Kenya, Mauritius and Nigeria in Africa; Nicaragua, El Salvador, and Colombia in Latin America and Trinidad and Tobago and Jamaica (where the programme has just been concluded) in the Caribbean. Malaysia will shortly become the fourteenth country to introduce such a programme.

All our projects are initiated at the national level by youth organisations and the young people themselves. The emphasis is on the very basic level — the grass roots level — and all programmes are executed by young people of the country concerned. Much work is done by volunteers but the responsibility for the thorough execution of the programme is exercised by specially appointed paid programme officers, themselves young nationals of the country concerned. In the case of our family planning programme, we now have 26 such field officers.

I should perhaps say a few more words about our youth and family planning programme, which in different countries is entitled «Youth and Family Welfare» or «Youth and Family Life ». First of all it is not a birth control programme. Nor do we favour any particular form of contraception or operate clinics. Our approach is informational and educational. Through primarily a series of small seminars ranging from the national level down to the state and on to the village level we aim to

(Documents filed p. 208)

provide young people with the freedom of choice as to the size of their families. In presenting the human and national issues involved we encourage a planned family — not an accidental one. Close cooperation in the field is maintained with government and other voluntary programmes where they exist. Internationally we are pleased to cooperate with the United Nations Fund for Population Activities. UNESCO, FAO, WHO, IPPF and other organisations concerned with the population question. Last year 150 two to five day seminars were held in nine countries which were attended by approximately 9000 young leaders. Other events (public meetings, exhibitions, etc.) reached conservatively another 50,000. This year over 500 such seminars will be held in 13 countries including nearly 200 in both India and Indonesia.

I should now like to make a few observations on the « World Population Year » and the papers submitted to this Commission in this regard.

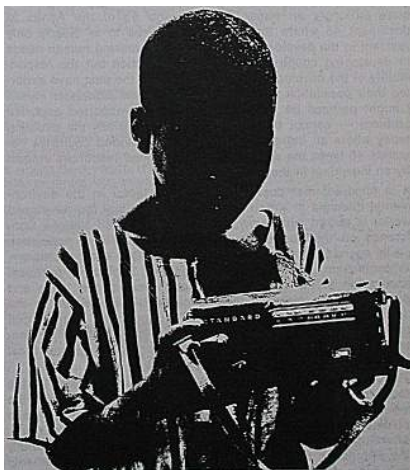
First of all, while I have noted in the document on the Year the expressed desire that the activities should be continuing, I should like to warn against the general approach to the

« celebration » of « observation » of World Population Year.

My organisation is interested in population problems and in cooperating with the United Nations system towards alleviating such problems. But we are not interested in making special efforts to simply mark the World Population Year. My organisation obviously will not be waiting until 1974 to start working on this important question nor will we be stopping on the 31 December of that year. I very much hope this will also apply to the United Nations System. We do, however, acknowledge that properly used the World Population Year can serve as an impetus for work in the field and a world focus on this crucial problem. It is all important, however, that the words spoken now and in 1974 be translated into concrete action. I am still haunted by memories of Human Rights Year during which countries managed to mark, publicise and celebrate without making any attempt to rectify the travesties of human rights which were continuing within their borders.

Secondly, looking through the documents presented for this Commission meeting and in particular those on the programme proposals for the Population Division for 1972 to 1976 and on the World Population Year, I wondered if it was realised that well over half of the world's population is under 30. In the two documents cited there were, statistically, two references to « youth » — one in each document. In the former it is found on, page 21, paragraph 67 in connection with a possible study that might be undertaken in the 1974-1976 biennium — I am afraid I was unable to catch what priority this study had received — and the second was on page 6, paragraph 13 of document E/CN.9/245 in connection with the interesting CESI proposal for a youth workshop. Youth, the constituency of my organisation, is after all the key to any population policy or action. In crude terms it is the people of my generation and younger who are and will be doing the reproducing. As recent years have shown, both nationally and internationally, programmes imposed from above on young people without adequate participation by them in the planning and execution are highly unlikely to succeed. They, the subject of the programmes, must be involved at all stages and helped to help themselves. I therefore look forward to discussing the workshop proposal with CESI in the hope that such a meeting might bring together concerned active young people from all continents to discuss amongst themselves the practical contributions that are being and can be made to tackle the population problem and to explore the areas where the United Nations might join and assist their efforts in the course of World Population Year and beyond. I would emphasise the great importance of substantial and meaningful youth involvement at the various events being organised nationally, regionally and internationally in connection with the Year and very especially at the World Population Conference itself.

Thirdly, from the document the role of non-governmental organisations generally seems to be seen as casually informational. Here I would refer specially to page 28, paragraph 64 of document E/CN.9/245. While the position of the International Planned Parenthood Federation is well established — and I am pleased at the development of the cooperation between



UNESCO/Dominique Roger

that organisation and my own — other non-governmental organisations also have active programmes in the field and relevant experience which should be applied in cooperation with the UN towards tackling common problems. A reading of paragraph 68 on page 29 does not lead one to believe that this experience will be tapped. I would again refer to the planned invitations to the World Population Conference where the participation of such organisations, and NGOs in general, is in great need of clarification. On this note I should like to compliment UNFPA for its readiness to recognise the field competence of a number of NGOs and to assist them with their initiatives.

There is much talk in the main document of studies and research and the involvement in the programme of experts, scholars, government officials etc. yet in the final analysis the effectiveness of a population programme depends on the decisions of individual people — individual people, not statistics. The proposals in the document on introducing population education into the schools I find good and most welcome. However, given the urgency of the problem out-of-school communication must be intensively used to carry the message to the people.

Here CESI has the greatest responsibility and in its plan for the information and communication component for the World Population Year in 1974 (document CESI/PC. — 17) has adopted a comprehensive and in my view a most commendable approach. I would only re-emphasise the need for gearing the specific message to the audience and the sector that one is attempting to reach and also the need for provision of two-way communication i.e. for permitting the participation of the recipients in the formulation of the message and having a mechanism whereby the feed-back from the message may be received, evaluated and if necessary modified.

We should always remember that in so far as developing countries are concerned, as important as population action is, it is only part of the action required for the development of their people. It is not and must not be seen as an excuse for inaction in other fields or for delaying the necessary structural changes and the rectification of the inequalities within and between developed and developing countries. Here again I should like to cite favourably the policy of UNFPA which provides for the inclusion of family planning components within community development, agricultural extension, etc. programmes.

Finally I should like to refer to the importance of action being taken in the developed countries — and aspect which is largely ignored in the documents before us. This bias is brought out quite strikingly on page 27, paragraph 63 of the Annex to document 45 where the individual referred to is clearly only resident in the developing countries. The pressing human needs in developing countries demand urgent action but the responsibility of the developed countries which in the past have exported their population problem — being a New Zealander myself I might perhaps be accused of being a re-exported exported problem — cannot be ignored particularly given the situation today where an individual in the most developed countries demands 40 times the amount of earth's limited resources utilised by an individual in the least developed.

It is apparent that population is a key factor in the environmental dilemma in which the world, particularly the developed world, is seized with today. Yet the 1972 United Nations Conference on the Human Environment will not have population on its agenda on the grounds that this topic is - too sensitive ». in conclusion, I should like to end with a plea for practical application at the national and local levels of the ideas and programmes — many of them excellent — expressed in the documentation before us. There is all too often a great gulf between internationally adopted plans and their implementation. The action must take place at the national and local level."

The population crisis presents real and serious problems for the individual, the family, the community, the nation and the world. It is too important to be left to experts and to the realm of discussion. My organisation, the World Assembly of Youth, offers its full cooperation to the United Nations (especially the Population Division) the agencies, individual governments and other NGOs towards the adoption of practical steps to tackle this important problem.

E/CN.9/245
English

63. In the process of transforming the traditional societies of developing countries, the efforts of individual citizens are essential to success individual and family behaviour and decisions, which affect population trends must be consistent with individual endeavours to improve living conditions and to provide for family and community well-being. There are formidable obstacles built on outdated institutions that accompany poverty and ignorance but they must be overcome to achieve the required individual and family under standing and co-operation.

64. Non-governmental organizations whose objectives and programmes relate to population should take part in national observances of the World Population Year, 1974, also are encouraged to develop activities and programmes of their own. Voluntary organizations can assist greatly not only by acting as channels for the transmission of institutional messages to their constituents but also for the transmission of their views and positions to national authorities. The decentralization to subnational levels of the celebration of the World Population Year may be usefully achieved through non-governmental organizations in co-operation with local authorities and leadership groups.

68. Under the authority of the Secretary-General entrusted to him by the General Assembly in resolution 2683 (XXV) the following network of organizations is available for the observance of the World Population Year: (a) the United Nations, the United Nations Children's Fund, the United Nations Development Programme/United Nations Fund for Population Activities the International Labour Organisation, the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the World Health Organization, the International Bank for Reconstruction and Development;

(b) the Office of Public Information of the United Nations and the corresponding offices of the United Nations bodies co-operating in the activities of the World Population Year; (c) the United Nations regional economic commissions for Africa, for Asia and the Far East, for Europe and for Latin America and the United Nations Economic and Social Office in Beirut, in co-operation with the regional bodies of the United Nations agencies concerned; (d) the United Nations-sponsored demographic training and research centres; (e) nine international learned associations with wide individual membership from various disciplines: Biometric Society, Inter-American Statistical Institute, International Association of Geographers, International Economic Association, International Federation of Gynaecology and Obstetrics, International Council of Scientific Unions, International Sociological Association, International Statistical Institute, International Union for the Scientific Study of Population; (f) the International Planned Parenthood Federation and its affiliates throughout the world.

Le baron Marcel van ZEELAND



Notre revue a rendu hommage, l'autre mois, au Baron Marcel van Zeeland, Trésorier général de la Croix-Rouge, membre de l'UAI.

$$P = Q ?$$

« P » should stand for progress — although how such a word, by today's standards, can really be quantified is a mystery. Do those imposing statistics of increased productivity, of greater profits, of more powerful machines — bigger, better, faster — in fact mean anything more than an indication that man is growing more and more rapidly away from the ideals he says he holds?

This is not to say that increased productivity, greater profits and more powerful machines are wrong in themselves — what is wrong is the use to which they are put and the way they seem to be controlling man rather than enabling him, with the best tools he has ever had, to get to grips with his problems.

It is fair to ask why the organisations most concerned with social issues do not get together to make use of the technological tools now available to help them with their planning and analysis of problems. Are they really more concerned with fending off potential rivals than in attempting to foster progress and development? And can they not see the potential that now exists for infinite flexibility of approach — for close cooperation without loss of independence on matters of common concern in a wide range of different situations? Must even world organisations be doomed for ever to think on a parochial scale when, with imagination and foresight, their micro-projects could become macro-projects making a deep and lasting impact on the communities involved?

Is it partly because the old way of thinking, the smaller numbers, the lack of complications because of oversimplification, is really more comfortable? Perhaps the non-governmental organisations are at fault here — overall, they tend to respond very slowly to change, to live on their « hump » of accumulated experience — some of it very good, some of it now totally irrelevant. They, too, tend to be overcome by « the system », allowing it to dominate them without being able to make use of it as the tool it was conceived to be. Perhaps equally at fault are the governments and their mammoth uncontrollable machine, the United Nations. Frequently too slow to react positively to trends as they emerge, governments find themselves faced with seemingly insoluble problems and an increasingly intransigent population. Is it right that towns should be planned with apparently less attention paid to the needs of their inhabitants than to the needs of the giant motor vehicles which thunder endlessly through them; is it right that the air should be polluted and the rivers contaminated so that man is endangered by the products he makes supposedly to enhance his material well-being; is it right that children die of hunger or grow up as half-starved morons because priorities have gone so mad that billions of dollars a year expended to produce better and faster machines to carry food to the dying instead of being used to educate them to grow it themselves? Where is man's mythical humanity? Can he

never grow up to behave as a conscious social being? This is the danger of systems so deeply entrenched that they tend to be self-perpetuating. Without at the same time being self-renewing. Anything different is seen as a threat to the ordered routine, an undermining of the castle's walls.

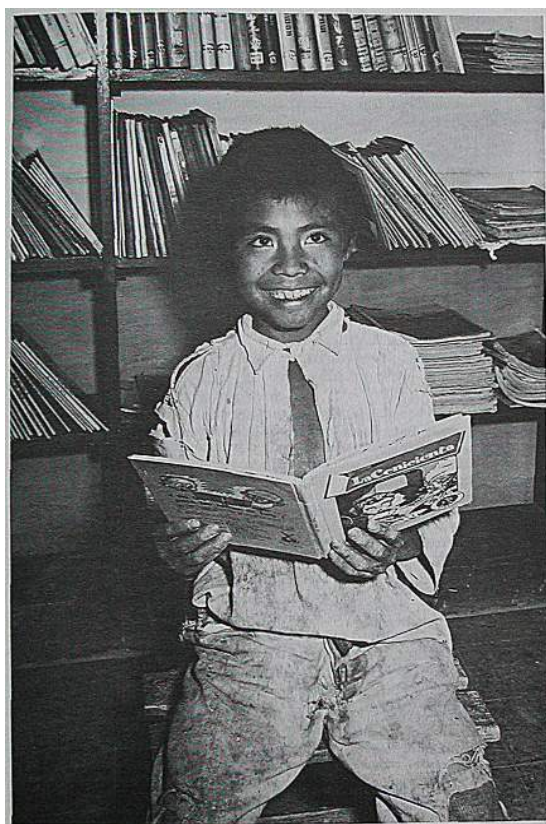
A major problem is the fragmentation of approach — too many people, too many organisations, are wasting time, staff and money duplicating each other's efforts. This usually happens because they are simply not aware of what else is going on; it sometimes happens because, although they do know, they prefer to work independently; and ultimately such duplication is always attributed to the supposed impossibility of being fully informed. Little real thought or effort seems to have been given to the means of providing such an information network — the old divisions of responsibility remain as entrenched as ever.

A particularly striking example of this arose at the 13th Unesco/NGO Conference held in October 1971. For some years now Unesco has, rightly, laid stress on the fact that education is a life-long process, one that continues far beyond the ending of the official school-leaving age, through vocational training to re-training for new jobs to meet new needs in industry. But when the meeting began to discuss the Unesco Adult Education Conference (surely a misnomer in itself?) scheduled for Japan this summer, it became apparent that none of

Philippa Raymond-Cox

Public Relations Executive
World Association of Girl Guides & Girl Scouts

the International youth organisations had been consulted on the planning or preparation of this Conference although by now it must be well known that they are more than theoretically interested parties, having been active campaigners for years for out-of-school education which is seldom confined to what might be termed « youth education ». In fact, one cannot



UNESCO/CREPAL — J.S. Bach

draw a hard line between the different sectors of education when, as happens frequently in the Guide/Girl Scout Movement, girls of 11 or 12 who have never had a chance to go to school are attending training courses only a few months before they are married. That this education is out-of-school is undeniable — so, too, is the fact that it makes a recognisable contribution to the education and training situation of girls in countries where it is not yet possible to provide formal schooling

for all — but how to classify whether it is youth or adult education when the pupils themselves are about to embark, or in some cases have already embarked, on an adult life of marriage and motherhood ? The tragedy is that this lack of recognition at the administrative level results in half-knowledge leading to duplication of effort at the levels where it really matters — the government level responsible for national educational planning, and the local level with the young people themselves.

Because they are freer to experiment, non-governmental organisations have a pioneering role to play in many fields, one of the most important of which is education. So much has been written about education that one runs the risk of being repetitive, but this does seem to be the moment to emphasise what some of the older universities have said for centuries, that education is not just a question of learning to read and write and add up figures; it is not just a question of acquiring letters after one's name or further degrees : it is a preparation for life, for living, in which each of the components has its own role but none of which should predominate. Learning for learning's sake is a rare but laudable aim; in which case, the recognition at the end of that learning process is of secondary importance. Of far graver concern is the system which keeps youngsters (for these certainly form the majority of the student population) chained to studies and methods of work which they see as totally irrelevant to how life should be lived, in order to acquire the magic degree without which they cannot find employment and yet which gives them no real preparation for the work they will do, the way they will behave, or even the future responsibilities they will carry as workers, parents, educators or citizens. Irrelevance of curricula is by no means confined to educational institutions in developing countries, as is evident by much of the unrest at present to be found in the universities and technical colleges of Europe and North America. This is where the experiments and experience of the international youth organisations could be so valuable. One can think immediately of the 100 Villages Scheme in Ceylon sponsored by the World Assembly of Youth; of the vocational training schemes offered to young girls by the World YWCA; of the leadership development trainings organised by the League of Red Cross Societies; of the projects supported by the World Association of Girl Guides and Girl Scouts to promote the status of women in rural areas by giving them training relevant to their way of life and conducive to improving their community's standard of living; of the many community development schemes sponsored by the Boy Scouts World Conference.

With the resources presently available to non-governmental organisations, these can only be micro-projects. But what a wealth of experience they could offer to governments, virtually all of them facing an educational crisis of one kind or another in their countries ! Many of these projects have been or are being carried out in areas of the greatest concern and which governments have the greatest difficulty in solving : remote rural areas or overcrowded slums and shanty-towns. The grassroots network is already available; the long-term resources are missing. And yet the development of a real partnership, an equal sharing of responsibilities, could result in a vast improvement in the standard of living for millions of people at a fraction of the sum expended by governments at present on a formalised and often irrelevant educational system, more often available in towns than in the areas where the majority of the population lives. Certainly such a venture would require courage and foresight. But these virtues are not lacking amongst the leaders of the nations, just as they are not lacking amongst the leaders of non-governmental organisations. Unless, however, the first positive steps are taken in this direction, it is difficult to see how real progress will be made. The poor will continue to grow poorer, the rural areas will become increasingly depopulated, while the towns grow more overcrowded, the problems caused by these upheavals will be aggravated, throwing heavier strains on health, welfare, housing, educational and training services, while little or nothing will be done to improve the position of the under-employed.

In fact, of course, man already runs the risk of being thrown out of work by the machines he has invented. It requires a conscious decision to choose not to install a machine with one operator but to employ 20 men in its place — nevertheless, such decisions must increasingly confront industry, governments, trade unions, offices. There are already some notable cases where this has been done (at Philips N.V.'s Utrecht pilot plant, for example, where « the major emphasis is to substitute labourintensive techniques for capital in areas where capital is scarce, or where expensive tools cannot be sent because of maintenance problems or because the size of the market does not justify the investment in highly advanced industry ».¹) There are also some notable exceptions. In each case, the dignity of man is a factor which must be taken into account and too seldom has been in the past.

* « The International Corporation » — Sack-ground Report by Sidney G. Rolfe, produced for the XXIIInd Congress of the International Chamber of Commerce, Istanbul, May 1969.

And this leads on to another factor in the development process : progress can only be achieved if it is recognised that people really matter — the quality of the life they lead should be of paramount importance to those responsible for planning, whether at international, national, local or individual level. Real



progress can only be achieved if it takes account of the quality of life, when $P = Q$; when a man's education equips him not only — not even especially — for the work he will do, but for his leisure hours too, for the whole approach he has to life; when conditions are such that he has freedom to participate in building the sort of society he wishes to live in; when men are not coerced into actions and reactions they would not take if they were free; when real opportunities exist for everyone — women as well as men — to achieve their full potential. This will mean that discrimination in all its forms will have to disappear — governments have a role not merely to legislate against discrimination but in favour of a system whereby employers are required to give equal opportunities to their workers to receive training or be promoted as well as employed. It is no secret that many of the changes in law and attitude have been brought about as the result of non-governmental organisations' initial interest in the matter. Pressure to make provision for the handicapped, the ill, the mentally unstable, the old, started with groups of concerned individuals at local, national or international level which eventually resulted in action being taken by governments. Even today, when there is widespread recognition of the need for governments to act on these problems, there are still many countries where the NGOs are the only bodies working in the field because

national resources are insufficient to meet all the needs. So far, this article has not mentioned the other great body of non-governmental organisations : the multi-national corporations. Many of them have at their disposal vast resources of human competence, technical skills and finan-

cial possibilities. While the arguments can be used that these are the very bodies which have caused such a social revolution today, many of them have real awareness for the people amongst whom they operate, whether as potential or actual customers, employees, or suppliers, and are actively considering how the effect of their work can be beneficial to the communities affected. Should they not be looked on as the third side of the development triangle ? They are certainly here to stay — some people say that in 20 years' time only a handful of giant corporations will control the world's economy — so it would be intelligent to plan with them now how their knowledge and resources can be harnessed to the development work being done by governments and non-governmental organisations.

The first tentative steps are already being taken but much more must be done by all sides of the triangle, with each factor carefully weighed up, before the action can really be said to meet the needs for man's social as well as his economic development. When this happens, it will remove the question mark from and give credibility to the equation we started with : that $P=Q$.

CAN THE LEOPARD CHANGE ITS SPOTS?

The recommendation of the Council Committee was considered at the Council's 235th plenary meeting on 14 February 1949. The representatives of the Byelorussian SSR, Poland and the USSR opposed the draft resolution of the Council Committee on the grounds that it was contradictory to the terms of General Assembly resolution 39(1) on relations with Franco Spain. According to that Assembly resolution, no organization which maintained relations with Spain should be granted consultative status with the United Nations. In their opinion, the Committee's resolution was an attempt to circumvent the Assembly resolution and to reintroduce relations with Franco Spain.

The representative of the United States declared that he did not wish to reopen the discussion on the question of the violation of the Assembly resolution. That subject, he explained, had been discussed at length several times, and there was nothing new in the Committee resolution to necessitate reopening it.

The resolution proposed by the Council Committee was then adopted by 12 votes to 3, with 3 abstentions, and its text (214(VIII)C) is as follows:

e. ORGANIZATIONS WITH SPANISH AFFILIATES

The Economic and Social Council on 28 March 1947 decided (57(IV)) that non-governmental organizations should be excluded from relationship under Article 71 of the Charter, if they have legally constituted branches in Spain the policies of which are determined and controlled by the Franco Government. At the same time, the Council decided that non-governmental organizations - should be eligible for consultative relationship if they have only individual members in Spain who are not organized, into a legally constituted branch; if the branches in Spain, though properly constituted, have a purely humanitarian character and their policies are not determined and controlled by the Franco Government; or if such branches are not active at the present time.

In a resolution adopted on 5 March 1948, the Council took note of the opinion of the Council Committee that there appeared to be a contradiction in the Council's resolution on international non-governmental organizations having members

in Spain. Among other things, the Council Committee had considered that the meaning "not active" in the Council resolution of 1947 should be clarified as to whether it meant "not active" in the international organization or "not active" in Spain. The Council requested the Council Committee to study this problem and to report to it.

"The Economic and Social Council,

"Recognizing that Council resolution 57 (IV) has given rise to differences of interpretation, and with a view to clarifying the intent of that resolution,

"Decides as follows:

"1. That international non-governmental organizations which have legally constituted branches in Spain, the policies of which are determined and controlled by the Franco Government, should be excluded from relationship under Article 71 of the Charter of the United Nations;

"2. That non-governmental organizations which have legally constituted branches in Spain shall, however, be eligible for consultative relationship if their branches in Spain have the following characteristics:

"(a) If these branches are not actively participating in the international non-governmental organization in which they may hold membership, that is to say, if they are not represented on any of the policy-forming bodies of the international non-governmental organizations concerned, do not vote therein, and make no financial contribution;

"(b) If these branches are active but have a purely humanitarian character and if their policies are not determined and controlled by the Franco Government;

"3. That non-governmental organizations should also be eligible for consultative relationship if they have only individual members in Spain who are not organized into a legally constituted branch;

"4. That the Secretary-General be requested to inform the Council of any changes in the status of Spanish branches of non-governmental organizations brought into consultative relationship which would debar the international non-governmental organizations from consultative status;

"5. That this resolution shall replace that part of resolution 57 (IV) of the Economic and Social Council entitled 'Decision on international non-governmental organizations having members in Spain'."

The representatives of Poland and the USSR had stated, before the Council took its decision regarding the Federation, that the Council should have no relations with organizations having members in Spain.

On 10 March 1949, the Committee decided (E/1269) that the United Nations Secretariat should inform organizations with Spanish affiliates of the date of their entry into consultative status, if such organizations met the conditions of Council resolution 214(VIII)C.

With respect to the International Automobile Federation and the International Touring Alliance, it was considered that these two organizations met the provisions of the Council resolution. Accordingly, these two organizations were considered to have entered into consultative status in category B as of 1 March 1949, and were so informed by the Secretariat. The two organizations were to be jointly represented,

Extract from the Yearbook of the United Nations (1945-49), p. 709-711.

un peu d'histoire et
un sens du « déjà vu »

Nous versions au dossier des malheurs de la consultation ta liste officielle qui nous parvient des quarante-deux organisations non gouvernementales dont les relations avec l'Unesco sont suspendues, jusqu'à nouvel ordre, en vertu de la décision prise par le Conseil exécutif de cette Institution lors de sa 88ème session.

Cette liste doit être lue attentivement, le crayon à la main. Nous espérons qu'elle forcera la réflexion des délégations d'Etat qui pourraient n'être pas instruites, au même titre que la fonction internationale, de l'enjeu de la question, ni des conséquences de la sanction.

Même si l'on trouve des accommodements, comme il semble, du mal a été fait et il y a des fautes qui ne pourront pas se répéter, ni à l'Unesco ni ailleurs. Le courrier que notre Institut reçoit constamment à ce propos — nous en ferons l'analyse le moment venu — nous a renforcé dans notre réaction du premier jour et déterminé a accomplir notre devoir d'information et d'avertissement.

L'organisation des Etats a besoin du réseau universel des ONG. Elle en a besoin comme d'air et de pain. L'UAI ne se lassera pas de le redire comme un delenda Carthago.

Catégorie A

Council for International Organizations of Medical Sciences
Conseil des organisations internationales des sciences médicales
International Council on Archives
Conseil international des archives
International Federation of Library Associations
Fédération internationale des associations de bibliothécaires
International Organization for Standardization
Organisation internationale de normalisation
International Union of Architects
Union internationale des architectes
International Union of Local Authorities
Union internationale des villes et pouvoirs locaux
International Union of Official Travel Organizations
Union internationale des organismes officiels de tourisme

Catégorie B

Association for the Promotion of the International Circulation of the Press
Association pour la promotion de la diffusion internationale de la presse
Confederation of Latin American Teachers
Confédération des éducateurs américains
Inter-American Association of Broadcasters
Association interaméricaine de radiodiffusion
International Association for Religious Freedom
Association internationale pour la liberté religieuse
International Association of University Professors and Lecturers
Association internationale des professeurs et maîtres de conférence des universités
International Confederation of Societies of Authors and Composers
Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs
International Council of Societies of Industrial Design
Conseil international des sociétés d'esthétique industrielle
International Federation for Information Processing
Fédération internationale pour le traitement de l'information

International Union of Family Organizations
Union internationale des organismes familiaux
World Energy Conference
Conférence mondiale de l'énergie
World Federation of Catholic Youth
Fédération mondiale de jeunesse catholique
World Federation of Engineering Organizations
Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs

Catégorie C

All-African Trade Union Federation
Union syndicale panafricaine
All African Women's Conference
Conférences des femmes africaines
Commonwealth Press Union
Union de la presse du Commonwealth
European Broadcasting Union
Union européenne de radiodiffusion
Interamerican Federation for Adult Education
Fédération interaméricaine d'éducation des adultes
International Association of Lyceum Clubs
Association internationale des Lyceum Clubs
International Association of Schools of Social Work
Association internationale des écoles de service social
International Chamber of Commerce
Chambre de commerce internationale
International Civil Service Training Organization
Orientation à la fonction internationale
International Committee for Breaking the Language Barrier
Comité international contre les barrières linguistiques
International Council of Nurses
Conseil international des infirmières
International Federation of Photographic Art
Fédération internationale de l'art photographique
International Federation of Social Workers
Fédération internationale des assistants sociaux
International Federation of Students in Political Sciences
Fédération internationale des étudiants en sciences politiques
International Federation of Women Lawyers
Fédération internationale des femmes juristes
international Grotius Foundation for the Propagation of International Law
Fondation internationale Grotius pour la propagation du droit des gens
International University Contact for Management Education
Contact universitaire international pour l'enseignement de l'administration des entreprises
International Water Supply Association
Association internationale des distributions d'eau
Pan Indian Ocean Science Association
Association scientifique des pays de l'océan indien
Rotary International (pas de titre français)
Union Culturelle française (pas de titre anglais)
Union panafricaine des journalistes (pas da titre anglais)
World Council of Christian Education
Conseil mondial de l'éducation chrétienne

Photo United Nations



YOUNG SCIENTISTS AND CONTEMPORARY SOCIETY

Extracts from
Opening Address by

Professor
E.H.S.Burho
p

President,
World Federation of
Scientific Workers

Attitudes towards science and technology have changed markedly during the three years since this conference was first mooted. The golden age that scientists enjoyed since the end of the second world war, when their activities were supported lavishly and often unquestionably, and when both governments and the general public often seemed to hang on their every word, has disappeared — at least in the Western world. Science and scientists are on the defensive, fighting to maintain the standing and integrity of their subject in the face of attacks from many quarters. The change has come with startling suddenness. Ever since the Federation was founded in 1946 we have taken it for granted that modern science and technology provide us with an intellectual and material basis on which the problems of modern society can be solved, a basis on which the under-privileged of the developed countries can achieve a satisfactory Standard of life, and a basis on which the developing countries can eventually raise their material prosperity to the level of the more developed countries. Of course, we in the Federation have understood that, while modern science and technology provided the basis for such developments, they did not ensure that they would take place. We realized only too well the magnitude of the social and political obstacles that would need to be overcome before science and technology could be applied on the necessary scale. We were conscious of the appalling disproportion in resources devoted to the application of science and technology for constructive and humane purposes and those devoted to war preparations. Nevertheless, we have felt that, if we could really rouse public opinion and governmental opinion to the issues involved, the balance was capable of being redressed.

This confidence that by our words and deeds we could ultimately effect a

transformation in the direction of the application of science and technology has encouraged us in our activities. We have taken the view that, in the great controversies of our age, science as a body of knowledge is neutral. It is the use that man in his society makes of this knowledge that is good or evil.

Today, however, this neutrality of science itself is brought into question, in the eyes of some the negative features of modern technology appear not so much as arising from the way science is applied in our society, but rather as an inherent characteristic of science itself. In the words of H. Marcuse, whose writings have exercised a great influence on sections of our young scientists : « When the most abstract achievements of mathematics and physics satisfy so adequately the needs of IBM and the Atomic Energy Commission it is time to ask whether such applicability is not inherent in the concepts of science itself ».

It must be admitted that we who practice the profession of scientist have to bear much responsibility for the growth of such interpretations of science which, nevertheless, I regard as wrong, perverse and harmful. Many have been all too eager and willing to accept the rewards and prestige the Establishment has to bestow for worthy and unquestioning service. Some months ago some of us from the World Federation of Scientific Workers visited the Democratic Republic of Vietnam. We were shown some of the ingenious new weapons that the American forces have developed for use against the peasant populations of the villages in that country — anti-personnel bombs in which the fragments of the bomb have such high velocities that they penetrate very deeply into the bodies of the victims — too deep to be removed using conventional surgical techniques. We saw one young woman living in excruciat-

ing pain because she had been the victim of such a bomb and had a large number of such fragments in her body. We also heard that in recent attacks a new type of anti-personnel bomb had been used with a plastic case that underwent fragmentation. The point of plastic fragments of this type is that their position in the body cannot be determined by X-ray methods. Devices such as these must have been consciously developed by scientists. What are we to say of the morality of such people? Or of a woman research worker in the United States who was reported to have received an award from her government for perfecting a new strain of a virus that attacks growing crops of "rice and could, therefore, be important for the defoliation campaign in Vietnam?

And what are we to say of the far larger body of scientists who spend their time perfecting even more effective nuclear devices, ABM or MIRV systems? All these things have been developed by scientists using the most impeccable rational arguments and the most sophisticated experimental techniques. While disagreeing totally with his conclusions, one may perhaps admit some sympathy for that arch-priest of the current anti-science cult, Theodore Roszak, who, in contemplating modern science and technology is reminded of the novel, «Moby Dick», with «Captain Ahab's chilling confession»: "All my means are sane; my motives and object mad". But the current criticism of modern science and technology concerns not only its use in developing terrible weapons; its pollution of the environment and destruction of the quality of life; its prodigal wastage of essential resources of the earth which this generation should be holding in trust for future generations.

There is another aspect of scientific research which we have always valued, especially those of us who have been privileged to work in universities. This is the challenge which the study of science provides, the insatiable curiosity which has caused men to make great sacrifices in order to find new worlds to conquer, the sort of urge which drove Kepler on to 20 years of long and difficult calculations before he was able to enunciate his famous third law of planetary motions which, in turn, provided Newton with the clue for his law of gravitation. I have often heard Cecil Powell quote Bacon on the challenge of this aspect of the work of the scientist: «the Universe is not to be narrowed down to the limits of the understanding, as has been man's practice up till now; but rather the understanding must be stretched and enlarged to take in the image of the Universe as it is discovered». This intellectual challenge to discover the principles according to which nature operates, which has been the

motivating force of our greatest scientists, is now under attack. The investigation of basic science is written off in the new criticism on the ground of relevance. Two years ago I was attending an international conference on high energy physics in Milan. At the time the students had been occupying the Physics Department, but they were courteous to us and allowed us to have our conference in the lecture room. They did request us, however, to allow them to come along to talk to the representatives of the international physics community to discuss some aspects of our work. We readily agreed to meet them at 6.30 p.m. one evening after the day's conference programme had concluded. Some of them came to the conference and listened attentively to the discussions.

When they met us in the evening the spokesman said he had listened to us discussing an experiment in which we proposed to examine 40,000 examples of the interactions of neutrinos with nucleons. He asked what was the relevance of such work? Did we realize that this was about the number of people dying each day throughout the world owing to effects of malnutrition and hunger? Would not our time and talents be better occupied dealing with more relevant problems? We tried to explain that the experiments we were planning were aimed at learning something new about very basic properties of matter, right on the far frontiers of our knowledge; that these experiments could decide whether even the nucleon was a fundamental particle or whether it itself had a granular structure, the so-called parton model; that the investigation of matter at this level had the same kind of intrinsic interest as the discovery of pulsars or quasars in astronomy. I think we had rather little success in convincing these revolutionary students. I admired their sincerity and idealism. I am sure their actions were governed by the very best motives, but I could not condone their philistine outlook. I do not believe that in seeking solutions to the pressing and daunting problems of our time it is necessary to suppress the sense of wonder and the spirit of enquiry into the working of nature, although one must preserve a proper balance and many of us have been concerned that too large a fraction of our scarce supply of really talented young people have been seeking careers in fundamental science while avoiding the problems of applying scientific discovery to the needs of society-problems which are certainly not less challenging and rewarding than those of basic research.

These problems will surely be discussed from all sides during the few days we are together at this conference. It is unlikely that any solutions will be reached, but even if the only result is that more people understand the is-

ssues more clearly I believe the Symposium will have been worth while. I hope you will not take it amiss if, before giving rein to a new generation of scientists, one of an older school is allowed these few words. I think that much of the criticism of science and scientists in our society is amply justified; but the problems science has created need not less science but more science for their solution. The problems of the pollution of our environment by modern industrial society are surely capable of solution. They are not technical problems only, however, and the real obstacles to their solution arise from social and political reasons.

In some ways the atomic energy industry in my country has set an example of how problems of pollution of a very intractable nature can be tackled and solved by using a sophisticated technology. Last year the British Society for Social Responsibility in Science, of which I am a member, was involved in an investigation of the disposal of radioactive wastes into the sea and I was asked to join a small sub-committee concerned with an independent study of this problem. The request came to us from the Cumberland County Council who were concerned at a proposal of the Atomic Energy Authority to increase the permitted level of alpha radioactivity in the effluent into the Irish Sea from its large processing complex at Windscale, Cumberland. We found that a very thorough study had been made by the scientists of Authority, of the level of risk from the alpha-active effluent and a novel and interesting «critical path» technique had been worked out in the course of the work. It was found that the section of the British public most at risk as a result of the effluent was a section comprising about 20,000 people in Wales who were addicted to eating a certain Welsh «delicacy» known as laver bread. This is a form of bread confectionery made from seaweed gathered around the coast near the spot where the effluent was put into the sea. The seaweed took up selectively the alpha-active ruthenium isotope and so the activity entered the food cycle. Most people who eat laver bread eat only 10 or 20 grams a day, but it was discovered that one or two Welshmen had a most voracious appetite for it, consuming some 250 grams every day. It was found that, even with the new proposed higher level of activity in the effluent, such laver bread devotees would be receiving a dose less than one tenth of that considered safe for the whole population by the standards laid down by the International Commission on Radiation Protection. Of course the problems of disposal of radioactive waste products from the atomic energy industry is far from being solved. Indeed, most of the waste is being stored and so the pro-

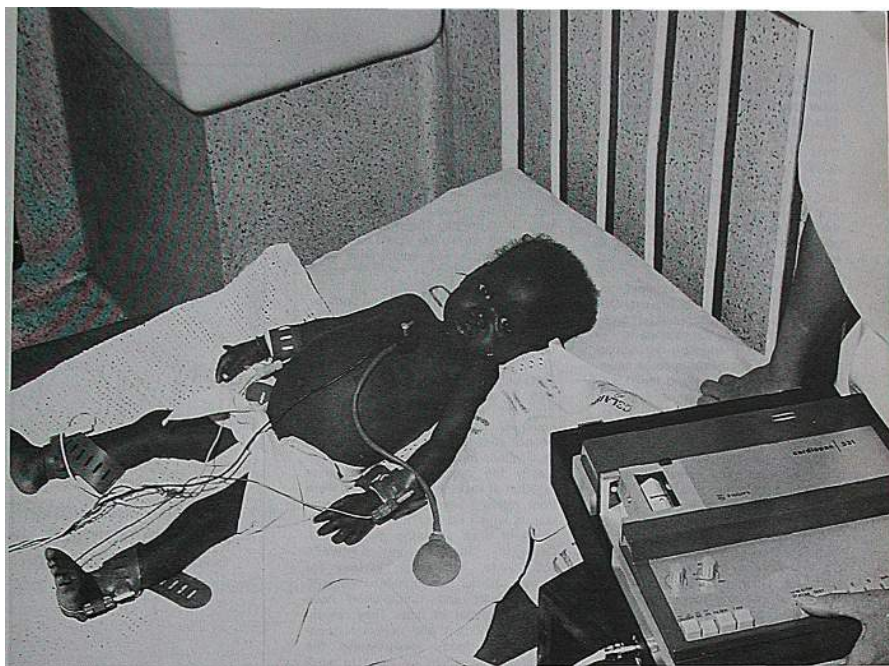


Photo United Nations

blem is in a sense being passed on to future generations. However, intensive research along lines which look promising is going ahead on this major programme. Indeed, it can be said that the risk due to sulphur dioxide fumes from conventional power stations is a much greater hazard than the effluent from atomic power stations; and this in turn is probably a lesser hazard than the practices still followed by many towns of dumping untreated or partially treated sewage into the sea. The lesson I wish to draw from all this is that problems of pollution can be solved if the requisite amount of money and effort is devoted to their solution. The difficulty is that in a competitive society industry is often not prepared to spend the money on their solution because it would make their products more expensive. The problem is clearly one that requires national legislation and international agreement. Similarly, international agreement is needed to deal with the problems of the prodigal use of resources. The problems of the developing countries also require not less science and technology but more, but here also the real obstacles are social and political, in many cases it is not the most sophisticated modern technology but

often more so-called 'intermediate technology', based on a nineteenth century or even older science. Indeed, one of the great problems which I hope may be discussed at this Symposium is the dilemma that the most sophisticated technologies seem to be important for a decreasing proportion of the people. Supersonic flight may be important for the businessman or the top scientist in saving a few hours on the journey from London or Moscow to New York, but its only relevance to the ordinary citizen may be the lowering of the quality of life as a result of the increase in the level of noise pollution and the poisoning of the upper atmosphere with exhaust fumes. Indeed, a great deal of the most sophisticated modern technology finds its application overwhelmingly in the aero-space and defence industries.

We turn now to an entirely different group of problems facing young scientists which I hope will be thoroughly explored at this Symposium: that is the increasingly difficult situation they are facing with respect to employment and to their general economic position. The WFSW has always been greatly concerned with conditions of employment of scientists and technologists. This is very natural since a large

proportion of our Affiliated Organisations are trade unions. Recently we have been concerned in preparing a Charter on the Rights of Scientific Workers, a task in which representatives of our British, French, Czechoslovak and Soviet Affiliated Organisations have played a most important role. This Charter has been discussed with representatives of UNESCO and the ILO and there seem good prospects that it may eventually lead to action on a governmental level. Later this month representatives of the WFSW have been invited to meet these bodies, together with representatives of other non-governmental organisations, to discuss the next steps. The employment situation for young scientists and engineers in some countries of Western Europe and the U.S.A. is now more difficult than at any time since the end of the second world war. In my own country, the United Kingdom, young graduates in science and technology are this summer facing a bleak prospect. One great chemical firm, which normally absorbs a large number of chemistry graduates, has greatly restricted its intake. In the present uncertain economic climate it is often regarded as something desirable if a firm refrains from declaring jobs redundant. Often this is done at the expense of stopping recruitment, thus effectively putting highly trained young scientists and engineers on the scrap heap before they have even commenced their careers. We have to face also cutting back in the proportion of graduates who are given research studentships in universities to enable them to obtain post-graduate education. A barrage of criticism of basic research training is launched in the press, which has the effect of discouraging talented young graduates from proceeding to post-graduate training. Industrial firms announce that they prefer to recruit their scientists straight after they have obtained their first degrees, blithely ignoring the fact that this year they are not recruiting them at that stage anyway!

The public image of science and technology is not a good one in the Western world at the present time. It must be admitted that unwittingly the well meaning and often justified criticism of modern science and technology, and the questioning of its relevance, has played into the hands of those who are implementing policies of cutting back of support for science in our universities and to whom the growing redundancy of scientific and technical personnel is viewed with complacency. This illustrates the dilemma and the delicacy of the problems we are facing at this Symposium.

The WFSW has been in existence for a quarter of a century. Indeed, it is exactly 25 years ago next week since the meeting which inaugurated the

WFSW was held in London. This meeting was attended by representatives from eighteen scientific organisations from fourteen countries. Not all those represented eventually joined the Federation. I recollect having attended this meeting as a representative of the Australian Association of Scientific Workers, but that organisation did not affiliate. Neither did the Federation of American Scientists, to our continuing regret. We would have been much stronger and could have been much more effective if this courageous and active representative of the American scientists had been with us, although we have throughout enjoyed the loyal support of our colleagues in the American Association of Scientific Workers. The Chinese Association of Scientific and Technical Workers was with us at that time but our friends from the USSR and other Socialist countries of Eastern Europe, who have been a real source of strength to our Federation, joined us somewhat later. Mostly the organisations who came together at that inaugural meeting were from Western Europe. One of the first tasks in which we had the active assistance of such scientific giants as J. Desmond Bernai and Frederic Joliot-Curie, the latter serving for many years as our Founder-President. Our Charter and Constitution have passed the test of time. They remain highly significant and relevant documents even today. Nevertheless, the framework in which we have to work today is very different from that at the time they were written. Inevitably subtle differences of emphasis and perhaps new clauses could be introduced to bring them up to date. I should like to suggest that one concrete thing that could emerge from this Symposium would be the setting up of a committee to examine thoroughly our Charter and the statement of aims contained in our Constitution with a view to suggesting any modifications that may be thought necessary to bring it up to date and to make it even more relevant to the needs of our time in the light of the discussions here. This Committee could report its view to our Executive Council who could consider whether it might be desirable to suggest any modifications to the next General Assembly of the WFSW which we expect to take place in 1973. Well, having said this, I shall symbolically, as a member of an older generation, vacate the floor and hand over to our younger colleagues.

JEUNES SCIENTIFIQUES ET SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE

Résumé des discussions du Symposium de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques

La Charte de la FMST adoptée en 1948 et à laquelle le Professeur Bernal a si substantiellement contribué, reflète clairement les sentiments de responsabilité sociale des scientifiques d'alors. Une partie de la motivation avait été reliée au problème des armes nucléaires et à la question de savoir comment on pouvait prévenir les abus de la science dans la société. D'autre part, et citant la Charte, « les travailleurs scientifiques peuvent assumer correctement leurs responsabilités envers la communauté si, et seulement si, les conditions de leur travail leur permettent d'utiliser complètement toutes leurs capacités ».

Aujourd'hui, 25 ans plus tard, il est très intéressant de constater que ce sont essentiellement les mêmes aspects qui ont constitué les sujets principaux de la conférence. Bien qu'il s'agisse, d'une autre génération, nous réunissons toujours des gens hautement motivés, car ils voient que l'humanité doit faire face aux mêmes problèmes et réalisent la menace potentielle sur son existence même. Les technologies des armements se sont encore beaucoup affinées et de nouveaux problèmes de pollution se sont posés. Une nouvelle génération parle normalement un nouveau langage. Une nouvelle génération soulève souvent à nouveau de nouvelles questions fondamentales, mais le sentiment de responsabilité n'a pas diminué et il semble qu'il ait même parfois augmenté. D'autre part, il y a toujours les dures réalités de la vie quotidienne : les problèmes des conditions de travail inappropriées, des salaires insuffisants et du manque d'emploi convenable. Pendant le Symposium de nombreux problèmes des jeunes scientifiques ont été soulevés dans les discussions. Permettez-moi d'essayer d'en résumer les dimensions fondamentales. Il a été dit des pays en voie de développement que les travail-

Dr. Peter Boskma

(Traduction du texte original anglais)

leurs scientifiques doivent toujours surmonter les vestiges du colonialisme et du néo-colonialisme. De nouvelles universités authentiquement nationales restent encore à construire dans bien des cas, alors que seulement quelques jeunes travailleurs scientifiques, souvent inexpérimentés, sont disponibles; il s'ensuit qu'une proportion toujours substantielle des cadres universitaires restent étrangers. La tradition intellectuelle occidentale jointe souvent à des années de formation à l'étranger tend à aliéner les scientifiques par rapport à leur propre peuple. Une expérience prometteuse à l'Université d'Assiut en Haute Égypte a été rapportée, où l'intégration réussie d'une université dans la région voisine a été réalisée, bénéficiant à la fois aux scientifiques et aux exploitants agricoles des environs. Il nous a été dit que dans plusieurs pays en voie de développement on ne dispose que de jeunes scientifiques parce que la science, en tant que telle, est encore jeune dans ces pays. Plusieurs participants ont souligné que différentes formes de coopération entre les universités des pays en voie de développement et des pays développés pourraient être encouragées par l'instauration de cours d'été et d'instituts de recherche dans les pays en voie de développement. Des rapports ont également été présentés sur les possibilités concrètes dont disposent les scientifiques des pays en voie de développement pour aider le peuple vietnamien, grâce à leurs connaissances spécifiques du développement et de la construction d'appareillages spéciaux et à la formulation d'approches particulières pour leurs problèmes. Bien qu'une telle activité ne résolve pas directement les problèmes structurels, elle pourrait avoir une grande importance dans des situations concrètes.

Quant aux pays socialistes, il a été dit qu'il n'y avait pas de conflit entre vieux et jeunes scientifiques, car il n'y avait pas de

base objective pour un conflit entre le développement le plus complet et le plus harmonieux de la science et le développement de la société socialiste. Toutefois, un certain nombre de problèmes restent aussi sans solution dans les pays socialistes et la nécessité d'une action appropriée des travailleurs scientifiques s'y fait également sentir.

Les pays socialistes ont aussi leurs problèmes de la pollution de l'air, du bruit, de la pollution des eaux et tous les autres problèmes écologiques.

Il reste un certain nombre de structures d'éducation et d'habitudes intellectuelles qui constituent des obstacles au plein développement de la science et du socialisme. La motivation pour un enseignement supérieur doit être renforcée parmi les classes laborieuses. Dans les pays socialistes aussi les scientifiques s'adonnent à beaucoup de recherches militaires. Plusieurs pays capitalistes ont indiqué que les jeunes scientifiques étaient confrontés à un ordre social qui ne permet probablement pas le développement plein et sans réserves de la science dans l'intérêt de l'humanité. Dans plusieurs cas nous constatons que la connaissance scientifique est utilisée dans l'intérêt d'un groupe relativement restreint et que certains gouvernements ont tendance à découper la recherche universitaire et les programmes d'enseignements de manière à satisfaire les besoins de grandes sociétés, etc... Les problèmes de cet ordre social se reflètent également d'une part, dans la surproduction qualitative et quantitative et dans le chômage des scientifiques et d'autre part dans les problèmes non résolus de la paix, de la pauvreté et de la pollution. Certaines personnes ont l'impression que la science devient plus un instrument d'oppression que de libération et qu'il y a une lacune de plus en plus large entre la science et les gens ordinaires. La formation scientifique tend par sa structure intellectuelle intrinsèque et son orientation industrielle à aliéner les travailleurs scientifiques par rapport à leur société.

Dans ces pays le développement libre et responsable de la science dans l'intérêt de l'humanité ne pourra être obtenu que partiellement par une simple restructuration des universités, et plusieurs participants en sont arrivés à la conclusion qu'il était de leur devoir de travailler en vue d'un changement radical et fondamental de la structure de leur société. Dans la perspective des besoins urgents d'avoir à résoudre les problèmes mondiaux, plusieurs participants ont formulé des doutes quant au temps suffisant qui reste disponible et les questions de savoir ce qu'il fallait réellement faire ont été constamment posées.

Sur ce point des opinions plutôt divergentes ont été exprimées quant à la stratégie à suivre.

(1) Certains participants pensent que les syndicats constituent le cadre le plus approprié et leur forme d'action nécessaire pour les travailleurs scientifiques. Ce n'est que par une lutte pour leurs propres intérêts et par une intégration dans les classes laborieuses qu'un pouvoir politique efficace pourra être organisé. Grâce à cette puissance la responsabilité sociale des travailleurs scientifiques dans les problèmes mondiaux pourra être réalisée avec le plus d'efficacité possible. Plusieurs participants ont soulevé le problème des grandes difficultés rencontrées par les jeunes scientifiques lorsqu'ils cherchent à se faire vraiment adopter par les classes laborieuses. Plusieurs sentent qu'il y a dans leurs pays une véritable lacune culturelle entre les scientifiques et les ouvriers, lacune qu'il est très difficile de combler.

(2) D'autres participants, en provenance notamment du monde capitaliste, répondirent que les travailleurs scientifiques devraient cesser de coopérer avec le système social de leurs pays et s'échapper en vue de développer de nouveaux types de technologies et de mettre leurs connaissances à la disposition du peuple. Un groupe américain, appelé « Science pour le Peuple » a rendu compte de ses activités. Certaines des conditions d'un nouveau type de technologies ont été mentionnées.

- a) Les technologies ne devraient pas aggraver les problèmes mondiaux tels que ceux de la pollution par exemple,
- b) Elles devraient fournir une expérience pour les peuples les plus pauvres.
- c) Elles devraient être analysées à l'avance quant à leurs conséquences sociales.

(3) Certains des participants ont souligné qu'à leur point de vue, avant de choisir une stratégie, certains problèmes fondamentaux devraient être soulevés, dont la nature est partiellement d'ordre philosophique.

La question de savoir dans quelle mesure la science est neutre a été discutée. Dans cet ordre d'idées, l'image a été utilisée que la science était neutre comme un fusil chargé, la technologie en étant la gâchette. D'autre part il a été souligné que ce n'est pas là que réside le problème véritable de la responsabilité sociale du scientifique.

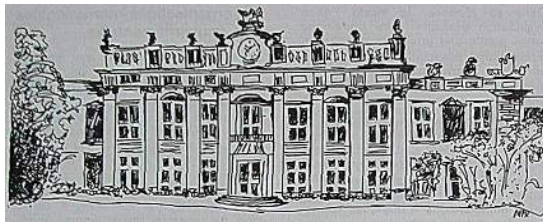
Le cœur du problème est de savoir quels intérêts il sert et la nature de ses relations avec la société. Cela signifie que le scientifique doit comprendre à la fois les processus historiques dans lesquels il se trouve impliqué et les forces qui sont à l'œuvre dans sa société.

Plusieurs de ces questions sont liées aux questions fondamentales concernant les universités. En considérant les quatre fonctions de l'université dans la société, la fonction purement scientifique, la fonction de service, la fonction critique et la fonction de guide, dans plusieurs pays on met l'accent sur l'une de ces fonctions au détriment des autres. H a été également souligné qu'une spécialisation étroite de l'enseignement universitaire conduit à des problèmes sérieux, car dans ce processus les jeunes scientifiques deviennent facilement des objets de manipulation et ne reçoivent pas une formation convenable pour leurs fonctions futures dans la société. Plusieurs participants ont exprimé un besoin de nouveaux programmes d'enseignement d'une orientation plus interdisciplinaire. Dans l'un des exposés il a été dit qu'une telle approche interdisciplinaire ne serait pas suffisante: ce dont on a besoin c'est d'un plus fort degré d'intégration entre l'aspect social et l'aspect technologique de l'enseignement. :

Un autre problème concernant les universités est lié à l'internationalisme. Le point de vue a été exprimé à plusieurs reprises qu'une orientation plus internationale fournirait un meilleur scénario pour une communauté scientifique internationale réelle. Le problème pour le scientifique est la priorité qu'il devrait donner d'une part à la loyauté à la communauté mondiale par suite de la signification universelle de son savoir, et d'autre part à la loyauté envers sa propre société qui constitue son environnement social. Ce problème s'est posé à plusieurs reprises et a été discuté de manière spécifique en relation avec la recherche militaire.

Que conclure ? Quelle stratégie adopter ? A mon avis, dans une matière aussi complexe, il n'existe pas de réponse unique :- Il est impossible et peut-être même indésirable de sélectionner une stratégie unique et un seul point de vue. Beaucoup de ces problèmes requièrent un processus dialectique de pensée créatrice et une pratique expérimentale. L'échange d'idées tel que celui pratiqué à ce Symposium est à mon avis une phase valable de ce processus. Mais il est bien évident que ces journées d'intenses discussions sont insuffisantes pour entrer dans tous les détails spécifiques qui constituent les éléments nécessaires d'un tel processus. Ces réunions me semblent devoir être considérées comme un point de départ. L'idée de la FMTS de tenir en 1973 une grande conférence sur les Scientifiques et la Société pourrait fournir une autre contribution importante à ce processus. D'autre part, il y a des choses concrètes qui devront être faites. Des propositions comme celles des « laboratoires d'amitié », davantage d'universités internationales du travail, de programmes universitaires intégrés valent bien la peine d'être développées. La FMTS grâce aux contacts de ses organisations, amènera ces sujets sur la table de la discussion de la communauté scientifique internationale. Notre revue, le Monde Scientifique, peut y jouer un rôle important. La relation de la Fédération avec l'UNESCO, en tant qu'organisation non-gouvernementale fournit un autre canal de communication important.

Ce résumé ne peut pas ne pas avoir omis certains points importants soulevés au cours de ces journées : c'est le signe d'un échange d'idées particulièrement fructueux qui ne peut s'arrêter là et doit servir de base à une réflexion ultérieure.



TRANSNATIONAL OU INTERNATIONAL?

De là signification du mot
« transnational »
et de l'opportunité de l'utiliser
en lieu et place
du terme « international
non gouvernemental »
par

Georges Patrick
Speeckaert

Seminar on the Philosophy of Non-
Governmental Organizations, Milan,
May 1972

Au cours de la table ronde tenue à Genève le 22 octobre 1971 en vue de préparer le Séminaire de l'IAI à Milan sur les mutations dans les fonctions des organisations internationales non gouvernementales, une question de terminologie a été soulevée. Il a été souligné que le terme « non gouvernemental » était malencontreux, qu'il ne correspondait pas aux concepts des langues et des cultures non indo-européennes et que dans nombre de pays en voie de développement il risquait d'être compris comme signifiant « anti-gouvernemental ». Le terme « organisation » lui-même n'est pas sans poser des problèmes, fit remarquer un des participants, car il ne tient guère compte des types de groupements propres aux sociétés non occidentales. De plus, il faudrait éviter de faire une distinction rigide entre les groupements permanents et les groupements de nature temporaire ou ad hoc. Enfin, la question de la révision de la notion de « lucratif » ou « non lucratif » fut mentionnée. Le problème n'est pas nouveau ni purement terminologique. Il présente des aspects conceptuels, juridiques et d'usage, dont il faut tenir compte. Pour faciliter un débat qui puisse déboucher sur une réforme de la terminologie, nous avons tenté de réunir les données de base du problème.

Les associations internationales (1)

Avant la première guerre mondiale, ce qui est dénommé aujourd'hui « organisation internationale non gouvernementale » était appelé « association internationale ». Mais en fait ce terme était utilisé aussi pour les associations d'Etats, lesquels portaient souvent les noms d'Unions, Commissions ou Instituts. Le 2e Congrès mondial des Associations Internationales, tenu à Bruxelles du 15 au 18 juin 1913, à l'invitation de l'Union des Associations Internationales et auquel participèrent 168 associations internationales et des délégués de 22 gouvernements, avait mis à son ordre du jour la question de la définition de l'association internationale.

Sans entrer ici dans le problème de la définition, retenons que l'enquête destinée à en préparer la discussion, comportait la question : « Y a-t-il lieu de distinguer le régime des associations internationales officielles et celui des associations libres ? De quelle manière ? »

Dans sa réponse, la World Peace Foundation écrivait : « We prefer the terms public and private to distinguish international associations, believing to be more nearly opposites than the terms official and free (officiel et libre). »

Entre les deux guerres, tandis que le monde anglo-saxon utilisait largement le mot « voluntary » (bénévole) l'adjectif « privé », dans la langue française, a semblé recueillir les préférences d'un grand nombre. Sur ce point, limitons-nous à quelques remarques faites lors de l'examen par l'Institut de Droit International, en 1923, du rapport de M. Nicolas Politis et du projet de convention relative à la condition juridique des associations internationales^(*).

M. Politis déclarait dans son rapport :
* Depuis quelques années on constate, dans les rapports internationaux, une nouvelle forme de collaboration. A côté des groupements nationaux privés et des groupements internationaux publics, on en trouve d'autres qui, dus, comme les premiers à l'initiative privée, ont, comme les seconds, un but directement ou exclusivement international. Ce sont les associations internationales. Elles méritent ce qualificatif à un triple point de vue : elles sont composées d'éléments empruntés à un grand nombre de pays; elles poursuivent, sans esprit de lucre, un but intéressant plusieurs peuples ou pouvant les intéresser tous; elles ne relèvent directement d'aucun Etat, en ce sens qu'elle n'ont pas de nationalité »^(*).
Dans son projet de convention, M. Politis utilisait les mots « les associations dues à l'initiative privée ». A ce sujet, quatre amendements furent proposés. Sir Cecil Hurst suggérait de supprimer la mention * dues à l'initiative privée »; M. Kaufmann proposait de la remplacer par « non étatiques y compris celles de caractère mixte »; M. Strisower par « de personnes privées » et M. Poulet par « de caractère privé », formule qui reçut l'approbation de l'assemblée. La session de 1923 de l'Institut de Droit International, dont les travaux conservent tout leur intérêt pour les associations internationales, n'a pas discuté le qualificatif « non lucratif ». Par contre, un juriste français, André Normandin, dans un livre publié en 1926^(*) donnait une interprétation très restrictive et aujourd'hui bien dépassée de ce qualificatif. Considérant que les organisations tendant à la défense des intérêts professionnels, ont pour but l'amélioration de la situation, non seulement morale mais aussi matérielle, de leurs adhérents, visant ainsi à obtenir pour eux un véritable bénéfice, il estimait que « l'on devrait ranger en conséquence les syndicats dans la catégorie des sociétés plutôt que des associations et les soumettre à la législation qui régit les premières ».

Les organisations internationales non gouvernementales

Le terme « organisation non gouvernementale » fut, comme on le sait, utilisé dans l'article 71 de la Charte des Nations-Unies.

Lorsque la question du statut juridique international des associations internationales a été à nouveau mise à l'étude en 1948^(*), le rapporteur M. Kopelmanas déclarait tout à fait adéquate la définition adoptée par l'Institut de Droit International en 1923, à condition d'y apporter deux légères modifications. Une d'entre elles était la substitution au terme d'« associations de caractère privé » de celui d'« associations non gouvernementales » qui, selon M. Kopelmanas, « caractérise mieux les associations volontaires en les opposant aux organisations intergouvernementales ».

Cette suggestion fut finalement adoptée à l'issue des travaux de ce groupe d'étude des années 1948-49 dans le texte de « l'Avant-projet tendant à faciliter le fonctionnement des organisations non gouvernementales admises au bénéfice d'un statut consultatif ou équivalent auprès des organismes des Nations Unies ».

Comme l'indiquait déjà le champ d'application limitée de ce projet, il allait se créer durant les deux premières décades qui suivirent la naissance des Nations-Unies, une sorte de dépendance morale des organisations non gouvernementales à l'égard des Nations-Unies et de leurs institutions spécialisées, qui eut des effets négatifs à côté de l'élément positif nouveau que fut, incontestablement, l'établissement des relations consultatives officielles inaugurées par l'article 71 de la Charte des Nations-Unies. Nous croyons que ce stade de dépendance, de fait et non de droit, est en train de prendre fin dans l'esprit des organisations internationales non gouvernementales. Peut-être un changement d'appellation serait-il de nature à redonner à celles-ci la plénitude de leur caractère dynamique, à leur obtenir une meilleure reconnaissance sociologique et de nature aussi et à faciliter et favoriser une collaboration plus productive entre elles et les institutions intergouvernementales. En 1955, dans un rapport^(*) qu'il présentait à l'Assemblée générale de l'UAI, au sujet du rôle des organisations internationales non gouvernementales, le Professeur Georges Langrod soulevait déjà cette question de la façon suivante :

* La dénomination actuelle de ces dernières mérite d'être repensée en entier. Elle est soit négative (organisations non gouvernementales), soit très générale (associations privées), soit enfin s'attache exclusivement à leur genèse (associations d'initiative privée). Dans le premier cas, il y a de nombreux inconvénients d'ordre logique et, qui plus est, psychologique;

ce concept accentue, la « primauté » des institutions intergouvernementales^(*) sur le plan de la collaboration internationale... ».

Il ajoutait :

« Par contre, les critères — certainement décisifs — de spontanéité, de manque de contrainte (liberté de création de l'OING, de participation et de non-appartenance), du respect de la volonté individuelle en tant que force motrice de ce phénomène collectif d'ordre avant tout social, ne se trouvent point soulignés dans une telle dénomination, il s'agirait donc de rechercher un concept nouveau, accentuant l'acceptation volontaire, de bon gré, d'un ordre collectif préétabli mais naturellement limité — élément essentiel de toute liberté de coalition tant sur le plan national que sur le plan international. A titre d'illustration, on pourrait suggérer que le mot « organisation » (organisme, institution) soit remplacé, par exemple, par celui de l'« association » (ce qui écarte beaucoup de malentendus), qu'on y ajoute — afin de le rendre encore plus clair — l'adjectif « bénévole » en précisant en même temps son caractère « international ».

Pour le Prof. Pitman B. Potter aussi : « The term « non-governmental international organization » itself seems slightly inaccurate and somewhat unfortunate. The terms « private » and « unofficial » (international organization) earlier used in this connection were however no better in that they asserted, by implication at least, that the organizations in question possessed only private status and contained no official elements, which is by no means the case. It is unnecessary to point out here that many NGOs, particularly the more important ones, have much more than a merely private status and in fact often include in their composition and structure official or governmental elements, for good or for bad. The writer has no alternative to suggest, but the current term seems also somewhat inaccurate and to some extent detracts from the significance of the organization in question as it carries the same implication. Usage of the term is now so current however that there is probably no point in seeking another, and it, cumbersomeness, from a verbal stand point, is well overcome in handy alphabetical abbreviation »⁽²⁾

Origine du mot

«transnational »

Nous avons tenté de retrouver l'origine du mot « transnational » et ses diverses applications. Le résultat de cette recherche, qui ne prétend certes pas être exhaustive, nous paraît précieux, car elle montre une concordance d'idées entre les auteurs et une utilisation de plus en plus répandue. L'origine du mot nous est indiquée dans un ouvrage et dans un texte, tous deux intéressants, mais un peu

confus du point de vue particulier qui nous concerne ici.

L'ouvrage s'intitule « Les Institutions Internationales et Transnationales »^(*). Il comprend trois parties : les institutions politiques, les institutions religieuses et culturelles, les institutions économiques et sociales. En fait, à part le premier chapitre « L'Internationalisme » et deux chapitres consacrés l'un à l'Eglise catholique et l'autre aux Eglises protestantes, il ne traite que des relations et institutions inter-étatiques.

L'auteur de la préface de cet ouvrage, M. Marcel Prélot, Professeur de Science Politique à la Faculté de Droit de Paris, Sénateur du Doubs, s'explique sur le terme « transnational » qu'il essaya de lancer vers les années 1920.

Les extraits suivants de sa préface montrent que sa conception du « transnational » ouvrirait le chemin à la signification plus précise que lui donnent aujourd'hui d'autres auteurs que nous citerons plus loin, mais qu'elle n'était qu'une première étape, qui aurait pu déboucher vers d'autres concepts. Après l'étude des grands systèmes de gouvernements, « il convenait, dit-il, sans attendre que soit complète la description de la jurisprudence étatique, de donner au moins une esquisse des institutions internationales et transnationales.

« Leur connaissance, croyons-nous, n'importe pas seulement en elle-même. Elle est aussi nécessaire à l'édification d'une politologie systématique, car c'est à propos de ce qui s'étend au-delà de l'Etat que se poursuivent aujourd'hui les controverses concernant l'objet de la Science politique. L'un des arguments majeurs contre la conception défendue par nous, conformément à la logique et à la tradition, d'une politologie -science de l'Etat est, en effet, le développement intense et accéléré de phénomènes politiques dépassant celui-ci... ».

« Cependant, le langage courant, sous le nom d'institutions internationales, désigne plutôt que l'Etat, considéré comme tel, les collectivités nouvelles naissant de liens permanents entre Etats, ou les organisations créées par ceux-ci pour mener, sur certains points déterminés, une action commune... ».

« Mais, universelle ou localisées, les institutions politiques sont toutes à vocation multiple. Elles se présentent comme un milieu humain organisé juridiquement, sur lequel est établie une autorité au moins virtuelle (*). A l'inverse, les institutions techniques universelles ou localisées sont « pourvues d'un objet spécial »(**). Elles sont un service public à but défini et limité.

* Qu'elles présentent l'un ou l'autre de ces caractères, la plupart des institutions internationales le sont proprement, en ce sens qu'elles résultent d'accords entre Etats et continuent de

reposer sur eux. International est l'équivalent d'interétatique, « Nation » était équivalent d'« Etat », dans le terme « Société des Nations ».

« Mais il existe aussi d'autres institutions qualifiées d'internationales où l'élément étatique, sans disparaître complètement, passe cependant à l'arrière-plan. L'individu est directement atteint par une autre communauté. Le but collectif, le service qui y tend, ne sont plus déterminés et rendus par un concert d'Etats créateurs. et coopérateurs. Le bien commun ne se trouve plus situé entre eux, mais au-delà d'eux. L'institution n'est plus alors vraiment internationale, mais, doit-on dire, transnationale.

« Le terme, sans doute, est peu usité. Jean de Pange, Louis-Alfred Pages et moi-même avions essayé de le lancer à la fin des années Vingt, lors des tentatives d'Aristide Briand en faveur d'une Europe unie. L'échec de celles-ci emporta le mot dans leur disgrâce. Récemment, il a été repris par le grand juriste Philip C. Jessup dans son *Transnational Law* (**). A notre sens, le vocable est nécessaire pour traduire une situation comme celle de l'Eglise catholique. Le fidèle est en communion avec son curé et son évêque, lui-même en communion avec Rome. En principe, aucun écran national ne s'interpose; historiquement, les facteurs politiques ne sont pas sans incidence, mais ils restent secondaires par rapport au phénomène de base qui est d'une autre nature.

« Le transnational, — qualifié souvent aujourd'hui de supranational —, traduit pour certains l'idéal de toute institution internationale se détachant de ses origines nationales pour en réaliser le dépassement. Dans une assez large mesure, cette aspiration se trouve déjà concrétisée dans certaines activités de l'UNESCO... »

Le Droit transnational

L'ouvrage du Professeur Jessup, qui vient d'être cité, date de 1956. Depuis lors, l'idée d'un droit transnational a été reprise par divers auteurs. Comme le souligne C.W. Jenks, à la fin de son livre « *The Proper Law of International Organizations* » (23), l'avènement des organisations internationales a confirmé l'opinion que le droit international ne peut plus être considéré comme un droit entre les Etats et exclusivement entre eux. D'autre part les conventions internationales délèguent actuellement, de façon croissante, certains pouvoirs régulateurs à divers types d'organisations internationales, avec le résultat que le concept de conventions internationales comme source de droit comprend à présent non seulement les termes de telles conventions, mais ce qui résulte des pouvoirs régulateurs, quasi-judiciaires et exécutifs conférés par elles.

Les nouveaux problèmes qui résultent des activités mêmes des organisations

Internationales exigent le développement d'un droit propre des organisations Internationales et l'assimilation de celui-ci dans le corps général du droit international.

Enfin l'auteur considère que non seulement la dimension du droit international public s'est grandement étendue, mais qu'un droit international administratif est en train de se développer graduellement. Il ajoute : « General principles of law are securing ever-wider acceptance as the basis of important legal transactions and adjudications. From such general principles we may evolve a recognised body of transnational law governing certain types of international transactions ». Dans un autre ouvrage (24) publié en 1967, M. B. Akehurst ajoute au sujet du droit transnational, une note en bas de page dans le cadre d'un passage relatif à la question de savoir si le droit interne des organisations internationales fait partie du droit international, des thèses s'opposant sur ce point et du fait que de nombreux auteurs ont adopté la triple classification suivante : « international law, municipal law, internal law of international organizations ».

Le texte de cette note est le suivant : « Mention should also be made of another theory which has gained ground in recent years, namely, that relations between states and organizations, on the one hand, and companies and individuals, on the other, may be governed by « transnational law », a system independent both of municipal law and of international law. (For a recent survey of view on this subject, see J.-F. Lalive, « Contracts between a state or a state agency and a foreign company... », 13 ICLQ 1964, 987, 1006-11). One of the advantages claimed for * transnational law » is that it avoids the problem caused by the fact that individuals are not subjects of international law (e.g. Lalive, loc. cit. p. 1007). It is submitted that this problem is not a real one; and, once it is conceded that individuals may possess international personality, it becomes almost impossible to find any distinction between international law and « transnational law ». (The unusual features of the internal laws of * international organizations, such as the presence of legislation as a source of law, do not exist, in the case of oil concessions and other relations governed by « transnational law »). « Transnational law » would therefore seem to be nothing more than a specialized type of international law ».

La Société Transnationale

Raymond Aron écrivait en 1962 dans le chapitre « Les systèmes internationaux » de son livre « *Paix et Guerre entre les Nations* » (25) : « La société transnationale se manifeste par les échanges commerciaux, les migrations de personnes, les croyances com-

munes, les organisations qui passent par-dessus les frontières, enfin les cérémonies ou compétitions ouvertes aux membres de toutes ces unités. La société transnationale est d'autant plus vivante que la liberté des échanges, migrations ou communications est plus grande, que les croyances communes sont plus fortes, que les organisations non nationales sont plus nombreuses, que les cérémonies collectives sont plus solennelles... ».

« D'un point de vue sociologique, je serais enclin, ajouta-t-il, à appeler droit international privé le droit qui réglemente cette société transnationale, telle que nous venons de la caractériser, c'est-à-dire la société imparfaite, constituée par des individus qui appartiennent à des unités politiques distinctes et qui sont, en tant que personnes privées, en relations réciproques ».

Les groupes transnationaux

Dans son livre « *Morale Internationale* » (26), publié en 1964, le Professeur René Coste reprenait, dans un chapitre sur « *L'Homme dans la vie internationale* », l'idée de Raymond Aron.

Sous le titre « Les groupes transnationaux », il déclarait : « La vie de la communauté mondiale contemporaine est profondément marquée par l'action d'organisations internationales qui groupent non pas des Etats ou des institutions étatiques mais des personnes physiques ou des institutions privées appartenant à divers pays — et souvent à un grand nombre de pays — en vue de la réalisation de buts divers : politiques, économiques, sociaux, culturels ou religieux. Sans parler des groupes religieux, auxquels un chapitre particulier sera consacré, les plus importants ou les plus significatifs de ces groupes transnationaux sont des partis politiques, des organisations syndicales et des sociétés commerciales... ».

Les forces transnationales

Le Professeur Marcel Merle avait déjà en 1963 donné le titre « Les forces transnationales » à un des huit chapitres de la première édition de son livre - La Vie internationale »⁽⁷⁾. Il y traite des internationales de partis politiques, des internationales syndicales, des forces religieuses et des groupements d'intérêts privés. Parmi ces derniers groupements, il range d'une part les autres organisations non gouvernementales décrites dans l'Annuaire des Organisations Internationales et d'autre part les organismes à but lucratif dont les intérêts débordent les frontières. La conclusion de ce chapitre est que « la vie internationale ne peut plus se réduire aujourd'hui à l'activité des services diplomatiques; elle plonge désormais ses racines dans les grands conflits d'intérêts ou d'idées qui ébranlent la société contemporaine ». Dans un article qu'il rédigea pour le numéro de janvier 1972 de la revue Associations Internationales, et qui a pour titre « La transformation des relations internationales », le Professeur Merle écrivait d'autre part : « Puisque l'Etat n'est pas le seul acteur des relations internationales, il faut prêter une grande attention à tous les mouvements, nationaux où transnationaux, qui sont porteurs de solidarités nouvelles et dont les initiatives peuvent, à défaut de fournir une solution de rechange tout à fait illusoire actuellement, contribuer à débloquent les rouages de coopération grippés par la rivalité des Etats souverains ».

L'entreprise transnationale

Depuis que l'attention s'est portée sur les sociétés internationales à but lucratif, les auteurs de langue anglaise ont surtout utilisé pour les désigner le

qualificatif « multinational ». Celui-ci a été repris par les auteurs de langue française, qui ont par la suite donné la préférence au mot « transnational ». Le numéro spécial de février 1972 de la revue de l'Union des Associations Internationales contient suffisamment de données à cet égard, pour que nous n'ayons pas à nous étendre ici sur l'utilisation de ce terme en ce qui concerne les sociétés transnationales à but lucratif.

Rappelons cependant les problèmes que posent l'ensemble de définitions proposées par Richard D. Robinson⁽¹⁹⁾ pour caractériser quatre stades d'internationalisme des entreprises à but lucratif.

Après l'entreprise « internationale » à l'échelon le moins international précisément, puis l'entreprise « multinationale » et avant l'entreprise « supranationale » juridiquement dénationalisée, Robinson place l'entreprise « transnationale ». Il la définit comme étant une société multinationale gérée (et) possédée par des personnes d'origines nationales différentes et dont de ce fait les décisions échappent à l'optique nationale.

Transnational participation

Aux Etats-Unis, en 1969, Robert Cooley Angell consacra tout un livre au sujet suivant «Peace on the March — Transnational Participation »⁽¹⁹⁾. Il le considérait comme un modeste essai de prophétie, qui prévoit un monde politique transformé, où la lutte entre nations pour la satisfaction de leurs intérêts nationaux ne sera plus la théorie-clé du processus de l'humanité. Une des causes de la transformation politique du monde est, dit-il, externe aux variables politiques. Il s'agit d'une variable sociologique — la participation transnationale — qui

pourra avoir une répercussion importante sur les relations futures entre les nations.

Le Professeur Angell considère que la participation transnationale comprend trois grandes catégories. Les deux premières sont bilatérales, c'est-à-dire qu'elles impliquent des citoyens de deux pays. Dans la première catégorie, les citoyens d'un pays (par exemple les étudiants étrangers) traversent la frontière et jouent un rôle dans l'autre pays, se mêlant aux citoyens de ce pays qui jouent un rôle dans ses structures sociales et donc participent aux institutions de ce pays-hôte étranger. Dans la seconde catégorie, les citoyens d'un pays (par exemple les dirigeants étrangers d'une firme créée par une société étrangère) jouent un rôle dans des institutions qui y ont été importées d'un pays étranger.

La troisième catégorie est multilatérale : elle comprend les personnes qui jouent un rôle dans les organisations internationales, qu'elles soient non gouvernementales ou intergouvernementales. Le professeur Robert Angell, s'il réserve le concept de participation transnationale aux relations des individus par dessus les frontières (à l'exclusion de formes trop transitoires et vagues comme le tourisme ou le voyage d'affaires), y englobe donc les fonctionnaires internationaux publics.

Lorsqu'il s'agit des personnes œuvrant au sein d'organisations internationales, non gouvernementales ou intergouvernementales, elles opèrent dit-il sur deux structures sociales. Elles ont des relations bilatérales avec les citoyens du pays-hôte et des relations multilatérales avec leurs associés dans l'organisation internationale. L'auteur examine dans une série de chapitre les différents types suivants d'activité qui engendrent une participation transnationale : les études à l'étranger, l'enseignement et les recherches à l'étranger, les migrations de longue durée ou pour un établissement définitif, les visites à des parents ou amis à l'étranger, la participation à des camps de travail à l'étranger et au Corps de la Paix, les missions d'assistance technique, le travail dans les missions religieuses à l'étranger, la résidence à l'étranger pour des raisons d'affaires, la résidence à l'étranger pour le service militaire, la participation à des organisations internationales non gouvernementales, l'appartenance à des secrétariats d'institutions des Nations-Unies. Son chapitre (pp. 129-146), relatif à la participation au sein des organisations internationales non gouvernementales, est fort intéressant et présente des conclusions très favorables pour ces organisations, en ce qui concerne certaines capacités particulières et celle plus générale de promouvoir une société mondiale, par la multiplication de liens par-dessus les barrières.

During the 2nd Seminar at Milan, May 1972, part of the discussion will deal with changes in the functions of non-governmental organizations appropriate to the more complex social environment of the future. This article is a contribution to that discussion.



Le Bureau International du Travail, l'Organisation Mondiale de la Santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ont tous trois décidé d'accorder leur patronage au Séminaire organisé par l'UAI à Milan en mai prochain.

res idéologiques et de développement. Du point de vue qui nous intéresse ici, — l'utilisation du terme transnational —, ce chapitre, comme le livre lui-même, fournit une description très poussée de cette transnationalité et affirme la capacité du vocabulaire « transnational » à contenir et refléter l'essence même de l'activité internationale non gouvernementale.

Transnational Relations

Le numéro de l'été 1971 de la revue « International Organization », publiée par la World Peace Foundation, de Boston, vient apporter, en même temps qu'un remarquable condensé des divers aspects du « transnationalisme », une confirmation solide de son rôle dans la nouvelle conception des relations internationales.

Ce numéro était consacré au sujet suivant : « Transnational Relations and World Politics » (*). La préface explique le choix de ce sujet. En voici quelques extraits :

« Our reaction against the overemphasis on intergovernmental organization and our desire to start from the patterns of interaction in the world led us to theorize in terms of transnational relations. We make no claim to having « discovered » transnational relations. Others, like Raymond Aron, Philip Jessup, Karl Kaiser, Horst Menderhausen, and James Rosenau, used the concept long before we did. As students of Stanley Hoffmann (and thus of Aron) we started our theorizing in terms of Aron's conception of « transnational society ». We found this unsatisfactory, however, because it did not direct attention to governmental manipulation of transnational relations. During our work on this volume we have grown progressively more interested in the interaction between governments and transnational society and in transnational coalitions among subunits of governments. Thus, this volume gradually shifted its emphasis from different international organizations to a broader paradigm for approaching world politics ».

Ce volume contient 20 essais, d'excellents auteurs. Une première mouture de ces essais avait servi de documents de travail pour une Conférence sur les relations transnationales tenue au Center for International Affairs, de l'Université Harvard, du 4 et 5 juin 1970.

Les titres mêmes de ces essais sont significatifs. Sans pouvoir les citer tous, notons parmi eux : Transnational Economic Relations, the Growth of International Nongovernmental Organization in the Twentieth Century, the Multinational Business Enterprise : what kind of international Organization, the Contemporary Revolutionary Organizations, Private International Finance, Labor and Transnational Relations, Transnational Networks in Basic Science.

Dans l'article introductif, Joseph S.

Nye Jr. and Robert O. Kaohane font remarquer que les « states are by no means the only actors in world politics » et expliquent de la façon suivante la manière dont ils entendent le terme transnational.

« In the most general sense one can speak of « global interactions » as movements of information, money, physical objects, people, or other tangible or intangible items across state boundaries ».

« Some global interactions are initiated and sustained entirely, or almost entirely, by governments of nation-states. This is true of most wars, a large amount of international communication, considerable trade, and some finance. These we consider « interstate » interactions along with conventional diplomatic activity. Other interactions, however, involve nongovernmental actors-individuals or organizations-and we consider these interactions « transnational ». Thus, a transnational interaction may involve governments, but it may not involve only governments : Nongovernmental actors must also play a significant role. We speak of transnational communication, transportation, finance, and travel when we refer to nongovernmental or only partially governmental interactions across state boundaries. Thus, « transnational interactions » is our term to describe the movement of tangible or intangible items across state boundaries when at least one actor is not an agent of a government or an intergovernmental organization... ».

« In this introduction we use the phrase « transnational relations » as shorthand for « transnational interactions and organizations... ».

Dans son essai sur les organisations internationales non gouvernementales, Kjell Skjelsbaek considère que les « transnational organizations can be defined as transnational interactions institutionalized ».

Il estime que « The Union of International Associations in Brussels is itself an interesting transnational actor », mais ajoute « Unfortunately, the UAI uses a legalistic criterion to distinguish between intergovernmental organizations (IGOs) and international nongovernmental organizations (NGOs) ».

Citons encore le passage suivant de son essai :

« Independence from governmental control may be denoted as « extranationalism ». Extranationalism differs from transnationalism, which is defined in terms of activities across state borders by nongovernmental actors, and supranationalism, which implies that organizations have some formal authority over governments... »

Enfin notons que cet important et précieux numéro d'International Organization contient dix pages de bibliographie choisie sur les relations transnationales. Il est significatif que, à

peu d'exception près, tous les ouvrages mentionnés ont paru dans les cinq dernières années.

Cette bibliographie ne mentionne pas un ouvrage datant de 1955, qui à vrai dire ne contient pas le mot « transnational », mais qui nous semble de voir être rappelé ici, car il fut un des rares livres à souligner, à cette époque, le rôle de l'individu sur le plan international et à introduire la notion du transnational. Ce volume ⁽²¹⁾, publié par la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, reproduit l'article « International Organization » du Professeur Joseph P. Chamberlain publié douze ans auparavant dans « International Conciliation » et contient une introduction de 83 pages, signée par Philip C. Jessup, Adolf Lande et Olivier J. Lissitzyn.

Cette introduction commence par la phrase suivante:

« The late Professor Chamberlain's essay on international organization which is republished in this volume offers many illustrations of the fact that the international society, like the national societies, is a society of private individuals, and that its rules and institutions are determined by the interests of private individuals or more correctly by what these individuals consider to be their interests... ». Plus loin, elle fait remarquer que « the existence of an international society rests upon the fact that man is by nature not only a national » but also an international social creature » et encore que « Modern needs and development reveal : 1) The -emergence • of the individual; 2) the limitation of sovereign equality; and 3) the recognition of the international organization ». Elle contient quelques bonnes pages sur le « development of international nongovernmental organizations ».

Conclusions

Le mot « international » est déjà ancien puisqu'il fut forgé en 1780⁽²²⁾. Il est solide. Plus important encore à son actif, est le fait que le grand public, longtemps ignorant des échanges et des structures qui s'établissent entre les nations, a maintenant assimilé ce mot et son concept. Il a fait son chemin en laissant, en cours de route, les autres vocables tels que « surnational », « supernational » ⁽²³⁾, qui furent imaginés autrefois pour distinguer certaines nuances du mouvement de relations entre les peuples.

L'utilisation du mot international dans les noms des congrès et des associations remonte aux années 1855-1856. En ce qui concerne le terme « organisation internationale », Paul Reuter dans son ouvrage *Institutions Internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 1956, p. 284, signale que : « Pitman B. Potter (Origin of the term international organisation. American journal of International Law, 1945, p. 804), fait remonter à une communication de Lorimer le 18 mai 1867 à l'Académie d'Edimbourg « on the application of the principle of relative or proportionnal equality to international organizations », le premier usage de l'expression « organisation internationale ». Dans ce même ouvrage, Reuter rappelle (p. 296) que les auteurs cherchent depuis une date assez ancienne un autre adjectif qu'« international » pour marquer que l'organisation (intergouvernementale) dépasse le plan de la « coordination » pour celui de la « subordination des Etats », tels superétatique, supernational, supranational.

Faut-il dès lors envisager aujourd'hui de créer, à côté du mot « international », un autre qualificatif désignant uniquement les rapports entre les individus et les groupes d'individus de plusieurs pays ?

Nous pensons que ce serait souhaitable, étant donné le développement, l'importance et les nouvelles formes de la coopération entre nations sur le plan privé et aussi en raison de l'attitude des juristes, qui aussi paradoxal que cela puisse paraître à d'autres yeux que les leurs, refusent de considérer les organisations internationales non gouvernementales comme des organisations internationales ⁽²⁴⁾.

La plupart des professeurs de droit les ignorent complètement dans leurs manuels sur les institutions internationales. D'autres déclarent : « n'étant pas formés par les Etats, ce ne sont pas là des organisations internationales au sens strict des termes » ⁽²⁵⁾. Certes, une telle prise de position semble plus négative aujourd'hui qu'elle ne l'était dans le passé ⁽²⁶⁾ et peut-être l'attitude des spécialistes du droit international pourrait, dans l'avenir encore, évoluer dans l'autre sens.

Sans doute, ne faudrait-il pas, en abandonnant le mot « international », aboutir à séparer ce qui en fait ne devrait pas l'être.

Comme l'écrivait très justement le Professeur Donald C. Blaisdel : « Moreover, in differentiating official from unofficial and public from private international relations, we are separating for study strands from a continuing and unbroken social phenomenon » ⁽²⁴⁾.

Cependant pour mieux faire reconnaître sociologiquement l'existence des instruments de la coopération internationale privée, ne serait-il pas opportun de remplacer le terme « international non gouvernemental » par celui de « transnational », dont nous venons de montrer l'emploi par des auteurs qualifiés ? Il nous semble que l'adjectif « transnational » offre de nombreux avantages :

- 1) il est neuf et possède le sens positif et dynamique, qui manque précisément au terme « international non gouvernemental ».
- 2) il évite toute idée d'opposition à une politique ou une action gouvernementale ou interétatique
- 3) pour tous ceux qui se préoccupent du problème du développement, il est évocateur d'une volonté d'entraide entre nations et de réalisation commune entre personnes de divers pays
- 4) il bénéficie d'une attention croissante dans les milieux universitaires
- 5) pour les chercheurs, il s'applique à la société des individus et englobe toutes les formes d'activités des personnes physiques et des personnes morales par dessus les frontières, sans distinction de caractère lucratif et non lucratif ou de degré d'organisation.

L'examen des avantages aussi bien que des inconvénients d'un changement de terminologie pourrait faire l'objet d'un premier échange de vues au cours du Séminaire organisé par l'Union des Associations Internationales et la Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale, à Milan, en mai prochain.

Pour faciliter cet échange de vues, nous suggérons de façon plus précise l'utilisation future du terme « associations transnationales » au lieu de celui d'organisations internationales non gouvernementales; du terme « assemblées transnationales » pour désigner des assemblées libres ou groupements sans organisation permanente; du terme « sociétés transnationales » pour désigner les sociétés à but lucratif qui ont un caractère véritablement international. L'ensemble de ces groupements transnationaux pourrait être intitulé « Les forces transnationales ». Cette appellation générale pourrait

être « La Société transnationale » si l'expression « entreprises transnationales » était préférée à celle de « sociétés transnationales ». Dans le cas où cette question de terminologie retiendrait leur attention, les participants du Séminaire pourraient examiner aussi les modalités d'une étude complémentaire et de l'action à mener pour faire adopter la suggestion dans le milieu des forces transnationales, par les institutions interétatiques et dans les travaux universitaires.

L'Huillier, avec la collaboration de G. Hourdin G. Do Lacharrière, J.A. L'Huillier, R. Mehl, J.D.B. Miller, P. Monbeig, H. Rieben, J. Tessier, J. Valarché. Préface de Marcol Prélôt. Bibliothèque de la Science Politique, 3e. série Los Institutions Politiques, Presses Universitaires de France, Paris, 1961. 295 p.

(*) Cf. Georges Renard. La philosophie de l'Institution, Paris, Sirey. 1939, p. 37 et 257.

(**) Cour permanente de Justice internationale. Avis consultatif n° 19. relatif à la Commission européenne du Danube.

(***) Ph. C. Jessup, *Transnational Law*, New Haven. Yale. University Press, 1956.

(10) C. Wildred Jenks. *The Proper Law of International Organizations*. Stevens Oceana. London-New York. 1962. 282 p. (voir pp. 256-263).

(11) M.B. Akehurst. *The law governing employment in international organizations*. Cambridge at the University Press. 1967, 294 p. (voir p. 253).

(12) Raymond Aron. *Paix et Guerre entre les Nations*. Paris, Calmann Levy. 1962, 794 p. (voir p. 113).
Sur la page de titre de ce livre, Raymond Aron cite le passage suivant, qui pourrait être médité, de l'Esprit des Lois, de Montesquieu (1, 3) : « Le droit des gens est naturellement fondé sur ce principe : que les diverses nations doivent se faire, dans la paix, le plus de bien, et, dans la guerre, le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs véritables intérêts ».

(13) René Coste. *Morale Internationale*. L'humanité à la recherche de son âme. Bibliothèque de Théologie. Théologie morale. Paris. Tournai. Desclée, 584 p. (voir p. 259).

(14) Marcel Merle. *La Vie Internationale*. Collection U. Série « Société politique ». Paris, Armand Colin, 1963, 303 p. (voir pp. 177-206).

(15) Voir la revue « *Associations Internationales* », février 1972, p. 73.

(16) Robert C. Angell. *Peace on the March*. Transnational Participation. Coll. New Perspectives in Political Science. New-York. Van Nostrand. 205 p.

(17) *Transnational Relations and World Politics*. Robert O. Keohane and J. S. Nye, Jr. Editions, in International Organization. World Peace Foundation. Vol. XXV. Number 3 Summer 1971, pp. 329-758.

(18). *International Regulations of Economie and Social Questions*, by Philip C. Jessup, Adolf Lande, Olivier J. Lissitzyn. International Organization, by Joseph P. Chamberlain. Carnegie Endowment for International Peace, New York. 173 p.

(19) « Distinguons entre universel et international ». Le premier mot est ancien : il désigne ce qui est ou peut être commun à des hommes de tous les pays : une Eglise est universelle; la science est universelle; l'utilisation d'une invention, d'une formule artistique ou littéraire est universelle. Le mot international, au contraire, a été forgé par Jérémie Bentham, en 1780, et accepté en 1877 seulement dans le Dictionnaire de l'Académie française; il désigne une situation ou une action com-

mune, non pas à des hommes de pays différents, mais à des gouvernements ou à des groupements nationaux ».

Dr. René Sand. *Considérations sur le développement des relations internationales* in Bulletin de l'UAI, janvier 1951, p. 4.

(20) Le terme « mondial » est synonyme ordinaire d'international. Mais strictement il conviendrait de qualifier de « mondial » ce qui convient au même titre à toutes les nations, « supernational » ce qui lui est supérieur et « international » ce qui s'applique à deux ou plusieurs nations ». (Paul Otlet. *Les problèmes internationaux et la guerre*. Kungig. Genève; Rousseau, Paris. 1966. p. 155)

(21) G.P. Speeckaert. *L'Organisation internationale et l'Enseignement universitaire in Associations Internationales*, 1959, juillet pp. 499-504.

(22) W.J. Ganshof van der Meersch, *Organisations Européennes*. T.I., Bruxelles, Bruylant. 1966, 580 p. (voir p. 33-34).

(23) Comme le montre l'appui apporté, en 1910, par l'Institut de Droit International et l'International Law Association, au projet de statut juridique des associations internationales préparé par l'Union des Associations Internationales. Le compte rendu de la discussion, en 1923. du projet Politis mentionné au début de cette note, relate l'intervention suivante du Professeur W. Kaufmann, de l'Université de Berlin.

« M. Kaufmann trouve que l'on devrait s'occuper davantage de la question de fond qui intéresse toute la vie internationale; il y a une conception étroite qui ne voit dans le droit international que des solutions intéressant les Etats, et une conception large qui, en conformité avec le développement des faits internationaux et des besoins de l'humanité, des peuples et des individus, estime que le droit international s'occupe non seulement des relations internationales entre les Etats, mais également des relations internationales des individus, des associations. La possibilité d'un statut international des associations internationales lui semble conditionnée par cette conception large.

Il estime, du reste, qu'un certain rapprochement entre ces opinions contraires est possible ».

(24) Donald C. Blaisdell. *Unofficial Groups in International Relations*. Some thoughts on scope and method of study, in *International Associations*, 1959. June. p. 436.

(1) G. P. Speeckaert. *Notion de l'Association Internationale dans son évolution*. Bulletin mensuel de l'Union des Associations Internationales, novembre 1949, pp. 135-139.

(2) *Annuaire de l'Institut de Droit International*. 30e. volume. Session jubilaire de Bruxelles. Août 1923. Louvain, Fonteyn et Paris. Pedone. 1923, pp. 97-172 et 348-381.

(3) Sans traiter ici de la question, qui a toujours préoccupé l'UAI, du statut juridique international des organisations internationales non gouvernementales, citons ici un autre passage du rapport de M. Politis au sujet et en faveur d'un tel statut : « Enfin, dernier et plus grave inconvénient, en se rattachant à un pays déterminé, l'association s'y fait en quelque sorte naturaliser. Elle prend une nationalité. Dès lors, elle perd le caractère international qui la caractérise et bien souvent conditionne son développement, voire son existence ».

(4) André Normandin. *Du statut juridique des associations internationales (thèse)*. Paris. Librairie Général de Droit et de Jurisprudence. 1926, 222 p.

(5) Voir *Bulletin mensuel de l'Union des Associations Internationales*, mai 1949, pp. 72 à 78.

(6) Georges Langrod. *L'évaluation du rôle des organisations internationales non gouvernementales*, in *Associations Internationales*, août 1955, pp. 506-515.

(7) Le professeur Langrod estimait que l'adjectif « intergouvernemental » n'était lui-même pas approprié, parce que les organismes officiels sur le plan international ne sont pas « inter-gouvernementaux », puisque ce sont les Etats qui en font partie, les gouvernements n'étant que des représentants de ces derniers.

(Georges Langrod. *Quelques réflexions sur le secteur privé de la coopération internationale*, in *Associations Internationales*, décembre 1964).

(8) Pitman B. Potter. *Non-Governmental International Organizations viewed by a Political Scientist*, in *International Association*, 1S62. June, p. 403.

(9) *Les Institutions Internationales et Transnationale**. Sous la direction de Fernand



The International Olympic Academy and the XX Olympiad 1972

Sports and games, an important part of recreation, have universal appeal. Helping to spread the message of constructive and creative use of leisure time, international understanding, fair play, and opportunity for all, the Olympic Games perform an important and dramatic role. Held every four years the next summer games, the XX Olympiad, scheduled for Munich, Germany, August 26 to September 10, 1972, promises to be the largest ever. Facilities, arrangements, use of modern technology to report results to the 10,000 participants, 5000 journalists, 150,000 spectators and to the entire world via television, will make this a great spectacular.

The purpose of the IOA is to be the guardian of the Olympic spirit and to spread it to the world of Sport - to explain the rules of the Games, and the statute of the International Olympic Committee - to study problems that are related with competitive sport and the Olympic Games. The work of the Academy is carried forward through lectures by experts from all over the world, by seminars, visitation trips, discussion groups, and by use of the increasingly valuable library. Constant emphasis is placed upon representation of younger persons: their dialogues with the lecturers (professors, trainers, doctors, artists, sportsmen, recreation leaders, Olympic participants, members of the IOC, NOCs, and International Sports Federation (ISF) help to find the best solutions to many problems. These opinions, free from political pressure or other considerations, enable the group to reach reasonable conclusions that are shared with the IOC to help it in its planning. A general theme is followed each year; this year it was « the future prospects of the Olympic Movement and of Athletes

in general ». The important thing in the Olympic Games is not winning but taking part. The essential thing in life is not conquering but fighting well ». And the Olympic motto, « Swifter, higher, stronger », may be achieved, not by sacrificing health and exploiting human personality but by using materials of modern technology and applying improved methods of conditioning and training. When considered in this light the Olympic Games need not deteriorate and die but can continue as a world sports festival of youth dedicated to the improvement of mankind and ever finer human relationships.

Scouting for Refugees (India) January 1972

There are millions of refugees — many of them children — in many countries of the world. Scouting, with its great flexibility, variety of activity, and comparatively low cost, is an ideal programme for the displaced young people in refugee camps. Scout Associations without a refugee problem can assist Associations serving refugees by « linking up » to provide needed resources. « ... The original plan envisaged 50 small centres of 100 children each, but it was impossible to find even half a dozen vacant sites in a camp that has 200,000 people crowded into about one square mile. We were allotted a space on the edge of the camp, a swampy uneven plot about 200 yards square treeless, which was one vast latrine... In order to get soil — or rather sand, for that is what it chiefly is — to clean and level the ground, we widened and deepened ditches running on three sides of our plot. Volunteer teams of Rovers, Scouts, Rangers and Guides helped. We plan to use the central area for a playing field and recreational centre for the whole camp ». « ...Our administrative hut is of bamboo matting walls with a roof of plas-

tic sheeting which was blown away in a recent cyclonic storm. But at least the walls stood. Every one of our big tents and our other lightly constructed guts was blown down ». «...We now have 2,000 children attending morning school regularly, some in tents, some in shelters without walls. UNICEF is cooperating to give them milk and some food at midday, the cooking being done by Guides... We have over 40 teachers training as Cubmasters, all inmates of the camp. Training for Flock Leaders will follow... »

« ... We are the only organisation working in the camps with no transport and we are four miles from the nearest public transport. Various friends are very kind in giving us lifts and helping to transport materials but we should have at least one vehicle of our own... »

(Boy Scouts World Bureau)

The world meteorological organisation

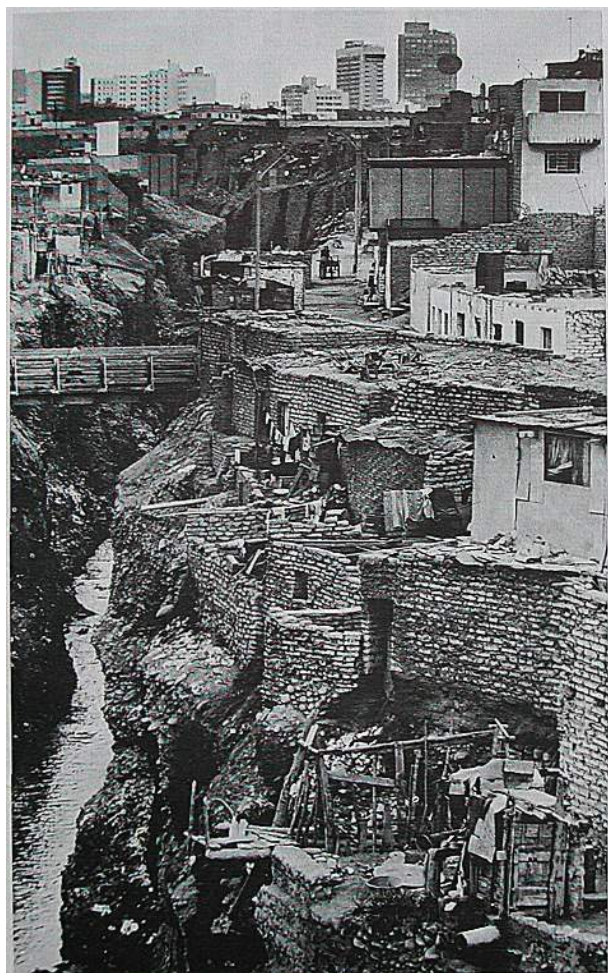
Reports that since 1947 over 720 individual natural disasters have occurred causing the loss of almost one million lives. Some 80... of these deaths have been attributed directly or indirectly to meteorological phenomena. The importance of providing adequate warning systems and reliable early information to mitigate the effects of such disasters has given the WMO a primary responsibility in predisasters planning.

The WMO has coordinated the establishment of communication facilities to enable the transmission of accurate meteorological information and warnings on an international scale. On a national level it is up to the local communication facilities to get the information to the public. In this regard WMO is exploring the possibility of having mobile meteorological stations for use when existing facilities have been destroyed or disrupted by a disaster.

NGO's and the situation of children and adolescents in slums and shanty-towns

Some 50 international non-governmental organisations answered an invitation from UNICEF to discuss a report describing the situation to children and youth in slums and shanty-towns. As the result of the population growth, extensive development of new housing

areas will be required. The study reveals that the greater part of urban growth comes from the natural increase of the population living in towns and cities. Economic projections show that the greater part of this growing population will have to find and build their own shelter because the resources for building low-cost housing simply do not exist or have a very low



priority in development plans.

UNICEF Photo by Don Briggs

Families moving into these areas be-

gin their urban existence at bare subsistence levels, living without fresh water in the midst of refuse, at the mercy of an inadequate job market. Sickness and infant mortality rates are high, and life expectancy is short. The vocational training facilities and the employment situation of the slum adolescents are everywhere very poor.

The types of employment offered outside the protection of the countries' factory legislation are unsatisfactory. The result is that many children, often only 10 years old and even younger, in the cities of developing countries are legally or illegally engaged in some kind of work: craftshops, work in the street, domestic services, sometimes without wages under cover of adoption, guarding cars, begging. Girls in slums are often served more poorly than boys by vocational training and educational schemes.

What can it suggest and offer to governments? Three kinds of measures are presented by UNICEF: preventive strategies, improvement strategies, organisational structures, as well as some guide-lines for UNICEF action.. The report of the NGO Workshop gives some very important views, all reflecting longterm experience as well as the results of constant reassessments of the ethical, economic, social and political demands, and sociological research.

Voluntary agencies have pioneered in health and social services, developing maternal and child Welfare centres, family counselling and services related to planned parenthood. These services need to be expanded with the support of the government or municipality and, where possible, become part of public health policy. They are often the starting point for better community organisation and need to be supplemented by adult education, civic education, consumer education and training of volunteers. The conclusions of the meeting are:

the need of an inventory of:

- a) organisations and agencies working on urban problems, country by country;
- b) types of programmes and methods already applied by voluntary agencies in their activities, including an analysis of a selected number of projects, for reference and use at the national and international levels by all appropriate organisations.

Study should be made of slum areas and shanty-towns where activities carried out by voluntary agencies might be expanded or new activities developed with the support of UNICEF and other agencies. Consultations and cooperation between interested voluntary agencies and governmental agencies were considered as essential. This NGO/UNICEF Workshop should not remain just another « pilot project » at UN Headquarters level. This is the reason why the report of the Workshop ended with the following:

« Consultation between NGOs and UNICEF and other specialised agencies in developing countries should be made a regular feature of UN country programming (or development). The pioneer role of voluntary agencies in developing services and community action in slums and shanty-towns should be recognised and supported by the allocation of grants for well-defined projects aiming at the building up of their local infrastructure ».

(World affairs and YWRA November 1971)

International Baccalaureate Office)

The idea of creating an internationally valid school-leaving qualification, based on a unified programme of studies, grew from the concern of teachers in international and multi-national schools throughout the world for the special problems of their mobile student populations. An organization was set up in 1963 to co-ordinate work for the gradual establishment of such a qualification, and was succeeded in 1967 by the IBO (Int Baccalaureate Office).

Only pupils who are entered by a participating school and who have completed two years preparation for the International Baccalaureate are eligible to sit for the examinations leading to the award of a Diploma.

The examinations comprise six subjects, three of which, at the candidate's choice, are taken at higher level and the other three at subsidiary level. The subjects must include two languages, mathematics, at least one experimental science, and at least one subject drawn from the study of man, which could mean history, geography, philosophy or economics. IBO printed a guide for the syllabus and operation of the International Baccalaureate in 1971-73.

Les conférences Pugwash et le problème démographique mondial

Pugwash est une organisation internationale qui doit son origine au désir de nombreux savants de protéger leurs travaux d'une utilisation à fins guerrières au lieu de servir à la protection de l'humanité. L'organisation doit son nom à une ville du Canada où se tint la première conférence en 1955 et qui est le lieu de naissance du millionnaire américain, Cyrus Eaton, qui finance l'organisme Bertrand Russell et Albert Einstein publièrent un manifeste après la première conférence Pugwash, décrivant les dangers de la course mondiale à l'armement atomique, demandant aux gouvernements de trouver des solutions pacifiques à leurs conflits et suggérant que des savants du monde entier se ras-

semblant pour discuter de la situation politique. En conséquence 19 autres conférences eurent lieu dans différentes parties du monde, et on y discuta des sujets allant des problèmes du désarmement à ceux des pays en voie de développement, de la pollution et de la population. Aux savants atomiques qui auparavant dominaient les premières réunions de Pugwash, se sont joints des biologistes et des sociologues.

Plus de 100 savants provenant de toutes les parties du globe, assistèrent à la XXIème conférence Pugwash, en Roumanie, sur la sécurité mondiale, l'environnement et le développement. Bon nombre d'entre eux physiiciens, de renommée mondiale, ont demandé que des travaux plus radicaux soient consacrés à l'amélioration des méthodes contraceptives, car • le problème démographique mondial est grave. « Il faut intensifier la recherche biologique et médicale sur des méthodes nouvelles de contraception dans les pays développés aussi bien que dans ceux qui le sont moins. Puisque les singes sont les seuls animaux qui conviennent pour ces travaux, il faudrait étudier l'établissement d'un centre international pour leur élevage et pour étudier leur biologie reproductive, au Congo ». H y" aura une réunion spéciale consacrée aux problèmes démographiques lors

Vous cherchez un AUTRE Restaurant?

Ne cherchez plus cet AUTRE — nous l'avons trouvé pour vous.

Sur la Péniche "ILE DE FRANCE" qui vogue, immobile, entre le Pont d'Iéna et la Passerelle Debilly, vous attendent la table réputée du chef REBUCHON (Prix Taittinger 1970), une salle à manger que des buissons de fleurs transforment en un véritable jardin et dont les larges baies, ouvrant sur la Seine, vous livrent le spectacle unique du fleuve et de ses ponts, de la Tour Eiffel, des quais de la rive gauche — décor unique où chaque repas est véritablement l'Aventure qu'il vous tardera de renouveler.



TÉLÉPHONE : PASSY 60.21 ET 22
PARKING SUR LE QUAI — GRATUIT
(DURÉE ILLIMITÉE)

de la prochaine conférence Pugwash qui aura lieu en Angleterre en septembre prochain.

Le rôle du consommateur dans la seconde décennie du plan de développement

L'International Organisation of Consumers Unions (IOCU) a souligné au près de l'ECOSOC la nécessité de définir clairement ses objectifs concernant l'amélioration du niveau de vie, les moyens d'atteindre à ces objectifs et de créer la pression publique nécessaire à leur réalisation. Dans ces trois domaines, le consommateur devrait jouer un rôle important. La représentation des consommateurs à tous les niveaux des projets gouvernementaux et des décisions à prendre est essentielle. Au cours d'un interview, le Professeur Jan Tinbergen, Président du Comité de Planification des Nations-Unies pour la Seconde Décennie de Développement International et l'importance particulière qu'a celui-ci pour les consommateurs dans la Seconde Décennie du Plan de Développement des Nations-Unies. Le Professeur Tinbergen cite trois des principaux objectifs du plan com-

me étant particulièrement intéressants pour le consommateur : la réduction des tarifs douaniers et des contingentements, la réalisation d'une meilleure division du travail dans l'usage des ressources mondiales de production, et une distribution des revenus plus équitable. Il souligne également que l'extrême Inégalité des revenus, au sein des pays en voie de développement d'une part, et entre ceux-ci et les pays industrialisés d'autre part, est un problème plus crucial que jamais, et il donne des exemples pour montrer qu'en certains cas ce fossé s'approfondit de jour en jour. La solution fondamentale, croit-il, serait de développer l'emploi et de créer ainsi des revenus là où il n'en existe pas à présent. L'évolution de l'IOCU et de son rôle auprès des pays en voie de développement date de sa première discussion, approfondie sur la question lors de son troisième Congrès Mondial en 1964. Depuis lors, l'on a constitué un groupe de travail spécial à l'IOCU, et créé une caisse destinée à financer ses activités. La Constitution de l'IOCU a été révisée pour y introduire une nouvelle clause en faveur des consommateurs des pays en voie de développement. De plus, les conférences et les séminaires spéciaux de l'IOCU destinés aux consommateurs

des pays sous-développés ont rencontré un plein succès dans leurs efforts pour promouvoir le consumérisme dans ces régions et ont contribué à la création de groupements régionaux entre les organisations individuelles.

L'Association Internationale du théâtre amateur

XXème anniversaire à Bruxelles, au cours de son Xème Congrès, du 19 au 23 janvier 1972.

C'est à l'initiative de la Fédération Belge des Compagnies Dramatiques de langue française que l'A.I.T.A. fut constituée le 20 janvier 1952 au cours d'une séance solennelle présidée par le Bourgmestre de Bruxelles, Monsieur Lucien Corremans. Vingt-quatre Fédérations de Sociétés d'Amateurs, venues de seize pays participèrent à la fondation.

Monsieur Daniel Servvy, fut élu Secrétaire de l'A.I.T.A. où pendant treize ans il apporta les ressources de sa grande compétence en la matière. Depuis sa fondation l'A.I.T.A. a évolué et de nouvelles structures furent établies en septembre 1969 lors de son IXème Congrès à Monaco. Son siège est à La Haye et c'est Monsieur Peter Schreiber qui en est le Secrétaire Général.

*INTERNATIONAL
CONVENTION
BUREAU Belgium s.a.*

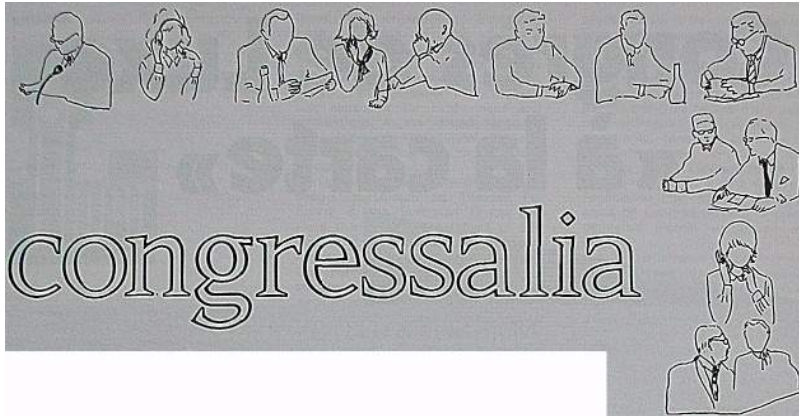


vous décharge complètement des mille problèmes
posés par l'organisation

- d'un congrès
- d'un anniversaire
- d'une inauguration
- de toute action de prestige

Membre fondateur de l'International Association
of Professional Congress Organizers.

1000 Bruxelles - Boulevard de l'Empereur 15
Tél : (02) 11.62.84 - 11.62.48



Tokyo

Le Keio Plaza, l'un des hôtels les plus récents et les plus modernes du Japon, fait désormais partie de la Chaîne Inter-Continental.

Le Keio Plaza Inter-Continental, haut de 43 étages et comportant 1057 chambres, est l'hôtel le plus haut du monde et l'édifice le plus élevé d'Extrême-Orient. Sa construction a nécessité l'investissement de 43.800.000 dollars. On y trouve 10 restaurants, dont trois typiquement japonais et un chinois, 9 bars, 23 salles de banquets, une vaste salle de congrès pouvant assurer une traduction simultanée en six langues, une piscine, un sauna, ainsi que d'autres facilités destinées à la clientèle.

En tant que membre associé, le Keio Plaza bénéficie du service de marketing et de ventes internationales d'Inter-Continental.

H se trouve à Shinjuku, l'un des nouveaux quartiers les plus intéressants de Tokyo.

La 13ème conférence des O.N.G.

Sous la présidence de M. A. Tolen, Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (FUACE), qui a été réélu à la fin de la Conférence, la 13ème Conférence des Organisations non-gouvernementales s'est tenue à l'Unesco du 23 au 29 octobre dernier.

Elle a adopté un nouveau Règlement intérieur, et a préparé la 3ème Conférence mondiale sur la jeunesse, qui doit se tenir en 1974. Elle a également réfléchi sur la participation des O.N.G. à la conférence mondiale des Nations Unies sur l'environnement, et a entendu un remarquable exposé de Mademoiselle J. Hersch sur le racisme dans le monde. Plusieurs colloques seront organisés, notamment dans le domaine de l'éducation des adultes, au cours de l'année 1972.

Pays-Bas

En 1913 déjà, l'organisation des congrès et manifestations annexes, revêtait, aux yeux de nos voisins hollandais, toute son importance, comme le montre cette nouvelle parue dans « La Vie Internationale » Tome IV n° 4 — 1913, sous le titre « Fonctionnarisme International » : * Le Gouvernement hollandais vient de décider de créer un fonctionnaire spécial chargé de s'occuper exclusivement de l'organisation des réceptions officielles, des fêtes et cérémonies protocolaires qui accompagnent les réunions internationales. C'est en raison du nombre toujours grandissant des congrès et conférences, publics ou privés, que le besoin de cette nouvelle fonction s'est fait sentir. Le rôle de ce fonctionnaire sera très délicat et sa tâche d'une incontestable utilité ».

Amsterdam



wered with either 'yes' or 'no' with multiple choice answers.

The reactions of participants will be keyed in on the terminal. The output will indicate how many participants



responded on a specific question series and the percentage of 'yes' quotes for each specific question. For the question series itself and for the 'yes' quotes of three out of the maximum number of questions the characteristics of the participants involved will also be given.

COPS will be used by speakers to gather information on their talks, by the conference management to gather information on the conference itself and for evaluation purposes. In addition COPS may be used by every participant after approval of the conference management.

Grèce

Le Ministère de la Culture et des Sciences de Grèce vient de publier une brochure intitulée : - Grèce pays des Congrès ». Largement illustrée de très belles photos couleurs, cette publication est un guide clair et pratique, fait pour les organisateurs qui ne manqueront pas, en le consultant, d'être tenté de tenir les assises d'un de leur congrès en ce Pays des Dieux.

What is a Conference Opinion Poll System (COPS) ?

The Conference Computer Management '72 will be held in Amsterdam (Netherlands) the 1-4 May 1972. During this congress an opinion poll system will be in operation. This system has been specially developed for this conference and offers a means of gathering information from the conference participants in a measurable form.

With the help of a time-sharing network, from which terminals will be placed in the conference area, it is hoped to achieve a response time of about 10 minutes. To use the system a number of questions has to be formulated (a question series) to be answered.

London



Recently published by the London Convention Bureau, the 7th edition of the Convention Handbook aimed to assist and guide Meeting Planners on all that London has to offer as a convention venue. Included in this publication the classified directory of London's convention and exhibition facilities, services and equipment.

Paris



Le plus grand hôtel de France, 1023 chambres, ouvrira ses portes le 16 avril prochain.
Cet hôtel, le Méridien Paris, a été spécialement équipé pour accueillir les congrès, il comprend entre autre :
1 hall principal et 1 hall d'accueil spécial pour les groupes.
11 ascenseurs.
9 salles pouvant offrir 1200 places pour les réunions (congrès, conférences, séminaires, banquets, cocktails, expositions, etc.) dont 2 salles équipées pour la traduction simultanée.
Une vingtaine de boutiques : (parfumerie - bijouterie - maroquinerie - librairie - journaux - tabacs - photos et caméras - disques - fleuriste - mode et couture, etc.)
Des services annexes pour les voyages d'affaires ou de tourisme : (bureau de change - agences de théâtres et spectacles - agence de tourisme - location de voitures sans chauffeur - bureaux pour hommes d'affaires et services de secrétariat - salons de coiffure - sauna - solarium, etc.)
Terminal privé pour autocars.
Parking de 450 places.

England

The British Tourist Authority in association with British European Airways invited a small group of journalists, businessmen and representatives of

international organizations from Belgium, Denmark, France, Germany and Switzerland to visit Britain from the 7th to the 11th February 1972 to get first hand information on hotel, transport and recreation facilities available, especially for conferences and conventions, in the United Kingdom. The Union of International Associations was among the organizations invited.

During an intensive one-day « workshop » in London on Tuesday February 8, the European Group met more than 30 representatives of British hotel groups, transport services, regional tourist boards and information bureaux at individual interview sessions — in all some 200 interviews were arranged.

The European group travelled by the express « Inter-City » train service to York where another « workshop » was organized on February 9, attended by 25 representatives from North England, Scotland and Wales. During the past five years, the British Tourist Authority has developed the «workshop» approach which enables buyers and sellers of tourist products to meet face to face. These workshops take place not only in the United Kingdom but also in other capital cities of the world.

Discount fares for world Skat congress

The International Air Transport Association (IATA) has announced 75 per cent reductions on all tariffs for its appointed agents and their spouses travelling to the annual Skat world congress in Tel Aviv, in October. Travel agents not holding IATA licences will be permitted 50 per cent reductions to and from the congress.

(Does this measure signify a thaw in the attitude of the IATA vis à vis the special rates required for congress participants, such have already been put into effect by the Atlantic Steamship Conference and the International Railway Union ?)

Technologie des Congrès

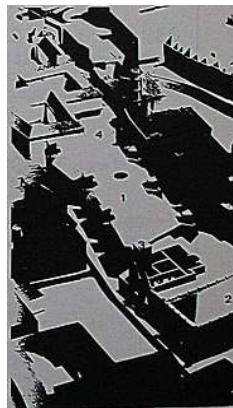
Le Groupe international d'Etudes sur la Technologie des Congrès (Arbeitsgruppe Konferenztechnik), crée lors du 5e congrès international sur l'organisation des congrès, (Barcelone, mai 1970), a tenu sa troisième réunion à la Kongresshalle de Berlin, du 29 au 31 mars 1971. Si nous relevons le fait un an plus tard, c'est que le compte-rendu de cette réunion vient de paraître (en allemand, l'édition française devant suivre), donnant 28 pages de

procès-verbal d'un débat technique bien garni et complété par 20 pages de documents annexes.

L'importance de ce texte explique le délai regrettable de sa parution. En effet, le Groupe fonctionne uniquement par les quelques heures d'une activité professionnelle très sollicitée que peuvent lui consacrer ses 60 correspondants actuels, dont 37 se retrouvaient à Berlin. Espérons qu'un cadre plus formel — on a déjà évoqué une Association Internationale des Techniciens de Congrès (AITEC), à créer — permettra bientôt un travail mieux rythmé.

Les 37 participants de Berlin venaient de 8 pays européens. Si la statistique pour une telle population est évidemment assez aléatoire, notons tout de même 4 représentants d'organisations internationales, 15 représentants de municipalités ou de centres de congrès, et 13 représentants de l'industrie électronique.

L'ordre du jour à Berlin comprenait l'examen assez détaillé des projets du nouveau Kongresszentrum que la ville de Berlin va construire, puis la reprise du débat sur un projet de modèle de cahier de charges pour matériel d'interprétation simultanée. D'autres matériels ont également été évoqués, et M. Sotscheck, du Fernmeldetechnisches Zentralamt, a présenté les bases de la conception d'une cabine de speaker des services parlés du téléphone, à retenir également pour les cabines d'interprètes. Le compte-rendu donne en outre sur deux pages le



Maquette du projet de Centre de Congrès qui sera érigé à Cologne (République Fédérale d'Allemagne). Ce centre de congrès (1), (era la jonction entre l'Hôtel de Ville (4) et la salle des fêtes (2) de la ville, qui formeront ainsi tout un ensemble.

catalogue des problèmes techniques que les membres désirent étudier par la suite, La date d'une nouvelle réunion n'a pas été fixée, mais elle ne devrait pas trop tarder. Les intéressés peuvent s'adresser à M. Horst Fr. Schmidt, bureau 1-103, 200 rue de la Loi, B-1040 Bruxelles.

Documents de Congrès

Quelques écueils à éviter... Il est étonnant de constater les lacunes importantes que peuvent présenter certains documents de congrès. Nous avons sous les yeux deux programmes préliminaires reçus ces jours derniers; le premier de ces programmes se présente sous forme d'une brochure très soignée, belle qualité de papier, impression en 2 couleurs, nombreuses illustrations en noir et blanc, 3 sections complètes d'une vingtaine de pages chacune — en 3 lan-

gues, reprenant les listes des divers comités organisateurs et de patronage, le timing du congrès, le programme social, une série d'informations générales, la description touristique et historique du lieu du congrès et de ses environs, un choix de voyages post-congrès, etc. Mais... pas un mot sur le thème du congrès et ses buts, sa structure, l'organisation des séances et/ou débats, l'existence éventuelle de rapports... Le second programme se présente quant à lui sous forme d'un dépliant en papier glacé, 3 couleurs, graphisme et mise en page très «désigner», informations détaillées sur le congrès, ses buts, méthodes de travail, programme social, formulaires d'inscriptions patronnant et organisant le congrès. Mais... partout où il en est question, le nom de ces organisations ne figure que sous forme d'initiales qui ne per-

mettent que de vagues suppositions quant aux noms exacts de ces dernières...

Conscients de ces problèmes et en vue d'aider les organisateurs de réunions la Fédération Internationale de Documentation et l'Union des Associations Internationales, ont mis sur pied en 1970, un groupe de travail ayant pour but la mise au point d'informations et d'instructions relatives aux documents édités et rédigés — avant — pendant — après les congrès. Ce groupe de travail a réuni des représentants des divers secteurs concernés par l'organisation de réunions. Le résultat de ces travaux fera l'objet d'une publication intitulée : « Guide Pratique pour la Préparation et la Présentation des Documents de Réunions Internationales », Ce guide sortira de presse dans le courant de l'année dans la collection « La Science des Congrès Internationaux »,



At the last General Assembly of ICCA one of the Founder Members of IAPCO was asked to present a paper on the relationship between travel agents and the professional congress organisers.

Mrs. Pannell, Managing Director of Conference Services Ltd., in her paper, drew attention to the need for co-operation and not competition between the travel agents and the conference organisers, since she said they performed a different function. She outlined the detailed administrative and co-ordination work required of the Professional Conference Organiser, for which he obviously received a fee from his client, and suggested that the travel agent would not want to get involved in that kind of detail and certainly not for nothing.

Mrs. Pannell advocated the acceptance of the principle of the use of experts for any function, be it travel, organisation or presentation, and suggested that a closer working partnership between all these experts would result in much better conferences and therefore would be to the benefit of the clients. She said « our services are complementary, one to the other and our clients, yours and mine would be better served if we joined forces and offered them the expertise we both have to offer ». Mrs. Pannell felt that the suspicion, mistrust and competition which existed between the travel agent and the professional congress organiser could be cleared away by a better understanding of each other's role in the conference market.

Exchange of Information

One of the main purpose of IAPCO is an exchange of information between its members and this exchange of information on conferences organised has already taken place between members of IAPCO. The Landscape Gardeners went from London on to Brussels and the International Homehelp Services which met in Brussels are now coming to London. This kind of exchange can only be of benefit, not only to our members but also to our clients, since it ensures a consistency in quality of service in which ever country they happen to hold their meetings, where there are IAPCO members. Indeed co-operation is also developing between members and many joint schemes are under discussion.

The last Seminar for IAPCO members and their staff was held in Stockholm in March 1972. The subjects for the Seminar was the uniformity of printed forms and fees and the relationship with the travel trade and the hotel industry. Members of IAPCO are finding these seminars of great value in their everyday work and the opportunity of discussing the relationship with the travel and the hotel industry should create a better understanding of their respective roles in this industry and would therefore result in closer co-operation rather than increased competition.

Consultancy

With the increasing number of purpose built conference hotels and conference centres now being planned or actually under construction throughout the world, it is hoped that IAPCO members will be called upon to play their part in advising the architects and designers of these centres on the proper requirements and facilities that should be included. Property developers have shown a singular lack so far in using the expertise of members of IAPCO to assist them in the design and construction of these centres which represent vast capital expenditures. Now that the information is available to them, that IAPCO members offer a service of this type. It is to be hoped that more and more people will take advantage of it.

* * *

CONGRESS STATISTICS
The 12th Pacific Science Congress

Registered participants	
Members	907
Associates	77
Students	69
	1.053
Total papers presented	395
Country	No. of Participants
Argentina	2
Australia (includes 14 from Papua and New Guinea)	533
Belgium	1
Brazil	2
Brunei	2
Canada	19
Dahomey	1
Denmark	1
El Salvador	1
Fiji	9
France	13
French Polynesia	3
Germany	1
Guam	4
Hawaii	24
Hong Kong	4
India	2
Indonesia	24
Israel	1
Italy	6
Japan	45
Malaysia	14
Mauritius	1
Mexico	3
Netherlands	3
New Caledonia	16
New Hebrides	2
New Zealand	24
Norway	1
Philippines	22
Portugal	1
Republic of China	9
Republic of Korea	22
Singapore	5
Solomon Islands	4
Sweden	2
Switzerland	3
Thailand	9
Trust Territory of the Pacific Islands (Micronesia)	2
Turkey	1
U.S.S.R.	37
United Kingdom	18
United States of America	71
Viet-Nam	4
	972

VOTRE CONGRES ENSOLEILLE A CANNES...

LA BEAUTE DE LA COTE D'AZUR ET SON CLIMAT

2.000 Chambres autour du Palais de
vals et des Congrès, dans un
de 400 mètres.
+ 3.526 Chambres dans Cannes même
environs immédiats
5.526 Chambres au total, à votre dis-
tion, à des tarifs congrès Spé-

CANNES... c'est aussi ;

— UNE VRAIE DETENTE...

Quatre Golfs à 18 trous - Polo - Tennis - Y
- Piscines - Courses Hippiques - Sports
à 1 heure de la plage - Casinos, Théâtres
tacles...

— Sur la plage de la Croisette, en plein c
la Ville,

LE PALAIS DES FESTIVALS ET
CONGRES : 5.000 m² de salles de confé
auditorium de 1.500 places - studios
télévision - tous équipements audio-vis
d'interprétation simultanée.

LE BON GOUT
et L'ELEGANCE FRANCAISE dans le
et une boutiques de Cannes.

AEROPORT INTERNATIONAL à
nutes et, sur place, l'aérodrome de tour
plus moderne d'Europe.

Renseignements :
SERVICES DU TOURISME
Palais des Festivals et des Congrès
F. - 06 CANNES
Téléphone : (93) 99.11.11
Télex : 47.795 F.

Les vols d'Apollo auront apporté de très précieux renseignements aux hommes de Science dans les disciplines les plus diverses : médecine, astronautique, géologie, astronomie, physique, psychologie, etc. S'il est un domaine auquel personne n'avait songé et certes pas les interprètes eux-mêmes — c'est bien celui de l'interprétation simultanée. Or, l'interprétation des communications entre la Terre et la Lune nous a apporté la confirmation de questions que l'on se posait dans notre profession, et dont certaines étaient fort controversées.

Faisons-nous mieux comprendre et précisons qu'il s'agit principalement de deux aspects de la théorie de l'interprétariat : d'une part du problème posé par la dissociation entre l'absorption et l'intelligence du texte à interpréter, et l'expression vocale du message traduit, et, d'autre part, de la langue vers laquelle on interprète le mieux = est-ce la langue maternelle ou est-ce une excellente langue active non maternelle ? Si l'on formule la question autrement, demandons-nous si ce doit être une langue active qu'on a parlée depuis toujours dans sa famille, à l'école, à l'université que l'on dira « maternelle » ou bien celle que l'on parle dans la vie quotidienne au moment même et dans le pays même où se déroule la prestation, lorsque ce ne sont pas les mêmes. Depuis toujours les interprètes de conférence de l'Ecole dite occidentale à laquelle appartient l'auteur — défendaient contre vents et marées, la thèse selon laquelle on doit de préférence interpréter vers sa langue maternelle. Cette affirmation provenait de deux sources ; nous reprenions à notre compte, une thèse défendue et appliquée par les Services d'Interprétation de l'O.N.U. et des organisations de sa famille, depuis vingt-cinq ans ; l'autre source était l'expérience acquise

au cours de nombreuses conférences dans lesquelles si les conditions techniques d'audition n'étaient pas toujours parfaites, elles étaient du moins améliorables. Or, depuis environ six à sept ans, les pédagogues de l'Ecole Moscovite, principalement, affirmaient le contraire et les interprètes de l'Université Lomonossov tant enseignants qu'ex-enseignés, estimaient qu'on interprète mieux à partir de sa langue maternelle.

Il y avait à l'appui de l'une et de l'autre thèse, des arguments tout à fait valables. Nous pensions qu'on doit interpréter vers sa langue maternelle parce qu'on s'exprime, sans accent, vers une langue dont le vocabulaire est plus vaste, dont le maniement syntaxique est plus aisé, et qui sera, par conséquent, plus élégante et plus complète. A quoi certains — dont les partisans de la thèse de l'Université Lomonossov rétorquaient que cela était certes vrai pour des textes à terminologie séculière et quotidienne, des textes très généraux comme le sont les discours politiques ou administratifs généraux de terminologie « parlementaire » qui constituèrent longtemps l'essentiel des textes interprétés à l'O.N.U. ; que là, il était indispensable que l'interprétation entendue fut élégante, châtiée, voire lyrique, et riche en citations littéraires. Pour parler plus crûment, le discours prononcé à traduire, pouvait n'être qu'entendu et qu'il n'était pas toujours indispensable de réécouter ; qu'on pouvait se permettre de reconstituer une période à partir d'un mot vraiment perçu sur les quatre ou cinq du contexte, et que la thèse défendue par les Onusiens n'était défendable que pour les seuls textes généraux, politiques ou parlementaires, et certes pas pour les textes scientifiques ou techniques. Là, affirmait-on on ne saurait se contenter d'une audition décontractée du contexte — à moins d'appartenir soi-

même à la discipline technique ou scientifique pour laquelle on est en train d'interpréter, et être soi-même ingénieur des mines, physicien nucléaire ou gynécologue, qu'il faut écouter chaque mot attentivement ; l'imprécision, voire l'absence d'un seul terme risquant de transformer la phrase en un non-sens. Or, comme ni l'oreille humaine, ni, à fortiori, l'écouteur de l'interprète ne transmettent jamais un son totalement pur, il faut savoir « reconnaître » tous les phonèmes ; il faut donc qu'ils soient exprimés dans une langue dans laquelle on baigne en permanence et pour laquelle on peut « rétablir » en une fraction de seconde, le son authentique. Cette langue, disent-ils, est la langue maternelle.

Voici donc une controverse qui durait depuis de nombreuses années. Or, que s'est-il passé, lors de l'interprétation des communications en provenance d'Aquarius, d'Antares, ou des Lems lunaires ? Certes, le son entendu par les interprètes dans leurs écouteurs, au studio de l'O.R.T.F. était-il meilleur que celui qu'entendaient — quand on le leur retransmettait — les téléspectateurs à l'écoute de Houston. Il n'en reste pas moins vrai qu'il était parfois parasité, déformé, voire même distordu. Or, même pour des phrases parfois très courantes, l'auteur avait du mal à reconnaître les phonèmes. Si l'on peut toujours améliorer les conditions techniques d'audition dans une salle de conférence, dire que l'orateur ne parle pas dans le micro, que l'on a mal entendu, en raison d'une chute de potentiomètre, qu'il faut corriger tel ou tel défaut, ce n'est, bien sûr, plus possible dans des communications Terre-Lune, et les rares défaillances dans la qualité du son sont — on en conviendra — bien excusables.

Nous nous sommes donc aperçus que

la langue entendue devait être cette langue dans laquelle on « baigne » quotidiennement, avec laquelle on est tellement familiarisé dans tous ses sons qu'on « reconnaît » rapidement et qu'on « rétablit » aisément. N'est-il pas vrai que l'interprète de langue maternelle anglaise ou une personne qui vit en Angleterre, ou encore une personne avec un A en Anglais comprend mieux les Nigériens, les Chinois ou les Pakistanais anglophones que d'excellents interprètes qui ont un B ou un C en Anglais, ou qui vivent en France ou en Allemagne. De même l'interprète qui a un A en Français, ou qui vit en France en permanence et depuis longtemps comprendra mieux un Sénégalais, un Portugais ou un Vietnamien parlant français, que son homologue qui a un B ou un C en Français. Et pourtant, c'était à ce dernier que selon la thèse des Onusiens, on demandait d'interpréter l'orateur sénégalais ou vietnamien. Tout cela étant, néanmoins, vague, variable en fonction des circonstances, et pour tout dire, controversé. Les communications Terre-Lune ont apporté une confirmation. Nous pensons sincèrement que, dès lors que l'interprète possède parfaitement une langue non maternelle, sans commettre la moindre faute de grammaire, avec une prononciation correcte, qu'il est parfaitement familiarisé dans les deux langues, avec le vocabulaire technique qu'il aura étudié et appris soigneusement, il travaillera mieux à partir de sa langue maternelle ou séculière reconnaissant mieux les mots et les phonèmes aussi déformés soient-ils, et sachant travailler vers sa meilleure langue active, par sa connaissance parfaite de la grammaire du vocabulaire Technique et de la terminologie courante et quotidienne.

H semble donc que sur cette première question — celle de la langue vers

laquelle on doit interpréter, l'interprète qui possède deux ou plusieurs langues actives, dont l'une est maternelle et profondément et indélébilement imprégnée dans son oreille, travaillera à partir de cette dernière. Chaque fois que le son est très pur, ou quand il s'agit d'une conférence à terminologie générale et quotidienne (en fait pour tout ce qui n'est ni scientifique — excepté les sciences humaines — ni hautement technique) on travaillera vers sa langue maternelle. Chaque fois que le son est médiocre, que les phonèmes sont distordus ou méconnaissables ou qu'on a affaire à une conférence hautement scientifique, technique et spécialisée, on aura intérêt à travailler à partir de la langue maternelle; à condition — répétons qu'il s'agit d'une condition sine

L'INTERPRETATION

qua non — que l'autre langue active soit irréprochable.

L'autre domaine dans lequel, les retombées d'Apollo XIV auront été riches d'enseignements pour l'interprétation simultanée — c'est celui de la dissociation entre l'absorption du message émis à traduire d'une part et l'expression vocale du message traduit d'autre part..

Une anecdote courait depuis des années dans notre profession. Celle d'une conférence médicale extraordinairement difficile, et, dans laquelle deux confrères travaillaient en équipe comme d'usage en cabine. Soudain la porte s'ouvrit avec fracas, l'un des congressistes fit irruption dans la cabine, se mit à fouiller, bruyamment, dans la pile de papiers pour retrouver son document qu'il voulait récupérer, sans se soucier le moins du monde de l'intense effort d'attention et d'expression que fournissait notre collègue en

train d'interpréter. Ayant récupéré son papier, non content du dérangement déjà occasionné, l'intrus demanda alors, à haute et intelligible voix — alors que l'interprète était toujours en train de travailler — : « mais pourquoi êtes-vous deux ? Définitivement réduit à quia, l'interprète coupa le micro et se retournant vers l'importun questionneur lui répondit : « Pour une raison bien simple l'un écoute et l'autre parle ». — « Ah oui, je vois » répondit le congressiste qui s'en retourna alors, tout méditatif et, nul doute, sans avoir rien vu. Lors de l'interprétation des communications en provenance de la Lune, on s'aperçut que l'interprète voisin, au repos, entendait parfois davantage, ou mieux, que celui qui était en train de parler. Cela peut ressembler à une évidence pour le profane de l'extérieur, puisque — lorsqu'on parle soi-même, on entend théoriquement moins bien. — Or, ce n'est pas du tout le cas pour l'interprète professionnel qui a su, depuis longtemps, résoudre ce problème et surmonter cette difficulté. — Mais, ici, était-ce la tension provoquée par une prestation, somme toute, inhabituelle ? Était-ce l'exceptionnelle déformation du son, les sautes de volume ? Toujours est-il que nous avions l'impression d'être ramenés au temps de l'apprentissage de l'interprète, à son premier mois de formation; mais ce phénomène ne se produisait pas tout le temps, bien entendu, car ce n'était plus été de l'interprétation simultanée, mais de la consécutive télépathique à deux temps. Seuls, des interprètes accoutumés à travailler en simultané et en équipe auront su saisir dans la fraction de seconde, une mimique expressive, une note rapidement et il lisiblement griffonnée, un signe gestuel et cabalistique et l'ayant assimilé, comme ils l'auraient fait d'une phrase ou d'un message à traduire, ils vont l'exprimer vocalement. Si bien qu'on aura pu observer qu'il faut deux interprètes afin « que l'un écoute et que l'autre parle ». Voilà donc comment grâce aux explorations lunaires, une phrase qui avait pu, jusqu'alors, sembler être une boutade d'une logique quasiment insensée, est devenue une réalité sérieuse et indiscutable. Et, dès lors, on peut se demander si une autre des retombées d'Apollo XIV qui a beaucoup moins de rapports avec la science, mais intéresse davantage la philosophie et le raisonnement humain, n'est pas de convertir un absurde illogisme d'hier en une norme banale et rationnelle pour demain.

(*) Interprète de conférence, chargé de Cours de Techniques d'Interprétation à l'ISIT (Institut Supérieur d'Interpréariat et de Traduction) et à l'EIT (Ecole d'Interprètes et de Traducteurs des HEC).

New International Meetings Announced

Information listed in this section supplements details in the Annual International Congress Calendar published in December 1971.

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent les suppléments au Calendrier Annuel des Congrès Internationaux publié en décembre 1971.

1972 Spring
ILTAM Corporation for Planning and Research Ltd. Afro-Asian top management seminar on informatics.
18 Keren Hayesod St., P O Box 7170, Jerusalem, Israel.

1972 Apr 10-12 Santa Barbara (Calif, USA)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int symposium on acoustical holography.
Glen Wade, University of California, Dept of EE, Santa Barbara, California 93106, USA.

1972 Apr 10-12 Vienna (Austria)
United Nations Industrial Development Organization. 12th seminar. (YB n° 3386)
Felderhaus, Rathausplatz 2, P O Box 707, 1010 Vienna, Austria.

1972 Apr 10-16 Bossey (Switzerland)
World Council of Churches. Ecumenical Institute. Consultation on capacity for change. (YB n° 3501)
750 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1973 Apr 11-13 Maastricht (Netherlands)
Int congress on urban renewal.
Public Works Dept, Stadhuisstraat 5, Maastricht, Netherlands.

1972 Apr 11-17 Yaounde (Cameroun)
Association of Medical Schools in Africa. Conference.
Prof Ali Khogati, P O Box 102, Khartoum, Sudan.

1972 Apr 12-14 London (UK)
Federation of European Aerosol Association. Technical Commission. Meeting. (YB n° 934)
Waisenhausstrasse 2, 8001 Zurich, Switzerland.

1972 Apr 13 Santiago (Chile)
United Nations Conference on Trade and Development. 3rd session. (YB n° 3381)
Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland.

1972 Aug 14-18 Turku (Finland)
3rd European symposium on connective tissue research.
Dr J Rantanen, Dept of Medical Chemistry, Univ of Turku, Kiinamyllynkatu, Turku 52, Finland.

1972 Apr 17-20 London (UK)
Institution of Mining and Metallurgy. 4th int exploration geochemical symposium. (YB n° 276)
44 Portland Place, London WIN 4BR, UK.

1972 Apr 17-22 Montpellier (France)
Int Commission for Bee Botany. Symposium : Abeilles, plantes mellifères et leur pollen dans le bassin Méditerranéen. (YB n° 1522)
J Louveaux, INRA, 91 Bures-sur-Yvette, France.

1972 Apr 18 London (UK)
Society for Radiological Protection. Meeting on new concepts in radiological protection.
Prof J H Martin, Dept of Medical Biophysics, The University Dundee DDI 4HN, UK.

1972 Apr 19-21 Srinagar (India)
Universal Federation of Travel Agent's Associations. Board meeting. (YB n° 3404)
30 avenue Marnix, 1050 Bruxelles, Belgium.

1972 Apr 19-21 Universal City (Cal. USA)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int symposium on circuit theory. P : 300.
G C Temes, Univ of Calif, Dept of Elec. Sci. and Engrg., Los Angeles, California 90024, USA.

1972 Apr 19-23 Rome (Italy)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur invitation) : L'étude des cryptoportiques dans l'architecture romaine.
M R Martin, Directeur du Service d'Architecture Antique, Centre National de la Recherche Scientifique, 15 Quai Anatole France, 75 Paris 7e, France.

1972 Apr 20-21 Oakland (USA)
Int Cargo Handling Coordination Association. Technical conference. (YB n° 1444)
ICHCA US National Section, P O Box 226, La Jolla, California 92037, USA.

1972 Apr 21 Brussels (Belgium)
Les Amis de la Fondation de Linguistique Appliquée. Forum : La pratique des langues vivantes dans l'entreprise, les administrations publiques et les organisations int.
E van de Winkel, Chambre de Commerce de Bruxelles, rue de Trèves 112, 1040 Bruxelles, Belgium. -

1972 Apr 24-25 Paris (France)
Int Vine and Wine Office, Sub Committee on Standardisation of Methods of Wine Analysis. 13th session. (YB n° 2803)
11 rue Roquépine, 75 Paris 8e, France. '

1972 Apr 24-28 Bossey (Switzerland)
Churches Committee on Migrant Workers in Western Europe. 15th meeting. (YB n° 276)
150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1972 Apr 24-28 Buenos Aires (Argentina)
Ibero-American Social Security Organization. 5th congress. (YB n° 1017)
Ministerio de Bienestar Social, Subsecretaria de Seguridad Social, Defensa, 120, 5° piso, Of 5.030, Buenos Aires, Argentina.

FRANCE

megève

l'ensoleillée



— Salle de Congrès de 1200 places, plus 2 salles de commissions indépendantes de 120 et 80 places
— Traduction simultanée en 6 langues
— Cabine de projection
— Salon - Bar

Cet ensemble est situé dans le complexe du Palais des Sports avec 2 piscines, patinoire olympique, piste de curling, courts de tennis, terrains de jeux...

megève c'est tout dire :

en hiver, tout le ski depuis le débutant jusqu'à la célèbre piste internationale de descente E. ALLAIS, le soleil qui brille sur les pistes de jour et dans les night's clubs la nuit, le patinage, les piscines tropicales au milieu des neiges, les promenades romantiques en traîneaux, la gastronomie de ses restaurants, l'hospitalité de son hôtellerie, son casino, ses cinémas et la paix merveilleuse d'une montagne aimable.

et en été, tous les sports et la détente à la montagne, promenades, escalade, golf 18 trous, équitation, Ball Trap, pêche, excursions...

Pour tous renseignements :
**OFFICE DU TOURISME
MEGEVE 74 (France)**
Tél. (50)21.27.28
Télex. 34188
ouvert toute l'année.

- 1972 Apr 24-28 Quito (Ecuador)
Inter-American Bar Association. 17th conference. P : 400-500
(YB n°1050)
Suite 315, 1730 K Street NW, Washington DC 20006, USA.
- 1972 Apr 24-May 4 Nicosia (Cyprus)
FAO. Near East Commission on Agriculture Statistics. 6th session
(YB n°971)
FAO, Conference Programming Section, Viale delle Terme di Caracalla, Rome, Italy.
- 1972 Apr 25-28 Prague (Czechoslovakia)
World Federation of Trade Unions. Conférence syndicale mondiale des femmes travailleuses.
(YB n°3537)
Namesti Curievych 1, Prague 1, Czechoslovakia.
- 1972 Apr 28 Liège (Belgium)
European Thanatological Association. Board meeting.
(YB n°875)
F J Raulier, chaussée d'Alsemberg 19, 1060 Brussels, Belgium.
- 1972 Apr 28-29 Jersey (Channel Islands)
Int Union for Conservation of Nature and Natural Resources, Survival Service Commission. Meeting.
(YB n°2654)
1110 Merges, Switzerland.
- 1972 Aug 29-30 Barcelona (Spain)
Int Union of Drivers of Long-Distance Lorries and Similar Vehicles. General assembly, congress.
(YB n°2713)
M Ferez Mur, 22 rue de Charenton, 94 Allortville, France.
- 1972 Apr 30-May 2 Liege (Belgium)
Fédération Int des Associations de thanatopraxie. 2e convention and Board meeting.
c/o Mr Coltaer, rue de la Colline 205, 4100 Seraing, Belgium.
- 1972 May 1-4 Amsterdam (Netherlands)
Int Federation for Information Processing. Administrative Data Processing Group / Int Computation Centre-Intergovernmental Bureau for Informatics /Netherlands IAG. Int conférence on computer management. (YB n°1828/1645)
IFIP-Administrative Data Processing Group, 6 Stadhouderskade, Amsterdam 1030, Netherlands.
- 1972 May 1-5 Geneva (Switzerland)
World Council of Churches. Week of meetings.
150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.
- 1972 May 1-6 Cairo (UAR)
Unesco. Meeting : Problèmes de l'édition dans les pays arabes.
Place de Fontenoy, 75 Paris 7e, France.
- 1972 May 2 Tarragona (Spain)
Int Federation of Master Craftsmen / Int Federation of Small and Medium-Sized Industrial Enterprises/Int Federation of Small and Medium-Sized Commercial Enterprises/Union of Master-Craftsmen of the EEC. Meeting of the Executive.
(YB n°1952/1269/3358)
UIAPME, 98 rue de Saint-Jean, 1211 Geneva 11, Switzerland.
- 1972 May 3-4 Tarragona (Spain)
Int. Association of Crafts and Small and Medium-Sized Enterprises. Spring session including general assembly. P : 70-100.
(YB n°1269)
IACME, 98. rue de Saint-Jean, CH-1211 Geneva II.
- 1972 May 3-5 Ath (Belgium)
European Confederation of Agriculture. 19th meeting of the working group - Rural youth ». (YB n°686)
Case Postale 87, 5200 Broug, Switzerland.
- 1972 May 3-5 Paris (France)
10e colloque int sur la pollution atmosphérique: Pollution atmosphérique, physique des aérosols, prévention de la pollution.
M Benarie, Institut de la Recherche de Chimie appliquée, BPI. 91 Vert le Petit, France.

1972 May 3-30 **Geneva (Switzerland)**
 Int Committee of the Red Cross. Conférence : La réaffirmation et le développement du droit int humanitaire applicable dans les conflits armés (2de partie). (YB n° 1623)
 7 avenue de la Paix, 1211 Geneva 1, Switzerland.

1972 May 6-7 **Hastings (UK)**
 The Vegetarian Society. Meeting.
 Parkdale, Dunham Road. Altrincham, Cheshire, UK.

1972 May 6-7 **Paris (France)**
 Int Catholic Press Union. Council meeting.
 43 rue Saint-Augustin, 75 Paris 2e, France. (YB n°1458)

1972 May 6-11 **Washington (USA)**
 American Ceramic Society. Annual meeting, 3rd annual program on cements.
 American Ceramic Society, 4055 North High Street, Columbus, Ohio 43214, USA.

1972 May 7-8 **Amsterdam (Netherlands)**
 Int Association for Bridge and Structural Engineering. Permanent Committee meeting. (YB n°1177)
 AIPC, Secrétariat Général, Ecole Polytechnique Fédérale, Zurich 8006, Switzerland.

1972 May 7-10 **Geneva (Switzerland)**
 World Council of Churches. Education Renewal Fund Committee. Meeting. (YB n°3501)
 150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1972 May 7-12 **Panama City (Panama)**
 Confederation of Tourist Organizations of Latin America. 15th annual congress. P : 1000. Ex. (YB n°396)
 640 Viamonte, Buenos Aires, Argentina.

1972 May 8-10 **Madrid (Spain)**
 World Psychiatric Association. Symposium : Aspects of depression. (YB n°3577)
 Dr Juan-Manuel Munoz, Madrazo 88,5°, la Barcelon a 6, Spain.

1972 May 8-10 **Washington (USA)**
 American Society for Quality Control. Int Academy for Quality. Technical conference : The consumer- an int quality concern.
 Miss Dartene C Schmidt, American Society for Quality Control, 161 West Wisconsin Avenue, Milwaukee, Wisconsin 53203, USA.

1972 May 8-11 **Paris (France)**
 Int Catholic Child Bureau, Pre-School Education Commission. Conférence int sur les problèmes contemporains de l'éducation préscolaire. (YB n° 1451)
 65 rue de Lausanne, 1202 Geneva, Switzerland.

1972 May 8-13 **Rome (Italy)**
 FAO, Committee on Forestry. 1st session. P : 80. (YB n°971)
 FAO, Conference Programming Section, Viale delle Terme di Caracalla, Rome, Italy.

1972 May 8-15 **Bossey (Switzerland)**
 World Council of Churches. Ecumenical Institute. Consultation on institutions and change. (YB n°3501)
 150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1972 May 9 **Ghent (Belgium)**
 European and Mediterranean Plant Protection Organisation. 24th symposium : Crop protection, chemical, and the environment. (YB n° 544)
 EPPO, 1 rue le Nôtre, 75-Paris, France.

1972 May 9-19 **Montreal (Canada)**
 Int Civil Aviation Organization, Sonic Boom Committee. 1st meeting. (YB n°1505)
 ICAO, Int Aviation Building, 1080 University Street, Montreal (101), Que, Canada.

INNSBRUCK

Your next congress in vacation land Tyrol!

Towards the end of October 1973 the new

CONGRESS CENTRE

will be inaugurated, providing you with all the facilities required to ensure the smooth functioning of your Congress.

MAIN HALL (multipurpose)

Congress seating capacity : 1280 (250 to 600 at tables)
 Concert seating capacity : 1500 ; excellent acoustics, air conditioning.

DOGANA HALL : exhibition hall 30 by 90 m equipped with all technical facilities, or congress hall, 1800 sq m with a seating capacity of 1200 (800 at tables)

Located next to the Imperial Palace (Hofburg), Dogana Hall has a 400-year tradition.

SMALL CONFERENCE ROOM : seating capacity of 240, adjustable into three sections.

SEVEN MEETING ROOMS for 30-120 participants.

Glassed-in foyer with an excellent view of the northern mountain range ; restaurant.

Six congress offices	Facilities for radio and television transmission
Press room	
Production room	
Artists' room	Simultaneous translation facilities (five languages)
Properties room	
Interpreters' room	Projectors for films and slides
First aid room	
Post office	Calling system
Underground parking facilities	Excellent traffic connections
Congress bus	

We shall be happy to assist you in organizing and carrying through your congress. Please contact us, or, better still, visit us here in Innsbruck, the university city with a centuries-old tradition, site of the 1964 Olympic Winter Games, and favourably located for pre- and post-congress trips to places of historic and cultural interest.

Once in Innsbruck, haste is forgotten. Come see for yourself. Select Innsbruck, seat of the regional government of west Austria, as the site of your next congress or exhibition. Here you can combine

CONGRESS WORK WITH HOLIDAY PLEASURES

CONGRESS CENTRE INNSBRUCK-TYROL

Kongreßhaus-Betriebsgesellschaft m. b. H.
 A-6020 Innsbruck, Salurner Straße 11 / VI.
 Telephone (0 52 22) 29 4 26. Telex : 05-3423.

For many years now Kurhaus Igls near Innsbruck, with its excellent health resort facilities, has been a favourite congress site, accommodating meetings of up to 350 persons.

- 1972 May 10-11 Paris (France)
Int Catholic Child Bureau, Children's Press and Literature Commission. Colloque int : la formation du sens critique dans et par la littérature et la presse enfantine. (YB n° 1451)
65 rue de Lausanne, Geneva, Switzerland.
- 1972 May 10-13 Brussels (Belgium)
European Society for Opinion and Marketing Research. 19th seminar on segmentation and typology : techniques and applications to marketing problems. (YB n° 853)
ESOMAR, Raadhuisstraat 15, Amsterdam, Netherlands.
- 1972 May 10-13 Madrid (Spain)
Committee on Space Research/Int Astronomical Union/Int Union of Radio Science. Symposium : planetary atmospheres and surfaces. (YB n° 323/1382/2770)
Prof G H Pettengill, Dept of Earth and Planetary Science, Room 54-612 MIT, Cambridge, Mass 02139, USA.
- 1972 May 11-13 Madrid (Spain)
Int Astronomical Union. Symposium : X and gamma ray astronomy (non-solar) (YB n° 1382)
Dr F Giacconi, American Science and Engineering, Inc. 11 Carleton Street, Cambridge, 02142 Mass, USA.
- 1972 May 11-13 Stuttgart (Germany Fed Rep)
German Society of Radiologists. Annual convention.
Miss Margrit Martin, Med Strahleninstitut der Universität, 74 Tübingen, Germany, Fed Rep.
- 1972 May 12-13 Stresa (Italy)
Société de Broncho-Oesophagologie et de Gastrosopie de Langue Française. Congrès annuel. Les gastrites; l'intérêt de la fibroscopie dans l'investigation bronchique et oesophagienne.
Pr Dott. G Merloo, Baluardo Lamarmora 2, 28100 Novara, Italy.
- 1972 May 14 (Canada)
Office des Communications Sociales. Journée mondiale.
c/o OCIC, rue de l'Orme 8, 1040 Brussels, Belgium.
- 1972 May 14-20 (Cyprus)
World Council of Churches, Committee on Society, Development and Peace- Women's Ecumenical Liaison Group. Joint conference : Women's role in peace education. (YB n° 3501)
150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.
- 1972 May 15-16 Rome (Italy)
FAO, Forestry Department. Seminar on market pulp demand, supply. (YB n° 971)
FAO, Chief of the Conference Programming Section, Via le délie Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.
- 1972 May 16-18 Sydney (Australia)
Structural model conference.
Prof H J Cowan, Dept Architectural Science, University of Sydney, Sydney 2056, Australia.
- 1972 May 18-23 Leningrad (USSR)
European Committee for Concrete. Technical commissions meeting. (YB n° 628)
CEB, 9 rue La Pérouse, 75 Paris 16e, France.
- 1972 May 19-22 Brussels (Belgium)
Congress of Romance Language Psychoanalysts. 32th congress. (YB n° 411)
Dr J Gillibert, 187 rue St Jacques, 75 Paris 5e, France.
- 1972 May 20 Wroclaw (Poland)
Conference on Biochemistry of Schizophrenia.
Polish Psychiatric Society, Dr Adam Bukowczyk, Psychiatric Clinic of the Academy of Medicine, Ul. Kraszewskiego 25, Wroclaw, Poland.
- 1972 May 22-26 Rome (Italy)
FAO, Intergovernmental Group on Rice. 16th session. P : 80. (YB n° 971)

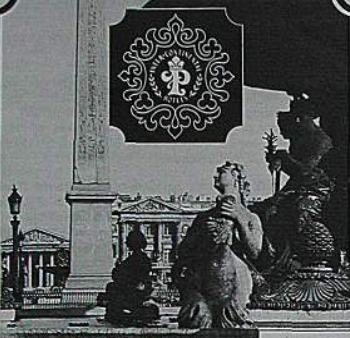


**COMPAGNIA ITALIANA
DEI GRANDI ALBERGHI**
ITALIAN GRAND HOTELS COMPANY
VENEZIA

*offers the best convention facilities
at the following de luxe hotels :*

LIDO VENICE	EXCELSIOR PALACE HOTEL. <i>New large convention hall with theatre seating up to 1000, simultaneous translation and film projection equipment and other technically up-to-date facilities.</i>
STRESA (Lake Maggiore)	GRAND HOTEL DES BAINS. GRAND HOTEL ET DES ILES BORROMEES <i>and the annexe Villa delle Azalee, specially equipped for conferences and meetings.</i>
MILAN	HOTEL PRINCIPE & SAVOIA <i>with one of the largest convention rooms in Italy, providing simultaneous translation and film projection system.</i>
FLORENCE	PALACE HOTEL <i>ideal for conferences and meetings in conjunction with the facilities offered by Hotel Principe & Savoia opposite.</i>
ROME	HOTEL EXCELSIOR
TURIN	EXCELSIOR GRAND HOTEL PRINCIPI DI PIEMONTE
« OTHER CIGA HOTELS : »	
VENICE	GRITTI PALACE HOTEL DANIELI ROYAL EXCELSIOR HOTEL EUROPA & BRITTANNIA HOTEL REGINA
ROME	LE GRAND HOTEL
NAPLES	HOTEL EXCELSIOR
GENOA	HOTEL COLOMBIA EXCELSIOR (STAI)
CIGA APARTMENT HOUSES	
VENICE	« PALAZZO DEL GIGLIO »
FLORENCE	« PALAZZO BENCI »
ROME	« PALAZZO AL VELABRO »
MILAN	« PRINCIPE & SAVOIA »

*For information apply to :
C.I.G.A. - Ufficio Sviluppo - Via Parigi 11 -
00185 Roma - Tel. 4755.604
or
C.I.G.A. - Ufficio Congressi - S.Marco 1812 -
30124 Venezia - Tel. 26.275*



HOTEL INTER-CONTINENTAL PARIS

capital pour vos affaires

Parce que tout n'a été pensé pour que vous puissiez traiter vos affaires dans une ambiance exceptionnelle faite de calme et de confort. Sa situation : en plein centre de commerce et de la banque (en face des Tuileries, entre la Place de la Concorde et la Place Vendôme) Son cadre : 520 chambres luxueuses, décorées avec raffinement Son confort : entièrement climatisé, toutes les chambres avec salle de bains, radio, télévision et téléphone automatique. Ses restaurants réputés : la Rotisserie Rivoli - la Terrasse Fleury - le Bistrot Ses bars feutrés : le Bar Rivoli - le Bistrot Et enfin, pour vos affaires, des salons et salles de conférences, équipés des matériels audio-visuels les plus récents. Pour en savoir plus sur ce que nous pouvons faire pour vous, écrivez ou téléphonez au Service des Ventes 3, rue de Castiglione - Paris 1^{er} - Tél. 073.18.00 poste 261



RÉSERVATIONS

<i>Europe</i>		
Amsterdam	23.75.10	Manchester 061-834.1186
Berlin	8830894	Milan 87.72.62
Birmingham (Eng.)		Munich 596513
Bonn	021-236.2549	Oslo 41.15.44
Brussels	57600	Paris 073.18.00 / 2254.300
Copenhagen	117627	Rome 476892
Cork (Ireland)	111020	Stockholm 201007
Dublin	26651	Stuttgart 294440
Düsseldorf	67511	Vienna 56.36.11
Frankfurt	0211/43.48.48	Zagreb 512.222
Geneva	230561	Zurich 23.29.00
Glasgow	34.60.91	
Hamburg	041-221.9030	
Hanover	343400	
Helsinki	1.69.11	Abidjan 34-94-81 - 34-01-00
Limerick (Ireland)	659504	Livingstone 21.12
Lisbon	47266	Lusaka 51.000
London	321697	Monrovia 22.200
	01-734.7445	Nairobi 29-661

Afrique

FAO, Conference Programming Section, Viale delle Terme di Caracalla, Rome, Italy.

1972 May 22-27 Nicosia (Cyprus)
Association of Attenders and Alumni of The Hague Academy of int Law. 24th congress : Tourism, sports and other forms of leisure, from the point of view of int law. (YB n° 119)
A.A.A. Postbus 882, Den Haag, Netherlands.

1972 May 22-27 Torre Pellice (Italy)
World Council of Churches. Faith and order consultation on unity of the church and unity of mankind. (YB n° 3501)
150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1972 May 22 Jun 3 Jerusalem (Israël)
Int Federation of Surveyors. Permanent committee. (YB n° 2020)
FIG, R. Meyer, Kiedrichstrasse 6, 62 Wiesbaden, Germany
Fed. Rep.

1972 May 23-27 Athens (Greece)
World Council of Churches. Consultation of orthodox theologians on « Salvation today ». (YB n° 3501)
150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1972 May 25-26 Cornwall (Ont Canada)
Chemical Institute of Canada. Symposium on recent advances in polymer technology.
W Cowling, 565 Joyce Street, Cornwall, Ontario, Canada.

1972 May 25-27 Matrafured (Hungary)
Conférence sur les problèmes de l'âge des lumières en Europe centrale et orientale.
Tourist Information Service, Rakoczi ut 52, Budapest VII, Hungary.

1972 May 25-27 Nymegen (Netherlands)
Int conference on mechanism and regulation of craniofacial morphogenesis.
Or Frans Van der Linden. Dept of Orthodontics, University of Nymegen, « Heyendaal » Philips van Leydenlaan 25, Nymegen, Netherlands.

1972 May 25-28 Bordeaux (France)
Société de Neuro-Chirurgie de Langue Française. 22e congrès.
(YB n° 3239)
Centre Jean Abadie, 89 rue des Sablières, Bordeaux, France.

1972 May 26-28 Utrecht (Netherlands)
Int Amateur Theatre Association. Int symposium : New methods of educational drama. (YB n° 11 62)
NCA, Postbox 64, Maarssen, Netherlands.

1972 May 28-31 Knokke (Belgium)
European Union of Wholesalers of Electrical Equipment. Congress.
M Biebuyck, Avenue Molière 74, 1180 Brussels, Belgium.

1972 May 28 Jun 3 Port Au Prince (Haiti)
Inter-American Children's Institute. 14th Pan American congress. (YB n° 1054)
UN Avenida 8 de Octubre, Montevideo, Uruguay.

1972 May 28-31 Jerusalem (Israel)
2nd int symposium on drug abuse.
Israel Events Ltd., P O Box 7485, Jerusalem, Israel.

1972 May 29-31 Stockholm (Sweden)
European Confederation of Agriculture/Int Federation of Agricultural Producers. Conference of European producers.
(YB 686/1850)
IFAP Secrétariat, 1 rue d'Hauteville, 75 Paris We, France.

1972 May 29-Jun 3 Stockholm (Sweden)
World Health Organization/University of Uppsala. Int socio-medical symposium : Society, stress, disease : the productive and reproductive age- male and female roles and relationships. P : 25. (YB n° 3548)



TRIANON-PALACE-HOTEL

**** LUXE

**1, boulevard de la Reine
VERSAILLES (78)**

Téléphone : 950-34-12
Adresse télégraphique TRIANOTEL VERSAILLES
Telex : 69863 TRIANOTL-VERSA

- 140 chambres toutes avec bain (ou douche) et W.C.
- *Sa situation dans un magnifique parc de trois hectares en bordure du château de Versailles et des Trianons, lui assure un calme absolu*
- Idéal pour conventions ou séminaires ; nombreuses salles de réunion ou de travail.
- *Thés - Déjeuners - Dîners en plein air - Repas d'affaires - Salons particuliers.*
- Illumination du parc tous les soirs (tous appartements et chambres avec vue sur le parc).
- *A 25 minutes, en voiture, des Champs-Élysées.*
PARKING illimité.

Bruno SIBERT, Administrateur.
J.P. MARCUS, Directeur

Dr Lennart Levi, Laboratory for Clinical Stress Research
Fack, 104 01 Stockholm 60, Sweden.

1972 May 30
Int Dairy Federation. Journée int du lait. (YB n°1784)
Square Vergote 41, 1040 Brussels, Belgium.

1972 May 30-Jun 2 Delft (Netherlands)
Delft University/Netherlands Shipbuilders Association, Symposium on shipbuilding, design, production and management.
Delft University of Technology, Sub-Department of Naval Architecture, Council - Symposium Shipbuilding 1972 *
Makelweg 2, Delft, Netherlands.

1972 May 31-Jun 2 France (Paris)
Common Market Working Group of the Int Federation of Associations of Manufacturers of Household Products. Assembly.

(YB n°
355)
FIFE, Square-Marie Louise 49, 1040 Brussels, Belgium.

1972 May 31-Jun 2 Paris (France)
Int Federation of Associations of Manufacturers of Household Products. General assembly, 6th. (YB n°1858)
FIFE, Square Marie Louise 49; 1040 Brussels, Belgium.

1972 Jun 2-5 CANNES (France)
Int Reclamation Bureau. General Assembly and congress. P : 500. (YB n°
2403)
BIR, Place du Samedi 13, 1000 Brussels.

1972 May-Jun Antwerp (Belgium)
World Federation of the Diamond Bourses. 17th congress.
(YB n°3520)
Dhr Nutkewitz, Diamanbeurs 78, 2000 Antwerpen, Belgium.

1972 May (Czechoslovakia)
Int Union for Conservation of Nature and Natural Resources, Committee on the improvement of Cultural Landscapes, Environmental Planning Commission. Meeting. (YB n° 26 54)
1110 Morges, Switzerland.

1972 May-Jun Prague (Czechoslovakia)
Int Dairy Federation. Séminaire sur l'emballage du lait et des produits laitiers. (YB n°1784)
Square Vergote 41, 1040 Brussels, Belgium.

1972 May or Jun (Iraq)
Int Council for Military Sport. General assembly. (YB n°2262)
Major Raoul Mollet, 119 av Franklin Roosevelt, 1050 Brussels, Belgium.

1972 Jun 1-15 Villány-Siklos (Hungary)
Symposium int de l'art populaire.
Tourist Information Service, Bakoczi ut 52, Budapest VII, Hungary.

1972 Jun 2-5 Hedenesse (Netherlands)
Int Catholic Film Office. Consultation audio-visuelle : Challenge and response, rethinking the responsibility if the churches in the field of audio-visual media. P : 40. (YB n° 145 4)
Interfilm, Postbox 515, Hilversum, Netherlands

1972 Jun 3-8 Catania (Sicily)
FAO. Intergovernmental group on citrus fruit, 5th session. P : 85.
(YB n°
971)
FAO, Conference Programming Section, Viale délie Terme di Caracalla, Rome, Italy.

1972 Jun 4-9 London (UK)
Int Federation of Hospital Engineering, 2nd congress.
Market Development Consultants Limited, 21 Park Square East, Regent's Park, London NW1 4LH, UK.

1972 Jun 4-10 Budapest (Hungary)
Conférence int de l'arpentage des mines.
Tourist Information Service, Rakoczi ut 52, Budapest VII, Hungary.

1972 Jun 5-7 Quebec (Canada)
Chemical Institute of Canada, Chemical conference. Ex.
CIC, 151 Slater St., Ottawa K1P 5H3, Canada.

1972 Jun 5-9 Dresden (Germany, Dem Rep)
Society for Anesthesiology and Resuscitation. 5th int symposium on anesthesiology.
Dr H F Poppelbaum, Karowerstrasse 11, 1115 Berlin-Buch, Germany, Dem Rep.

1972 Jun 5-16 Montreal (Quebec)
Int Civil Aviation Organization. Rescue and Fire Fighting Panel. 2nd meeting.
ICAO, Int Aviation Building, 1080 University Street, Montreal (101), Que, Canada.

1972 Jun 5-16 Stockholm (Sweden)
United Nations, Swedish Association/National Council of Swedish Youth. Environment forum.
(YB n°3375)
Environment Forum, Box 358, K1 24 Stockholm, Sweden.

1972 Jun 7-9 Aviemore (Scotland, UK)
Society of Radiographers. 26th annual conference : Nuclear medicine.
Society of Radiographers, Mr K C Denley, 14 Upper Wimpole Street, London W1, UK.

1972 Jun 7-19 Leningrad and Dishande (USSR)
Int Committee for the Int Biological Programme. Symposium on ecophysiological bases of arid zones ecosystems Prodn.
(YB n°

3262)
7 Marylebone Road, London NW1, UK.

1972 Jun 8-9 Munich (Germany, Fed Rep)
Int Advertising Association. World council meeting. (YB n°1139)
Dr Hans Hoffmann, President, IAA Germany Chapter South, c/o Cart Gabler Werbegeellschaft, Sonnenstrasse 1, 8000 Munich 2, Germany, Fed Rep.

1972 Jun 8-14 Berlin (Germany, Fed Rep)
World Council of Churches, Christian Medical Commission. 5th annual meeting. (YB n°3501)
150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.

1972 Jun 9-15 Paris (France)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur invitation) : Les fonctions analytiques de plusieurs variables et l'analyse complexe.
M le Professeur P Lelong, Département de Mathématiques, Université de Paris VI, France.

1972 Jun 11-17 Sao Paulo (Brazil)
Panamerican Federation of Architects' Associations. 14th congress. (YB n°3057)
Arch Jaime L Marques, Bartolomé Mitre 1318, Montevideo, Uruguay.

1972 Jun 12-Jul 8 Copenhagen and Aarhus (Denmark)
FAO/Danish Int Dairy Education Centre. 5th meeting. (YB n°971)
FAO, Chief of the Conference Programming Section, Via delie Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

1972 Jun 14-16 Udine (Italy)
Int Union of Testing and Research Laboratories for Materials and Structures. General Technical Commission. Meeting.
(YB n°2784)
RILEM, 12 rue Brandon, 75 Paris 15e, France.

1972 Jun 14-16 Vienna (Austria)
2nd int symposium on metabolism and membrane.
Doz dr K Moser, c/o Wiener Medizinische Akademie, Alserstr 4, 1090 Vienna, Austria.

1972 Jun 15-18 Jerusalem (Israel)
1972 Asian lay Christian association meeting in Israel. P : 150.
Mr Shlomo Hizak, P O B 7089, Jerusalem, -Israel.

NICE

CAPITALE DE LA COTE D'AZUR



Le Palais des Expositions
Convention du Rotary International

Centre Mondial des Congrès
Carrefour Commercial et Ville Universitaire
desservie par un aéroport international

NICE vous offre :

- la douceur de son climat,
- le luxe et le confort de ses hôtels
(300 hôtels - 10.000 chambres),
- ses Fêtes de réputation mondiale,
- son Palais des Expositions
- plus de 200 salles de Congrès pouvant recevoir de 45 à 25.000 délégués pour assurer le succès de vos Conventions, Colloques, Séminaires, Symposiums, Réunions d'affaires ou de Recyclage

... ET SON SOLEIL !

Pour tous renseignements :

Office de Tourisme - Syndicat d'Initiative
32, rue Hôtel-des-Postes, Nice
Tél. 85.25.25
Télex : Accueil Nice 46.042

A NICE
la saison commence en décembre
et finit en novembre

- 1972 Jun 18-23** **Tel Aviv (Israel)**
Int symposium on physical chemistry. P : 300.
P O R 16271, Tel Aviv. Israel.
- 1972 Jun 19-21 **Boston (Mass, USA)**
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int symposium on fault-tolerant computing. P : 200.
Gernot Metze. Coor. Sci. Lab., University of Illinois, Urbana, Illinois 61801. USA.
- 1972 Jun 19-21 **Mexico City (Mexico)**
Pan American Council of Int Committee of Scientific Management. Regional seminar : Latin American industrialisation.
(YB n°1730)
c/o INCOLDA, Aptdo Aéreo 5407, Cali, Colombia.
- 1972 Jun 19-26 **Utrecht (Netherlands)**
World Council of Churches. Commission on the Church's Participation in Development. Meeting.
750 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.
- 1972 Jun 20-23 **Turin (Italy)**
3rd European conference on thermophysical properties of solids at high temperature.
Prof G Ruffino, Ist di Metrologia « G Colonnetti », Strada delle Cacce 73, 10135 Torino, Italy.
- 1972 Jun 21-23 **Dornbirn (Austria)**
Austrian Man-Made Fibers Institute. Int man-made conference.
Dr R Katschinka, AMMF, Plosslgasse 8, 1041 Vienna, Austria.
- 1972 Jun 22 **Mexico City (Mexico)**
Pan American Council of Int Committee of Scientific Management. Executive committee meeting.
(YB n°1730)
c/o INCOLDA, Aptdo Aéreo 5407, Cali, Colombia.
- 1972 Jun 22-23 **Montreux (Switzerland)**
Universal Federation of Travel Agents' Associations/Int Hotel Association. Liaison committee meeting.
(YB n°3403/2110)
30 avenue Marnix, 1050 Brussels, Belgium.
- 1972 Jun (last week) **Bodo (Norway)**
European Bureau of Adult Education. Conference : Adult education legislation; comparative aspects.
(YB n°601)
Nieuwe Weg 4, P O Box 367, Amersfoort, Netherlands.
- 1972 Jun 26-Jul 2 **Berne (Switzerland)**
European pentecostal convention. P : 2-9000.
Mr Scherrer, Director Parkhotel, 3654 Gunten, Switzerland.
- 1972 Jun 27-30 **Strasbourg (France)**
European Soc of Radiology/European Organization for Research on Treatment of Cancer. Symposium on non mutilating therapy for breast cancers : Investigations, diagnostics, classifications; radiothérapie locorégionale seul ; chirurgie non mutilante (tumoréctomie); pharmacologie clinique. P : 1000. Ex.
(YB n°865/822)
Prof Ch Cros, Laboratoire d'Electroradiologie, Faculté de Médecine, 11 rue Human, 67 Strasbourg, France.
- 1972 Jun 27-Jul 2 **Jerusalem (Israel)**
World congress of united Christian ashrams. P : 700.
William E Berg, D D Pastor, Austana Lutheran Church, 704 11th Avenue South, Minneapolis, Minn 55415, USA.
- 1972 Jul 2-28 **Helsinki (Finland)**
Int Peace Academy. 4th transnational training project : for peace related responsibilities. Mediation and negotiation; int control of violence; conflict and peaceful change roles.
(YB n°2339)
The Director, Helsinki Project 1972, Int Peace Academy, 86D Hamilton Terrace, London NWS 9UL, UK.
- 1972 Jul 4-8 **(France)**
Int Round Table for the Advancement of Counselling. 5th int round table : Advancement of counselling in the counsellor and his environment.
(YB n°2423)
Mr H Z Hoxter, Chairman, Careers Guidance Centre 64 West Ham Lane, London E15 4PT, UK.
- 1972 Jul 18-20 **Buenos Aires (Argentina)**
Catholic Latin American Press Union. 5th congress of the press church and public opinion in Latin America.
(YB n°223)
Club Centre de Prensa, Moreno 1921, Buenos Aires, Argentina.
- 1972 Aug 21-25 **Stockholm (Sweden)**
Int Organization of Consumers Unions. 7th biennial conference.
(YB n°2321)
9 Emmastraat, The Hague, Netherlands.
- 1972 Sep 5-8 **Bratislava (Czechoslovakia)**
Int Measurement Confederation. Int symposium on metrology : Basic and general problems of metrology.
(YB n°2250)
IMEKO, PO B 456, Budapest 5, Hungary.
- 1972 Sep 11-15 **Bucharest (Rumania)**
Int Political Science Association. Round table : Democracy and mass communication; Political indépendance and economic cooperation.
(YB n°2369)
43 rue des Champs Elysées, 1050 Brussels, Belgium.
- 1972 Oct 16-20 **Florence (Italy)**
Int Computation Centre-Intergovernmental Bureau for Informatics. 1st world conference on informatics in government.
(YB n°1645)
IBI, 23 Viale Civiltà del Lavoro, 00144 Roma-EUR, Italy.
- 1972 Oct 23-28 **Madrid (Spain)**
Int Veterinary Association for Animal Production. 2nd world congress on animal nutrition. P : 1500. Ex.
(YB n°2801)
Secretariat General del II Congreso Mundial de Alimentación Animal, Comandante Zorita, 48-2ªA, Madrid 20, Spain.
- 1972 Nov 13-17 **Jerusalem (Israel)**
Int Federation of Cotton and Allied Textile Industries. Annual meeting. P : 250.
(YB n°1898)
B Ostrov, Manager, Manufacturers' Association of Israel, Textile Department, 13 Montefiore Street, Tel Aviv, Israel.
- 1973 Apr 2-14 **London (UK)**
The Institution of Mining and Metallurgy. 10th int mineral processing congress.
44 Portland Place, London WIN 4BR, UK.
- 1973 May 3-5 **Bonn-Godesberg (Germany, Fed Rep)**
European Association of Internal Medicine. 2nd European conference : Intensive care and emergencies in internal medicine, inside and outside the hospital; immunology and internal medicine; how should postgraduate internal medicine be taught?
(YB n°569)
AEMIE, rue des Eburons 75, 1040 Brussels, Belgium.
- 1973 May 9-11 **Amsterdam (Netherlands)**
Int Association of Crafts and Small and Medium-Sized Enterprises. Spring session including general assembly.
(YB n°1269)
UIAPME, 98 rue de Saint-Jean, 1211 Geneva 11, Switzerland.
- 1973 May 10-13 **Budapest (Hungary)**
Int Measurement Confederation. Symposium : on microwave measurement : Reffedtometric measuring methods : the measurement and application of UHF and microwave semiconductors.
(YB n°2250)
IMEKO, POB 457, Budapest 5, Hungary.
- 1973 May 15 **Liege (Belgium)**
Les Amis de la Fondation de Linguistique Appliquée. Table ronde : Tests d'aptitude à l'interprétation de conférences.
TALFS Friends, 20 rue de l'Europe, 4030 Grivegnée, Belgium.

1973 May 21-25
Int Federation of Park and Recreation Administration. 4th world congress, P : 1200. Ex.
IPRA, The Grotto, Lower Basildon, Reading RG8 9NE, Berkshire, UK.

London (UK)

sition and processing of measurement data for automation.

(YB n° 1971)
2250)
IMEKO, POB 457, Budapest 5, Hungary.

1973 Jun 17-23
Int Hospital Fed. 18th congress. P : 1500. Ex.
IHF, 24 Nutford Place, London W1H 6AN, UK.

Montreal (Canada)
(YB n° 2109)

1973 Sep 22-29
(Spain)
Int Society of Surgery. 25th congress. P : 3000. Ex. (YB n° 2571)
Prof J Van Geertruyden, rue des Champs Elysées 43, 7050 Brussels, Belgium.

Barcelone

1973 Jun 18-22
Int Measurement Confederation. 6th IMEKO congress : Acqui-

Dresden (Germany, Dem Rep)

1973 Sep 24-28
Int Union against Tuberculosis. 22nd int tuberculosis conference.

Tokyo (Japan)

(YB n° 2651)
IUAT, 20 rue Greuze, 75 Paris 16e, France.

SPECIALITE DE THES
CADEAUX
CRISTAUX

CONFISEUR
CHOCOLATIER

Au Bonbon Royal

Tel. 227 - 80-98

56, Rue Jouffroy
PARIS (17e)

Expéditions dans le monde entier.

DOLDER

GRAND HOTEL

ZURICH

*Vue magnifique
sur la ville, le lac
et les Alpes
650 m.s.m.*

Situation tranquille dans le quartier résidentiel - Nouvelle aile de 64 appartements de grand luxe avec balcon ou terrasse - Salles de conférences et de congrès (arrangements spéciaux durant l'hiver) - Golf-Tennis - Minigolf-Piscine à vagues artificielles - Service de voiture avec le centre de la ville (6 min.)



Représentant pour la France et le Bénélux : M Claude L G DUTEIL, 11, rue de Rome, 75-Paris 8e — Tél. LAB 81-99



FLORE - DÉCOR

L. JOBERT, D.E.H.V.P. Ex-Professeur d'Horticulture
FLEURISTE DECORATEUR

Spécialiste de la décoration florale des salles et des tables pour toutes manifestations

TEL 828 - 14-21

145, AV. FELIX FAURE
PARIS 15e

UAI PUBLICATIONS

Yearbook of International Congress Proceedings (every 2 years), 2nd edition (1962-9).

Contents : bibliography of papers, reports and proceedings of meetings of organizations listed in the *Yearbook of International Organizations*. 1st edition covers meetings in the years 1960-1967, 2nd edition covers meetings in the years 1962-1969. Bibliographies for the meetings in the years 1957, 1958 and 1959 are also available.

Annual International Congress Calendar (every year) 12th edition (1972-1985).

Chronological listing of international meetings of all types. Three indexes for facility of reference — by international organization, subject, and geographical location.

Directory of Periodicals Published by International Organizations (irregular)

Contents : bibliography of periodicals of organizations listed in the *Yearbook of International Organizations*.

Yearbook of International Organizations (every 2 years), 13th edition (1970-71)

Contents : aims, titles, structure, activities, finance, publications, meetings of international organizations. Includes the *Who's Who in International Organizations* and the *International Initials* previously published separately. Information on approximately 4000 organizations.

International Congress Science Series

9 volumes on the technicalities of international meeting organization.

Documents for the Study of International Non-Governmental Relations

15 volumes.

Liste de publications envoyée sur demande

Où souscrire à votre abonnement et aux autres publications de l'UAI :

soit directement à l'UAI, rue aux Laines, 1, Bruxelles 1000, Belgique (voir modes de paiement ci-dessous); soit auprès d'un libraire et tout particulièrement en :

ALLEMAGNE (R.F.). Libr. Hans Meschen-dorfer. Hackenstrasse 3/1. Munich 2; Libr. Rudolf Pieper. Wörthstrasse 1/11. 8 Munich; Libr. Alexander Horn. Spiegelgasse 9. 6200 Wiesbaden. — AUSTRALIA. B.C.N. Agencies Pty Ltd. 178 Collins Street. Melbourne. Victoria 3000. — AUTRICHE. Librairie Gerold & C°. Graben 31. Vienne 1. — BELGIQUE. Agence et Messageries de la Presse, rue du Persil. 14-22. Bruxelles 1; Office International de Librairie, avenue Marnix. 30. Bruxelles 5. — CANADA. Franklin Square-Dawson Subscription Service Co. 6 Thorncliffe Park Drive. Toronto 17. — CHILE. Libr. Oscar Marin y Cia. Casilla 9812. Santiago. — DENMARK. Libr. Jul. Gjellerup. Sölvgade 87. Copenhagen K.; Libr. Munksgaard. Nørregade 6. Copenhagen K. — ESPAGNE. Playade. Duque de Alba 9. MADRID 12. — FINLAND. Akateemine Kirja-

kauppa. 2 Keskuskatu. Helsinki: Rautatie-kirjakauppa Oy. Kampinkatu 2. Helsinki 10. — FRANCE. Librairie des Méridiens, boulevard Saint-Germain. 119. Paris 6e; lib. P. Raymann & C°. rue de Tournon. 17. Paris 6e; Offi-Lib. rue Gay-Lussac. 48. Paris 5e; Libr. Technique & Documentation, rue Lavoisier. 11. Paris 8e. — ISRAEL. Weiss Subscriptions 1 Jabotinsky Street. Tel Aviv. — ITALIE. A.E.I.O.U.. Via Meravigli 16. 20123 Milano. Jean FRICKER. Via Cardinal de Luca 10. 00196 Roma. — JAPAN. Kokusai Shobo Ltd. 5 Ogawamachi, 3-chome. Kanda, Chiyoda-ku. Tokyo : Kinokuniya Bookstore Ltd. 826 Tsunohazu 1-chôme. Shinjuku-ku. Tokyo. — NETHERLANDS. Scholtens & Zoon. Grote Markt 43. Groningen. Zwet & Zeitlinger. Keizersgracht 487. Amsterdam C. N.V. Martinus Nijhof. Lange Voorhout 9-11. s-Gravenhage. — NORWAY. Libr. Tanum-Cammer-meyer. Karl Johansgt. 43. Oslo 1. — PORTU-

GAL. Librairie Ferin. 70 rua Nova do Almada 74. Lisbonne. — SUISSE. Libr. Herbert Lang & C°. Münzgraben 2. Berne : Libr. Payot. 6 rue Granus. Genève. — SWEDEN. Librairie de la Cour C.E. Fritze, Fredagatan 2. Stockholm 6; Almqvist & Wiksell. Gamla Bro-gatan 26. 101 20 Stockholm 1. — UNITED KING- DOM. Blackwell's Foreign Dept. Broad Street, Oxford; Wm Dawson & Sons Ltd. Cannon House. Macklin Street, London WC2. — U.S.A. F. W. Faxon Company. Inc. 515 Hyde Park Avenue. Boston. Mass. 02131; Interna-tional Publications Service. 303 Park Ave. South. New York NY 10010; Stechert Hafner Inc. 31 East 10th Street. New York NY 10003; Ebsco-National Publications Company. P.O. Box 90901, Los Angeles. California 90009.

Publication list sent on request

Where to renew subscriptions and order other UAI publications :

either directly from the UAI, rue aux Laines, 1, Brussels 1000, Belgium (methods of payment are shown below) or through any bookseller, including the following :

MODES DE PAIEMENT — METHODS OF PAYMENT

Annual subscription : \$ 11 or £ 3.75

Soit :

Par chèque barré à l'ordre de l'Union des Associations Inter-nationales. 1 rue aux Laines. 1000 Bruxelles. Belgique. — (Tel. : (02)11.83.96).

Soit :

Bruxelles :

Compte chèque postal n°346.99.

ou Compte n°451.651 à la Société Générale de Banqu e.

Compte courant à l'Union des Banques Suisses.

Genève :

Düsseldorf :

Nach Runderlass des Deutschen Bundeswirtschaftsministeriums Nr 23/53 können Abonnements-gebühren für den Bezug einer Zeitschrift im Postzahlungsverkehr unmittelbar in das Ausland überwiesen werden.

New York :

Paris :

Rome :

The Hague :

London :

Account at the First National City Bank. 55, Wall Street.

Compte n° 54.515 à la Banque de l'Union Parisienne. Boulevard Haussmann. 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

Compte courant. Banco di Roma, 307 Via del Corso.

Account 785.330 at R. Mees & Hope. 13. Kneuterdijk.

Crossed cheque to Union of International Associations. Ace. n° 04552334. National Westminster Bank (Overseas Branch). 53. Threadneedle Street. London EC. 2

Abonnement un an : 450 FB, 50 FF, 40 FS.

Either :

By crossed check to the order of the Union of International Associations, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels. Belgium — (Tel. : (02)11.83.96).

Or :

